



**RAPPORT DE PRESENTATION –  
PROJET DE PROCES VERBAL  
DE LA SEANCE DU  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DU 23 FEVRIER 2026  
A HEGENEY (Salle communale)**

*Réunion du 23.02.2025 – accueil à 18h15 – ouverture de séance à 18h30 – à Hegeney (salle communale). Invitation dématérialisée via l'outil IDELIBRE avec ordre du jour envoyée le 17.02.2026, complétée d'un rapport de présentation mis à disposition aux conseillers communautaires titulaires et suppléants de manière dématérialisée et du compte-rendu du dernier conseil communautaire (les comptes rendus des derniers conseils communautaires sont également publiés sur le site internet de la communauté de communes).*

*Invités : 50 personnes.*

*36 élus délégués titulaires et 14 délégués suppléants, systématiquement invités,*

*Information par voie dématérialisée via l'outil COMELUS à l'ensemble des conseillers municipaux des communes membres, invités permanents, mairies et agents intercommunaux (322 élus municipaux, dont 50 élus intercommunaux),*

*Invités extérieurs permanents : Mme la conseillère d'Alsace N. Marajo et M. le conseiller d'Alsace V. Vogt.*

*Séance publique.*

*Invités autres à cette séance : Les DNA et conseillers municipaux de la commune d'accueil (via le maire).  
Intervenants extérieurs : non.*

*Publicité dématérialisée des actes : délibérations et procès-verbal publiées de manière permanente et gratuite sur le site internet de la communauté de communes et affichage d'une liste des délibérations examinées en séance sur le tableau d'affichage de la communauté de communes.*

Les informations relatives à la délégation de service public ont été mis à disposition des élus préalablement à l'envoi du présent rapport, afin de répondre à la réglementation en la matière et de permettre aux élus de prendre connaissance du dossier.

**Présents : ISEL Roger**

**Titulaires :**

MMES : CABIROL de SAINT GEORGES Mireille, CRONMULLER Martine, DUDT Lysiane, FILSER Marie-Claude, LEDIG Evelyne, MEYER Monique, STIEFEL Martine, STURM Céline (à partir de 18h57 point 5),

MM : BALL Jean-Claude, BASTIAN Marc, CHARBAU Bernard, CUNTZ Freddy, FERBACH Dominique, FUCHS Alain, KLIPFEL Jean-Louis, MALL Philippe, NIEDERER Gérard, PETER Guillaume, PFEIFFER-RINIE Dominique, M SCHMITT André,

LD

RI

SCHNEIDER Francis (à partir de 18h50 point 4), TRAUTMANN Christian, TRITSCHBERGER Hervé, WACKER Patrick, WALTER Dany, WERNERT Stéphane.

**Suppléants avec délégation vote :**

MM. : ROMAIN Serge représente SCHERTZ Christophe,

**Suppléants sans délégation vote :**

MM. : OSTER Rémy, ROCCHI Jacques, ROS Jean-Charles, SCHAEFER Marc

**Elus titulaires excusés – procuration ou représenté par le suppléant :**

MME : STURM Céline donne procuration à BASTIAN Marc (jusqu'à 18h57 point 5),  
WALTER Clarisse donne procuration à M CUNTZ Freddy, WEINLING HAMEL Elisabeth.

MM : KLEIN Mathias donne procuration à M TRITSCHBERGER Hervé, SCHERTZ Christophe représenté par ROMAIN Serge, SCHNEIDER Francis (jusqu'à 18h50 ; point 4),  
SIEDEL Dominique donne procuration à ISEL Roger, SITTER Pierrot.

**Elus suppléants excusés :**

MM : DEUTSCH Laurent, HEBTING Benoit, HOCH Georges, JUNG Jean-Yves.

**Elus absents :**

**Titulaires :**

MM : RUTSCH François, SCHNEIDER Dominique,

MME : SCHALL Nathalie

**Suppléants :**

MME MESSER Caroline

MM : FISCHER Alain, JOTZ Ludovic, HERRMANN Pierre, WEHRUNG Freddy

Secrétaire de séance :

Mme Lysiane DUDT

Invités extérieurs présents : Mme MARAJO GUTHMULLER Nathalie,

Invités extérieurs excusés : M VOGT Victor

**1. Accueil, appel et ouverture de la séance.**

Accueil : L'accueil des élus est organisé à partir de 18h15. Les élus sont invités à signer la liste de présence et se voient remettre un boîtier de vote personnalisé.

Appel : A 18h30, le président invite les élus à rejoindre leur place.

Le point est fait sur le nombre de conseillers présents, les éventuelles procurations ou suppléances (le délégué suppléant n'a droit de vote qu'en l'absence du conseiller titulaire qu'il supplée), afin de déterminer que le quorum permettant d'ouvrir la séance soit atteint.

Ouverture de la séance : Le président ouvre la séance. Il procède immédiatement au test de bon fonctionnement des boîtiers de vote électroniques, utilisés afin de suivre les votes des conseillers, d'assurer la régularité des votes et faciliter l'organisation des séances.

**2. Désignation d'un(e) secrétaire de séance.**

LD

RI

En application de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est procédé à la désignation du secrétaire de séance.  
Mme Lysiane DUDT, candidat(e), est désignée secrétaire de séance.

**3. VOTE : Approbation du compte-rendu de réunion du conseil communautaire du 15.12.2025.**

Le procès-verbal de la séance du 15.12.2025 est consultable sur le site internet de la communauté de communes. Il a par ailleurs été communiqué par voie dématérialisée aux conseillers communautaires titulaires et suppléants, et pour information à l'ensemble des élus locaux des communes membres et des secrétaires de mairie à l'unanimité.  
NB : seuls les membres présents lors de la séance considérée prennent part au vote.

**4. Communication des décisions prises par le président dans le cadre de ses pouvoirs délégués (délibération du conseil communautaire n°032.2020 et 061.2021).**

**Marchés publics :**

Année 2025 : 20 marchés notifiés.

Depuis le 01.01.2026 : 24 marchés notifiés et une DSP.

- « Délégation de service public par affermage – Gestion et exploitation des établissements d'accueil Petite Enfance et du Relais Petite Enfance du territoire communautaire » : 1 concession de services – élu référent : Marc BASTIAN.
- « Site du Fleckenstein : nouveau programme architectural, muséographique et scénographique » : 24 marchés de travaux – élu référent : Lysiane DUDT.

**Assurances :** Consultation d'assurance dommage-ouvrage – tous risques chantier engagée pour le projet du Fleckenstein.

**Finances :** Aucune décision.

**RH-assurance statutaire-CPAM :**

Un dossier d'accident de service en cours – procédure de reclassement engagée.  
Quatre arrêts maladie.  
Un mi-temps thérapeutique.  
Deux congés maternité.

**Autres : dont versement de subventions dans le cadre**

**du programme PIG Rénov'habitat :** Aucune décision.

**du programme de sauvegarde du patrimoine bâti ancien :**

Un dossier à Woerth pour 1958 €.

**du programme de participation aux sorties culturelles des écoles :**

2 écoles : Oberdorf-Spachbach et Hegeney/Laubach,  
66 élèves, pour un montant de 375 €.

**du programme de soutien aux classes de découvertes – collèges :** Aucune décision.

**Elus :** Aucune décision.

**Divers :** Aucune décision.

### **5. Information préalable : délégation de service public périscolaire.**

La séance du conseil communautaire prévoyant une délibération d'attribution d'une délégation de service public pour l'exploitation du service périscolaire intercommunal, une information préalable à l'envoi de l'invitation a été effectuée à destination des élus.

Afin de respecter la réglementation et permettre aux de prendre connaissance du projet de contrat de manière anticipée, ce projet ainsi que des pièces complémentaires ont été communiqués aux élus le 09.02.2026.

Le service périscolaire et enfance (périscolaire, mercredi, centres de loisirs) est exploité via une délégation de service public par la Fédération des maisons des jeunes et de la culture d'Alsace. La DSP en cours se termine au 31 août 2026. Aussi, les services ont organisé une nouvelle procédure de consultation afin de renouveler cette délégation. L'actuel exploitant, candidat, a été retenu à la suite de ces formalités. Les informations relatives à l'organisation du service périscolaire – enfance diffusées sont les suivantes :

- Analyse financière
- Analyse technique
- Rapport du président sur le choix du délégataire
- Projet de contrat de délégation de service public,
- Procès-verbal de la commission de délégation de service public.

#### **Autres documents communiqués avec l'invitation :**

- Annexe 1 au budget
- Annexe 2 au budget
- Etat des emprunts (consolidation)
- Prévisions budgétaires 2026 par pôles de compétences

## **SOMMAIRE DU RAPPORT**

### **PARTIE 1 : PRÉSENTATION DU RAPPORT D'ACTIVITES 2025.**

### **PARTIE 2 : DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE POUR 2026.**

1. Les prévisions budgétaires et réalisations (résultats consolidés et par document budgétaire).
2. L'approche financière sous l'angle administratif.
3. L'approche financière sous l'angle « projets » : Développé en séance par le président et les VP.
4. L'équilibre budgétaire : les volets d'action et choix.
5. Les acteurs : Elus et agents intercommunaux.

LD

RT

### **PARTIE 3 : DELIBERATIONS**

6. 001.2026 : Délibération actant de la présentation du rapport d'activités de l'exercice 2025.
7. 002.2026 : Délibération actant de la tenue d'un débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2026.
8. 003.2026 : Service périscolaire : délégation de service public par affermage – gestion de l'accueil périscolaire et enfance : choix du délégataire de service public et tarifs.

#### **Annexes :**

Cf. invitation.

LD

RE

## **PARTIE 1 : RAPPORT D'ACTIVITES 2025**

- a. Présentation du rapport écrit et des annexes (dont rapports des partenaires).
- b. Projection vidéo illustrant les actions conduites en 2025 sur le territoire intercommunal.
- c. Focus :
  - Les activités de la maison rurale de l'Outre Forêt à Kutzenhausen (intervention d'Amandine MORIO, responsable de la MROF par intérim),
  - Les activités du service animation sur le territoire (intervention de Valérie MESSER, chargée de mission),
  - Les activités du service aux habitants (Espace France Services, dispositif de recueil de titres d'identité), (intervention de Valérie MESSER),
  - Les activités conseil numérique et actions seniors, (interventions de Claire TERNET Conseillère Numérique et de Valérie MESSER),
  - Le service aux communes et les actions partagées (intervention de Mylène FULLENWARTH, responsable de service).
- d. Conclusion par le président.

LD

RI

## **PARTIE 2 : DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE**

Introduction par le président et présentation financière par Fabrice KIRSCH, DGS.

### **Les compétences intercommunales : une partie des compétences communales :**

#### **Les principes :**

- Principe de spécialité fonctionnelle : les EPCI exercent des compétences qui leur sont imposées par la loi (compétences obligatoires) ou qui leur ont été expressément dévolues par les communes membres (compétences complémentaires/facultatives - optionnelles),
- Principe de spécialité territoriale : l'EPCI doit agir à l'intérieur de son périmètre et ne pas outrepasser les limites géographiques qui lui sont assignées,
- Principe d'exclusivité : si une compétence a été transférée à une intercommunalité, les communes ne peuvent plus intervenir dans ce domaine.

#### **Les conséquences :**

Substitution de l'EPCI dans toutes les décisions concernant les compétences transférées. Les communes sont dessaisies de la compétence au profit de la communauté de communes, qui exerce les compétences sur l'ensemble de son territoire.

Les statuts et la définition de l'intérêt communautaire = fixent le champ d'action de la communauté de communes.

Le budget traduit financièrement l'exercice des compétences et les flux au sein du bloc communal (ensemble composé de l'intercommunalité et des communes membres).

### **Les documents budgétaires :**

#### **Dénomination :**

Compte de gestion (CG) et compte administratif (CA) : retracent l'exécution (réel - passé). Ces deux documents sont remplacés par un document unique, le CFU (Compte Financier Unique), qui est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public retraçant l'exécution financière de l'année passée.

Budget : acte d'autorisation et de prévision, fixation des enveloppes de crédits pour l'exercice - futur.

LD

RT

### **Cadre réglementaire :**

Nomenclature comptable : M57 depuis 2024 (sauf budgets M4) : délibération n°086.2023 du 06.11.2023.

Règlement Budgétaire et Financier (RBF) et annexe guide interne des marchés publics : délibération n°107.2024 du 18.12.2023.

Régime semi-budgétaire des provisions et charges : délibération n°110.2023 du 18.12.2023.

Fongibilité des crédits : délibération n°109.2023 du 18.12.2023.

Modalités d'amortissement des biens à compter de 2024 : délibération n°108.2023 du 18.12.2023.

### **Structure budgétaire intercommunale :**

- Un budget principal et 12 budgets annexes, dont deux à clore (clôture en 2025 du budget annexe ZA Willenbach sur lequel il n'y a plus de terrains à vendre).
- Clôture du budget annexe bâtiment d'activité pôle bois à Eschbach (prévu à court terme suite à la vente du bâtiment, dès solde des provisions et de l'emprunt en cours).

Soit 14 CFU au titre de 2025, et 13 documents budgétaires pour 2026.

- 1 budget principal.
- 6 Budgets annexes économie (ZA et bâtiments d'activités).
- 2 Budgets annexes tourisme (Fleckenstein et ZA touristique).
- 4 Budgets annexes services (OM, Bâtiment innovant, Héliions, Chaufferie l'écorce).

### **Organisation interne :**

- Chaque projet/action est porté politiquement par un élu, et un agent référent y est rattaché (organisation en binôme).
- Les prévisions budgétaires sont établies à partir de fiches budgets complétées par les agents référents (chargés de mission, responsables de service).
- Chaque agent référent assure le suivi budgétaire des dossiers qui lui sont attribués, depuis l'engagement jusqu'au solde, en passant par les validations de paiement, et le suivi des dossiers de subventions.
- Les ordres d'encaissement ou de décaissement sont établis par le service comptabilité sous le suivi de la responsable comptable, chaque paiement fait l'objet d'un engagement, chaque mandat et titre fait l'objet d'un visa de la direction puis d'une signature par le président. Des engagements marchés et engagements annuels sont en place pour les flux financiers liés aux marchés, et pour les dépenses récurrentes.



## Les documents budgétaires de la communauté de communes

### Le cadre général

#### Les principes et objectifs

- Document de prévision et d'autorisation
- A forme et valeur juridique d'une délibération
- Annualité : limité dans le temps, voté et établi pour un an
- Equilibre : équilibre des dépenses et recettes, sincérité des évaluations, couverture du capital de la dette par des recettes définitives propres
- universalité : Ensemble des recettes et dépenses indiquées sans compensation ni d'affectation
- Unité : comprend l'ensemble des recettes et dépenses dans un seul document (le budget et ses budgets annexes)
- Spécialité : présentation en sections / chapitres

#### Pouvoirs/votes

- Le budget est proposé par l'exécutif (président)
- L'assemblée délibérante vote
  - Le compte financier unique
  - L'affectation des résultats
  - Le budget et ses annexes
  - Les modifications de budget
  - Les principes de fonctionnement (cf cadre juridique ci-dessous)
- L'exécutif exécute les décisions de l'organe délibérant

#### Budget principal

- Mise en oeuvre de services publics
- Services financés principalement par les impôts locaux et la DGF

#### Budgets annexes et autonomes

- Sont distincts du budget principal
- Sont obligatoirement établis pour certains services spécialisés
  - SPIC ou SPA
  - Services assués à TVA
- Permettent d'établir le coût réel d'un service
- Permettent de déterminer avec précision le prix à payer par les seuls utilisateurs pour équilibrer les comptes
- Permettent d'assujettir une opération au régime de TVA et donc de récupérer la TVA

#### L'exécution du budget

- Donne lieu à confection du compte financier unique
- Permet de déterminer le résultat de l'exercice
- Document évolutif
  - Peut donner lieu à budget supplémentaire
  - Peut donner lieu à DBM
  - Peut donner lieu à virements de crédits
  - Comprend les affectations de résultats N-1

#### Le cadre juridique

- Délibérations fixant
  - Le règlement budgétaire et financier et son annexe le guide interne des marchés publics : délib 107.2023
  - Le régime semi-budgétaire des provisions et charges : délib 110.2023
  - La fongibilité des crédits en M57 : délib 109.2023
  - Les durées modalités d'amortissement : délib 108.2023
- Nomenclature comptable M57 : délib 086.2023
- Sauf budget annexe OM = M14

### Les documents

#### Le budget principal

##### Fonctionnement général de la structure

- Personnel
- Bâtiments et infrastructures
- Espaces verts
- Assurances
- Véhicules et machines
- Entretien, maintenance, contrôle
- Financement de services
- Contributions aux partenaires
- Divers/autres

##### Opérations non individualisées dans des BA

- Animation territoriale et missions transversales
  - Coopérations
  - Communication
  - SIG
  - Service aux communes
- Animation et développement local, services aux habitants
  - Cohésion sociale
  - Transition écologique
  - Economie
  - Tourisme
  - Mobilité
  - Eau
  - Habitat

#### Les budgets annexes

##### Les zones d'activités intercommunales

- Parc économique de la Sauer Eschbach
- Zone d'activités Sud de Woerth
- Zone d'activités thermique à Morsbronn-les-Bains
- Zone d'activités pôle bois à Hegenvy

##### Les bâtiments d'activités

- Bâtiment innovant à Preuschoff
- Bâtiments d'activités pôle bois à Eschbach
- Îlot urbain centre de Woerth
  - Résidence seniors
    - 80 Grd Rue
    - 1 Grand Rue
  - Espace tertiaire-santé au RDC
    - 80 Grd Rue
    - 84 Grd Rue
  - loué à Utiléco
- Site économique nord de Woerth (ex star auto-alco)

##### Infrastructures

- Chaudière collective bois et réseau à Morsbronn-Durrenbach "L'écorce"
- Production de calories forages Héllions II et III
- Centre d'animation et de découvertes transfrontalier du Fleckenstein

##### Services

- Collecte et traitement des Ordures ménagères

En 2025, un budget annexe a été clos (ZA Willenbach), aucun budget annexe n'a été créé.

**A l'avenir, il s'agira (selon avancée des dossiers/projets) :**

- D'étudier la création d'un budget annexe spécifique pour l'opération de valorisation du patrimoine culturel et historique du pétrole à Pechelbronn (concept de cité des énergies/K'ro Clémenceau), aux fins d'optimisation financière (TVA), et selon les modalités de développement du projet.
- De conforter le budget annexe Hélions (selon suites à donner aux tests de production de calories, terminés à ce jour) au regard des dernières réflexions menées en partenariat avec la société « Lithium de France » et des perspectives à envisager sur le forage Hélions 2 (à combler (cimentation), en y intégrant un réseau permettant une production de calories résiduelle, de l'ordre de 800m de profondeur – 2/3 épingles) et Hélions 3 (étude potentielle d'un puits de production unique ou d'un doublet avec la réalisation d'un second forage).
- De clore les budgets annexes ZA, une fois les derniers terrains vendus (avec transfert aux concessionnaires ou communes des infrastructures - VRD). Il n'y a pas de clore de budget prévu en 2026.
- De clore les budgets annexes portant sur des bâtiments ou infrastructures en cas de vente (pour le bâtiment d'activités bois à Eschbach, vendu à la société « Les bois du Ried » en 2024 : à solder dès reprise des provisions et de l'emprunt en cours sur le budget principal).



# 1. Les prévisions budgétaires et réalisations pour l'exercice 2025.

## 1.1. Les prévisions (budget).

| Ont été prévus, tous budgets confondus (intégrant les DBM prises en cours d'année) |                                     |                 |
|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------|
| En section de fonctionnement                                                       |                                     |                 |
| 2016                                                                               | 14,1 millions d'€ en fonctionnement | 14 103 010,51 € |
| 2017                                                                               | 15,4 millions d'€ en fonctionnement | 15 451 769,66 € |
| 2018                                                                               | 16,8 millions d'€ en fonctionnement | 16 773 480,58 € |
| 2019                                                                               | 18,6 millions d'€ en fonctionnement | 18 576 143,44 € |
| 2020                                                                               | 15,5 millions d'€ en fonctionnement | 15 481 313,86 € |
| 2021                                                                               | 15,3 millions d'€ en fonctionnement | 15 312 168,07 € |
| 2022                                                                               | 16,5 millions d'€ en fonctionnement | 16 520 491,67 € |
| 2023                                                                               | 17,5 millions d'€ en fonctionnement | 17 551 003,29 € |
| 2024                                                                               | 15,6 millions d'€ en fonctionnement | 15 582 645,33 € |
| 2025                                                                               | 14,4 millions d'€ en fonctionnement | 14 434 896,21 € |

| Ont été prévus, tous budgets confondus (intégrant les DBM prises en cours d'année) |                                     |                 |
|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------|
| En section d'investissement                                                        |                                     |                 |
| 2016                                                                               | 17,1 millions d'€ en investissement | 17 119 071,80 € |
| 2017                                                                               | 17,4 millions d'€ en investissement | 17 398 250,57 € |
| 2018                                                                               | 15,7 millions d'€ en investissement | 15 743 253,29 € |
| 2019                                                                               | 16,2 millions d'€ en investissement | 16 197 578,59 € |
| 2020                                                                               | 18,6 millions d'€ en investissement | 18 618 898,33 € |
| 2021                                                                               | 15,2 millions d'€ en investissement | 15 239 530,08 € |
| 2022                                                                               | 18,7 millions d'€ en investissement | 18 656 089,21 € |
| 2023                                                                               | 17,4 millions d'€ en investissement | 17 373 057,86 € |
| 2024                                                                               | 14,7 millions d'€ en investissement | 14 736 591,25 € |
| 2025                                                                               | 16,8 millions d'€ en investissement | 16 793 629,28 € |

| Ont été prévus, tous budgets confondus (intégrant les DBM prises en cours d'année) |               |                 |                        |                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-----------------|------------------------|--------------------------------------------------------|
| En section de fonctionnement et d'investissement                                   |               |                 | Dont écritures réelles | Dont écritures d'ordre (montant identique en SF et SI) |
| 2016                                                                               | 31,2 millions | 31 222 082,31 € | 22 727 749,51 €        | 8 494 332,80 €                                         |
| 2017                                                                               | 32,8 millions | 32 850 020,23 € | 19 941 775,36 €        | 12 908 244,87 €                                        |
| 2018                                                                               | 32,5 millions | 32 516 733,87 € | 21 584 395,17 €        | 10 932 338,70 €                                        |
| 2019                                                                               | 34,8 millions | 34 773 722,03 € | 20 626 091,63 €        | 14 147 630,40 €                                        |
| 2020                                                                               | 34,1 millions | 34 100 212,29 € | 24 115 989,96 €        | 9 984 222,33 €                                         |
| 2021                                                                               | 30,6 millions | 30 551 698,15 € | 21 826 092,75 €        | 8 725 605,40 €                                         |
| 2022                                                                               | 35,2 millions | 35 176 580,88 € | 24 558 258,71 €        | 10 618 322,17 €                                        |
| 2023                                                                               | 34,9 millions | 34 924 147,54 € | 23 325 913,06 €        | 11 598 234,48 €                                        |
| 2024                                                                               | 30,3 millions | 30 319 236,58 € | 20 432 456,58 €        | 9 886 780,00 €                                         |
| 2025                                                                               | 31,2 millions | 31 228 525,49 € | 23 084 090,74 €        | 8 144 434,75 €                                         |





| <b>Ont été prévus, budget principal uniquement (intégrant les DBM prises en cours d'année)<br/>ces chiffres intégrant la couverture de déficits de budgets annexes</b> |               |                 |                                   |                               |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-----------------|-----------------------------------|-------------------------------|
| <b>En section de fonctionnement et<br/>d'investissement</b>                                                                                                            |               |                 | <b>Dont écritures<br/>réelles</b> | <b>Dont écritures d'ordre</b> |
| 2016                                                                                                                                                                   | 12,1 millions | 12 122 704,45 € | 10 508 873,03 €                   | 1 613 831,42 €                |
| 2017                                                                                                                                                                   | 14,4 millions | 14 446 778,90 € | 9 008 476,96 €                    | 5 438 301,94 €                |
| 2018                                                                                                                                                                   | 14,1 millions | 14 091 288,47 € | 11 455 890,44 €                   | 2 635 398,03 €                |
| 2019                                                                                                                                                                   | 15,4 millions | 15 388 830,61 € | 11 386 082,13 €                   | 4 002 748,48 €                |
| 2020                                                                                                                                                                   | 17 millions   | 17 037 914,87 € | 14 246 518,46 €                   | 2 791 396,41 €                |
| 2021                                                                                                                                                                   | 14 millions   | 13 952 820,22 € | 12 340 620,39 €                   | 1 612 199,83 €                |
| 2022                                                                                                                                                                   | 17 millions   | 17 064 634,40 € | 14 293 614,26 €                   | 2 771 020,14 €                |
| 2023                                                                                                                                                                   | 18,3 millions | 18 326 140,87 € | 14 795 048,78 €                   | 3 531 092,09 €                |
| 2024                                                                                                                                                                   | 14,3 millions | 14 309 550,00 € | 12 024 455,56 €                   | 2 284 994,40 €                |
| 2025                                                                                                                                                                   | 15,2 millions | 15 204 836,41 € | 14 113 847,02 €                   | 1 090 989,39 €                |

| <b>Modifications budgétaires en cours d'exercice</b> |                                                                                                           |    |
|------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| ANNEE                                                | DBM                                                                                                       | VC |
| 2016                                                 | 7, portant les crédits prévus de 31 203 831,00 € à 31 222 082,31 €                                        | 3  |
| 2017                                                 | 7, portant les crédits prévus de 29 626 565,65 € à 32 850 020,23 €                                        | 4  |
| 2018                                                 | 9, apportant 9 modifications budgétaires, portant les crédits prévus de 32 084 344,11 € à 32 516 733,87 € | 10 |
| 2019                                                 | 14, portant les crédits prévus de 32 035 650,93 € à 34 773 722,03 € (+ 2 738 071,10 €)                    | 10 |
| 2020                                                 | 3, portant les crédits prévus de 33 977 184,58 € à 34 100 212,29 € (+ 123 027,71 €)                       | 5  |
| 2021                                                 | 9, portant les crédits prévus de 32 572 460,09 € à 30 551 698,15 € (- 2 020 761,94 €)                     | 6  |
| 2022                                                 | 4, portant les crédits prévus de 34 836 157,53 € à 35 176 580,88 €                                        | 3  |
| 2023                                                 | 6, portant les crédits prévus de 34 082 351,46 € à 34 924 147,54 €                                        | 5  |
| 2024                                                 | 1, portant les crédits prévus de 30 311 739,22 € à 30 319 236,58 €                                        | 1  |
| 2025                                                 | 3, portant les crédits prévus de 28 689 631,12 € à 31 228 525,49 €                                        | 3  |

| ANNEE | TOTAL BUDGETS | BUDGET PRINCIPAL |       | BUDGETS ANNEXES |       | NB de BA |
|-------|---------------|------------------|-------|-----------------|-------|----------|
| 2016  | 31,2 millions | 12,1 millions    | 39%   | 19,1 millions   | 61%   | 14       |
| 2017  | 32,8 millions | 14,4 millions    | 44%   | 18,4 millions   | 56%   | 17       |
| 2018  | 32,5 millions | 14,1 millions    | 43%   | 18,4 millions   | 57%   | 17       |
| 2019  | 34,8 millions | 15,4 millions    | 44%   | 19,4 millions   | 56%   | 16       |
| 2020  | 34,1 millions | 17 millions      | 50%   | 17,1 millions   | 50%   | 16       |
| 2021  | 30,6 millions | 14 millions      | 46%   | 16,6 millions   | 54%   | 15       |
| 2022  | 35,2 millions | 17 millions      | 48%   | 18,2 millions   | 52%   | 15       |
| 2023  | 34,9 millions | 18,3 millions    | 52%   | 16,6 millions   | 48%   | 15       |
| 2024  | 30,3 millions | 14,3 millions    | 47%   | 16 millions     | 53%   | 13       |
| 2025  | 31,2 millions | 15,2 millions    | 48,7% | 16 millions     | 51,3% | 13       |

## 1.2. Les réalisations (compte financier unique).

Ont été réalisés, tous budgets confondus, les dépenses et recettes suivantes :

| Ont été réalisés, tous budgets confondus |                 |                  |                       |                       |                   |
|------------------------------------------|-----------------|------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|
| Année                                    | Dépenses        | % des prévisions | Dont dépenses réelles | Dont dépenses d'ordre | Dont reprises N-1 |
| 2016                                     | 23 195 240,36 € | 74,29%           | 13 760 272,97 €       | 5 610 220,74 €        | 3 824 746,65 €    |
| 2017                                     | 23 917 366,15 € | 72,81%           | 12 534 614,54 €       | 9 479 651,43 €        | 1 903 100,18 €    |
| 2018                                     | 23 037 339,48 € | 70,85%           | 12 666 954,75 €       | 7 267 151,58 €        | 3 103 233,15 €    |
| 2019                                     | 25 002 582,25 € | 71,90%           | 13 222 787,26 €       | 8 767 980 €           | 3 011 814,99 €    |
| 2020                                     | 25 326 659,45 € | 74,27%           | 13 208 455,58 €       | 7 344 983,15 €        | 4 773 221,04 €    |
| 2021                                     | 21 927 126,32 € | 71,77%           | 11 896 435,82 €       | 7 040 642,91 €        | 2 990 047,59 €    |
| 2022                                     | 26 070 563,92 € | 74,11%           | 14 877 220,82 €       | 8 340 743,55 €        | 2 852 599,55 €    |
| 2023                                     | 24 278 177,68 € | 69,52%           | 14 342 282,76 €       | 8 429 683,91 €        | 1 506 211,01 €    |
| 2024                                     | 25 646 346,11 € | 84,59%           | 12 228 070,99 €       | 10 934 618,70 €       | 2 483 656,42 €    |
| 2025                                     | 23 218 266,37 € | 74,35%           | 13 845 665,05 €       | 7 144 027,94 €        | 2 228 573,38 €    |

| Ont été réalisés, tous budgets confondus |                 |                  |                                                 |                       |                   |
|------------------------------------------|-----------------|------------------|-------------------------------------------------|-----------------------|-------------------|
| Année                                    | Recettes        | % des prévisions | Dont recette réelles (avec capitalisation 1068) | Dont recettes d'ordre | Dont reprises N-1 |
| 2016                                     | 24 307 173,81 € | 77,85%           | 13 579 801,84 €                                 | 5 610 220,74 €        | 5 117 151,23 €    |
| 2017                                     | 25 349 493,53 € | 77,17%           | 12 854 808,47 €                                 | 9 479 651,43 €        | 3 015 033,63 €    |
| 2018                                     | 25 166 102,84 € | 77,39%           | 14 573 873,97 €                                 | 7 267 151,58 €        | 3 325 077,29 €    |
| 2019                                     | 27 118 328,58 € | 77,99%           | 14 353 531,36 €                                 | 8 767 980 €           | 3 996 817,22 €    |
| 2020                                     | 26 297 014,40 € | 77,11%           | 15 758 740,40 €                                 | 7 344 983,15 €        | 3 193 290,85 €    |
| 2021                                     | 24 382 356,45 € | 79,81%           | 15 026 610,93 €                                 | 7 040 642,91 €        | 2 315 102,61 €    |
| 2022                                     | 30 727 770,40 € | 87,35%           | 17 420 029,66 €                                 | 8 340 743,55 €        | 4 966 997,19 €    |
| 2023                                     | 26 741 839,08 € | 76,57%           | 12 697 883,18 €                                 | 8 429 683,91 €        | 5 614 271,99 €    |
| 2024                                     | 27 785 008,68 € | 91,64%           | 14 256 129,69 €                                 | 10 934 618,70 €       | 2 594 260,29 €    |
| 2025                                     | 26 240 358,46 € | 84,03%           | 16 216 887,11 €                                 | 7 144 027,94 €        | 2 897 883,41 €    |

(\* les prévisions intègrent les virements de section à section qui ne donnent pas lieu à exécution et les dépenses imprévues (jusqu'en 2024 avant passage en CFU) non intégralement consommées, les % de réalisation hors virements de section à section sont supérieurs à ces taux).

LD

RJ

## 1.3. Etat des lieux financier.

### 1.3.1. Taux d'exécution corrigé :

Le taux d'exécution indiqué ci-dessus intègre les virements excédentaires de la section de fonctionnement à la section d'investissement. Ces dépenses d'ordre ne donnent pas lieu à exécution. Un taux d'exécution corrigé est calculé en soustrayant ces virements des résultats constatés.

| Prévisions corrigées |                                        | Prévisions      | Virements SF-SI | Prévisions corrigées             |
|----------------------|----------------------------------------|-----------------|-----------------|----------------------------------|
| 2016                 | SF                                     | 14 103 010,51 € | 2 347 118,53 €  | 11 755 891,98 €                  |
|                      | SI                                     | 17 119 071,80 € | 2 347 118,53 €  | 14 771 953,27 €                  |
|                      | TOTAL                                  | 31 222 082,31 € | 4 694 237,06 €  | 26 527 845,25 €                  |
|                      | Ont été dépensés                       |                 |                 | 23 195 240,36 €                  |
|                      | Soit 87,44 % des prévisions corrigées  |                 |                 | Crédits annulés 3 332 604,89 €   |
|                      | Ont été encaissés                      |                 |                 | 24 307 173,81 €                  |
|                      | Soit 91,63 % des prévisions corrigées  |                 |                 | Crédits annulés 2 220 671,44 €   |
| 2017                 | SF                                     | 15 451 769,66 € | 2 827 151,15 €  | 12 624 618,51 €                  |
|                      | SI                                     | 17 398 250,57 € | 2 827 151,15 €  | 14 571 099,42 €                  |
|                      | TOTAL                                  | 32 850 020,23 € | 5 654 302,30 €  | 27 195 717,93 €                  |
|                      | Ont été dépensés                       |                 |                 | 23 917 366,15 €                  |
|                      | Soit 87,95 % des prévisions corrigées  |                 |                 | Crédits annulés 3 278 351,78 €   |
|                      | Ont été encaissés                      |                 |                 | 25 349 493,56 €                  |
|                      | Soit 93,21 % des prévisions corrigées  |                 |                 | Crédits annulés 1 846 224,37 €   |
| 2018                 | SF                                     | 16 773 480,58 € | 3 251 953,73 €  | 13 521 526,85 €                  |
|                      | SI                                     | 15 743 253,29 € | 3 251 953,73 €  | 12 491 299,56 €                  |
|                      | TOTAL                                  | 32 516 733,87 € | 6 503 907,46 €  | 26 012 826,41 €                  |
|                      | Ont été dépensés                       |                 |                 | 23 037 339,48 €                  |
|                      | Soit 88,56 % des prévisions corrigées  |                 |                 | Crédits annulés 2 975 486,93 €   |
|                      | Ont été encaissés                      |                 |                 | 25 166 102,84 €                  |
|                      | Soit 96,74 % des prévisions corrigées  |                 |                 | Crédits annulés 846 723,57 €     |
| 2019                 | SF                                     | 18 576 143,44 € | 5 228 087,91 €  | 13 348 055,53 €                  |
|                      | SI                                     | 16 197 578,59 € | 5 228 087,91 €  | 10 969 490,68 €                  |
|                      | TOTAL                                  | 34 773 722,03 € | 10 456 175,82 € | 24 317 546,21 €                  |
|                      | Ont été dépensés                       |                 |                 | 25 002 582,25 €                  |
|                      | Soit 102,82 % des prévisions corrigées |                 |                 | Crédits annulés - 685 036,04 €   |
|                      | Ont été encaissés                      |                 |                 | 27 118 328,58 €                  |
|                      | Soit 111,52 % des prévisions corrigées |                 |                 | Crédits annulés - 2 800 782,37 € |
| 2020                 | SF                                     | 15 481 313,96 € | 2 451 558,55 €  | 13 029 755,41 €                  |
|                      | SI                                     | 18 618 898,33 € | 2 451 558,55 €  | 16 167 339,78 €                  |
|                      | TOTAL                                  | 34 100 212,29 € | 4 903 117,10 €  | 29 197 095,19 €                  |
|                      | Ont été dépensés                       |                 |                 | 25 326 659,45 €                  |
|                      | Soit 86,74 % des prévisions corrigées  |                 |                 | Crédits annulés 3 870 435,42 €   |
|                      | Ont été encaissés                      |                 |                 | 26 297 014,40 €                  |
|                      | Soit 90,10 % des prévisions corrigées  |                 |                 | Crédits annulés 2 900 080,69 €   |

LD

RS

|      |                                       |                 |                |                 |
|------|---------------------------------------|-----------------|----------------|-----------------|
| 2021 | SF                                    | 15 312 168,07 € | 1 030 240,70 € | 14 281 927,37 € |
|      | SI                                    | 15 239 530,08 € | 1 030 240,70 € | 14 209 289,38 € |
|      | TOTAL                                 | 30 551 698,15 € | 2 060 481,40 € | 28 491 216,75 € |
|      | Ont été dépensés                      |                 |                | 21 927 126,32 € |
|      | Soit 77 % des prévisions corrigées    | Crédits annulés | 6 564 090,43 € |                 |
|      | Ont été encaissés                     |                 |                | 24 382 356,45 € |
|      | Soit 85,6 % des prévisions corrigées  | Crédits annulés | 4 108 860,03 € |                 |
| 2022 | SF                                    | 16 520 491,67 € | 2 050 888,75 € | 14 469 602,92 € |
|      | SI                                    | 18 656 089,21 € | 2 050 888,75 € | 16 605 200,46 € |
|      | TOTAL                                 | 35 176 580,88 € | 4 101 777,50 € | 31 074 803,38 € |
|      | Ont été dépensés                      |                 |                | 26 070 563,92 € |
|      | Soit 86,9 % des prévisions corrigées  | Crédits annulés | 5 004 239,46 € |                 |
|      | Ont été encaissés                     |                 |                | 30 727 770,40 € |
|      | Soit 98,9 % des prévisions corrigées  | Crédits annulés | 347 032,98 €   |                 |
| 2023 | SF                                    | 17 551 003,29 € | 2 200 062,45 € | 15 350 940,84 € |
|      | SI                                    | 17 373 144,25 € | 2 200 062,45 € | 15 173 081,80 € |
|      | TOTAL                                 | 34 924 147,54 € | 4 400 124,90 € | 30 524 022,64 € |
|      | Ont été dépensés                      |                 |                | 24 278 177,68 € |
|      | Soit 79,5 % des prévisions corrigées  | Crédits annulés | 6 245 844,96 € |                 |
|      | Ont été encaissés                     |                 |                | 26 741 839,08 € |
|      | Soit 87,6 % des prévisions corrigées  | Crédits annulés | 3 782 183,56 € |                 |
| 2024 | SF                                    | 15 582 645,33 € | 1 316 163,30 € | 14 266 482,03 € |
|      | SI                                    | 14 736 591,25 € | 1 316 163,30 € | 13 420 427,95 € |
|      | TOTAL                                 | 30 319 236,58 € | 2 632 326,60 € | 27 686 909,98 € |
|      | Ont été dépensés                      |                 |                | 25 646 346,11 € |
|      | Soit 92,6 % des prévisions corrigées  | Crédits annulés | 2 040 563,87 € |                 |
|      | Ont été encaissés                     |                 |                | 27 785 008,68 € |
|      | Soit 100,3 % des prévisions corrigées | Crédits annulés | - 98 098,70 €  |                 |
| 2025 | SF                                    | 14 434 896,21 € | 446 819,04 €   | 13 988 077,17 € |
|      | SI                                    | 16 793 629,28 € | 446 819,04 €   | 16 346 810,24 € |
|      | TOTAL                                 | 31 228 525,49 € | 893 638,08 €   | 30 334 887,41 € |
|      | Ont été dépensés                      |                 |                | 23 218 266,37 € |
|      | Soit 76,54 % des prévisions corrigées | Crédits annulés | 7 116 621,04 € |                 |
|      | Ont été encaissés                     |                 |                | 26 240 358,46 € |
|      | Soit 86,50 % des prévisions corrigées | Crédits annulés | 4 094 528,95 € |                 |

### 1.3.2. Les crédits annulés :

En 2025 : les crédits annulés concernent essentiellement :

- Budget principal :
  - Charges à caractère général inférieures aux prévisions (entretien voiries et réseaux, véhicules, assurance dommage ouvrage, études et recherches, transports collectifs)
  - Contributions et subventions de fonctionnement aux associations légèrement inférieures aux prévisions (comptes cf. tableau annexe 1 au budget listant les contributions),
  - Charges de personnel inférieures aux prévisions,
  - Non remplacement/achat de véhicules et matériels pour la modernisation de la banque de matériels,

LD

RT

- Décalage des projets de construction de sites périscolaires-enfance et itinéraires cyclables (dont Lobsann – Soultz), et FCTVA (non perception depuis 2022 sur les constructions sur sols d'autrui concernant les périscolaires, achats des terrains concernés en cours) et acomptes de subventions perçues inférieures (plus de 1,3 millions).
  - Budgets annexes :
    - BA Parc économique de la Sauer : non réalisation de la tranche 3 (maîtrise d'œuvre en cours, travaux prévus : diagnostic archéologique et études de maîtrise d'œuvre),
    - BA CADT : enveloppe travaux non consommée, décalage du démarrage des travaux),
    - ZA Thermale : dépenses inférieures aux prévisions, études décalées,
    - Héliions : études non entamées (en cours),
    - Site économique nord de Woerth : enveloppe financière pour le projet de réhabilitation non entièrement consommé.
- A noter également :
- Travaux décalés, notamment pour ce qui concerne la construction du périscolaire à Preuschdorf (loi sur l'eau – compensation zones humides, en cours, décalant le démarrage des travaux de plusieurs mois), et celui à Woerth.
  - Décalage dans la perception de subventions notifiées.

### 1.3.3. Les dépenses imprévues (sans objet depuis 2024) :

| Dépenses imprévues |                | Crédits prévus<br>début d'année | Crédits utilisés<br>suite DBM-VC | Crédits annulés<br>(différence) |
|--------------------|----------------|---------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|
| 2016               | Fonctionnement | 81 759,72 €                     | 66 194,00 €                      | 15 565,72 €                     |
|                    | Investissement | 82 955,33 €                     | 0,00 €                           | 82 955,33 €                     |
|                    | Total          | 164 715,05 €                    | 66 194,00 €                      | 98 521,05 €                     |
| 2017               | Fonctionnement | 119 394,53 €                    | 5 090,00 €                       | 114 304,53 €                    |
|                    | Investissement | 122 913,57 €                    | 4 391,65 €                       | 118 521,92 €                    |
|                    | Total          | 242 308,10 €                    | 9 481,65 €                       | 232 826,45 €                    |
| 2018               | Fonctionnement | 163 232,88 €                    | 630,00 €                         | 162 602,88 €                    |
|                    | Investissement | 129 319,12 €                    | 17 528,66 €                      | 111 790,46 €                    |
|                    | Total          | 292 552,00 €                    | 18 158,66 €                      | 274 393,34 €                    |
| 2019               | Fonctionnement | 273 600,43 €                    | 141 018,49 €                     | 132 581,94 €                    |
|                    | Investissement | 158 694,47 €                    | 87 664,30 €                      | 71 030,17 €                     |
|                    | Total          | 432 294,90 €                    | 228 682,79 €                     | 203 612,11 €                    |
| 2020               | Fonctionnement | 246 878,80 €                    | 19 336,13 €                      | 227 542,67 €                    |
|                    | Investissement | 174 176,68 €                    | 44 166,27 €                      | 130 010,54 €                    |
|                    | Total          | 421 055,48 €                    | 63 502,27 €                      | 357 553,21 €                    |
| 2021               | Fonctionnement | 215 497,83 €                    | 865,60 €                         | 214 632,23 €                    |
|                    | Investissement | 165 768,95 €                    | 2 353,18 €                       | 163 415,77 €                    |
|                    | Total          | 381 266,78 €                    | 3 218,78 €                       | 378 048,00 €                    |
| 2022               | Fonctionnement | 236 999,42 €                    | 2000,00 €                        | 234 999,42 €                    |
|                    | Investissement | 277 331,36 €                    | 18 500,00 €                      | 258 831,36 €                    |
|                    | Total          | 514 330,78 €                    | 20 500,00 €                      | 493 830,78 €                    |
| 2023               | Fonctionnement | 379 415,20 €                    | 58 422,48 €                      | 320 992,72 €                    |
|                    | Investissement | 411 409,30 €                    | 58 055,71 €                      | 353 353,59 €                    |
|                    | Total          | 790 824,50 €                    | 116 478,19 €                     | 674 346,31 €                    |

L'enveloppe « dépenses imprévues » a été supprimée à compter de 2024 avec le passage en M57. Une délibération permettant la fongibilité des crédits a été prise en conseil.

#### 1.3.4. Les résultats – consolidé tous budgets :

| Années | Section        | Dépenses               | Recettes               | Résultat                |
|--------|----------------|------------------------|------------------------|-------------------------|
| 2016   | Fonctionnement | 10 788 990,02 €        | 13 343 842,11 €        | + 2 554 852,09 €        |
|        | Investissement | 12 406 250,34 €        | 10 963 331,70 €        | - 1 442 918,64 €        |
|        | <b>Total</b>   | <b>23 195 240,36 €</b> | <b>24 307 173,81 €</b> | <b>+ 1 111 933,45 €</b> |
| 2017   | Fonctionnement | 10 807 266,60 €        | 14 368 915,06 €        | + 3 561 648,46 €        |
|        | Investissement | 13 110 099,55 €        | 10 980 578,47 €        | - 2 129 521,08 €        |
|        | <b>Total</b>   | <b>23 917 366,15 €</b> | <b>25 349 493,53 €</b> | <b>+ 1 432 127,38 €</b> |
| 2018   | Fonctionnement | 11 274 679,90 €        | 15 995 643,68 €        | + 4 720 963,78 €        |
|        | Investissement | 11 762 659,58 €        | 9 170 459,16 €         | - 2 592 200,42 €        |
|        | <b>Total</b>   | <b>23 037 339,48 €</b> | <b>25 166 102,84 €</b> | <b>+ 2 128 763,36 €</b> |
| 2019   | Fonctionnement | 11 985 158,41 €        | 18 144 888,99 €        | + 6 159 730,58 €        |
|        | Investissement | 13 017 423,84 €        | 8 973 439,59 €         | - 4 043 984,25 €        |
|        | <b>Total</b>   | <b>25 002 582,25 €</b> | <b>27 118 328,58 €</b> | <b>+ 2 115 746,33 €</b> |
| 2020   | Fonctionnement | 11 219 846,04 €        | 14 738 373,06 €        | + 3 518 527,02 €        |
|        | Investissement | 14 106 749,41 €        | 11 558 641,34 €        | - 2 548 108,07 €        |
|        | <b>Total</b>   | <b>25 326 659,77 €</b> | <b>26 297 014,40 €</b> | <b>+ 970 354,63 €</b>   |
| 2021   | Fonctionnement | 11 458 741,16 €        | 15 292 622,25 €        | + 3 833 881,09 €        |
|        | Investissement | 10 468 385,16 €        | 9 089 734,20 €         | - 1 378 650,96 €        |
|        | <b>Total</b>   | <b>21 927 126,32 €</b> | <b>24 382 356,45 €</b> | <b>+ 2 455 230,13 €</b> |
| 2022   | Fonctionnement | 12 645 054,49 €        | 17 192 785,93 €        | + 4 547 731,44 €        |
|        | Investissement | 13 425 509,43 €        | 13 534 984,47 €        | - 109 475,04 €          |
|        | <b>Total</b>   | <b>26 070 563,92 €</b> | <b>30 727 770,40 €</b> | <b>+ 4 657 206,48 €</b> |
| 2023   | Fonctionnement | 12 823 057,96 €        | 17 166 684,90 €        | + 4 343 626,94 €        |
|        | Investissement | 11 455 119,72 €        | 9 575 154,18 €         | - 1 879 965,54 €        |
|        | <b>Total</b>   | <b>24 278 177,68 €</b> | <b>26 741 839,08 €</b> | <b>+ 2 463 661,40 €</b> |
| 2024   | Fonctionnement | 14 528 082,05 €        | 17 284 698,99 €        | + 2 756 616,94 €        |
|        | Investissement | 11 118 264,06 €        | 10 500 309,69 €        | - 617 954,37 €          |
|        | <b>Total</b>   | <b>25 646 346,11 €</b> | <b>27 785 008,68 €</b> | <b>2 138 662,57 €</b>   |
| 2025   | Fonctionnement | 12 033 028,15 €        | 14 549 820,71 €        | + 2 516 792,56 €        |
|        | Investissement | 11 185 238,22 €        | 11 708 777,75 €        | + 523 539,53 €          |
|        | <b>Total</b>   | <b>23 218 266,37 €</b> | <b>26 240 358,46 €</b> | <b>3 040 332,09 €</b>   |

NB : ce résultat est à analyser en prenant en compte des excédents antérieurs capitalisés (intégrant également les emprunts réalisés).

NB : Chiffres 2025 corrigés entre le rapport envoyé aux élus et le compte rendu.

En 2016, hors reprise des excédents antérieurs capitalisés, le résultat de l'année était déficitaire (baisse de la marge de manœuvre). Par ailleurs, des emprunts pour un montant de 1,5 millions d'€ ont été contractés pour le financement de plusieurs opérations (cf. ci-dessous). Sans ces déblocages, le résultat de l'exercice aurait été déficitaire d'autant.

En 2017, les reports de l'exercice N-1 s'élevaient à 1 111 933,45 €. Le résultat de l'exercice est de 1 432 126,07 €, la marge de manœuvre est à nouveau en hausse. Par ailleurs, plusieurs emprunts ont été contractés ou déblocés :

- Déblocage 100 000 € supplémentaire de crédit relais sur le BA îlot Woerth,
- Emprunts PLAI et PLUS pour 963 500 € contractés auprès de la CDC (transfert OPUS prévu).
- Ces emprunts contribuent au résultat de l'exercice. Sans ces emprunts, le résultat de l'exercice aurait été négatif (- 742 807,38 €).

En 2018, les reports de l'exercice N-1 s'élevaient à 1 432 127,38 €, le résultat de l'exercice est de 696 635,98 € (2 128 763,36 € - 1 432 127,38 €). Les emprunts « caisse des dépôts et consignations » ont été transférés à OPUS.

A noter : depuis la mise en œuvre de la redevance incitative, les recettes de redevances du 2<sup>e</sup> semestre du service de collecte et de traitement des ordures ménagères, de l'ordre de 950 000 € sont encore imputés sur le budget annexe de l'exercice précédent, alors que les factures sont émises fin janvier de l'année suivante, et leur recouvrement être effectif qu'en février de l'année suivante. Sans ce rattachement à l'exercice précédent, les résultats d'exercice seraient amputés du montant de la redevance 2<sup>e</sup> semestre. Par exemple, pour 2018, le résultat aurait été négatif : env. - 254 000 € (696 000 € - 950 000 €).

En 2019, aucun emprunt n'a été contractualisé, ni en 2020. Le rattachement de la redevance « OM » du second semestre de chaque année reste imputé sur l'année en cours, bien que la recette ne soit perçue qu'en N+1, en fin de 1<sup>er</sup> trimestre. Le besoin de trésorerie est compensé par une ligne de trésorerie ouverte pour 900 000 €, et débloquée selon les besoins (en montant et période).

En 2021, sans l'emprunt contracté à hauteur de 755 000 €, le résultat aurait été de 1 700 230,13 €. Le résultat de l'exercice précédent était de 970 354,63 €. L'exercice 2021 a donc généré un excédent de 1 484 875,50 € (dont 755 000 € d'emprunt, soit 729 875,50 € sans ce nouvel emprunt). Le résultat au 31/12/2021 intégrant l'excédent N-1 est donc porté à 2 455 230,13 €.

En 2022 : les reports de l'exercice N-1 s'élevaient à 2 455 230,13 €. Le résultat de l'exercice est de 2 201 976,35 €, la marge de manœuvre est en hausse.

En déduisant du résultat d'exercice l'emprunt d'1 million d'€, et la vente de l'hôtel d'entreprises pour 630 000 €, le résultat aurait été de 571 976,35 €. Le refinancement de l'emprunt sur le bâtiment d'activités pôle bois a permis également de réduire les charges annuelles (étalement de l'emprunt sur 10 ans supplémentaires).

En 2023, les reports de l'exercice N-1 s'élevaient à 4 657 206,48 €. Le résultat de l'exercice est de - 2 193 545,08 €. La marge de manœuvre s'est réduite de moitié, compte tenu des investissements lourds pris en charge (construction des sites enfance de Hegeney, Durrenbach et Woerth, hall du site économique de Woerth notamment), et de cofinancements qui n'ont pas encore été encaissés (près de 800 000 € de subventions européennes, également des subventions importantes de la CAF et de la CeA attendues cette année, et FCTVA non perçu sur les sites de Durrenbach et Hegeney (construction sur sol d'autrui – terrains non encore acquis).

Cet excédent est fléché sur la fin des travaux du site périscolaire intercommunal de Woerth et sur le site de Preuschorf (travaux réalisés sans appel à l'emprunt).

LD

RT

En 2024, les reports de l'exercice N-1 s'élevaient à 2 138 662,57 €. Le résultat de l'exercice est de - 324 998,83 €. La marge de manœuvre se réduit faiblement. Des subventions importantes n'ont cependant pas encore été encaissées sur des opérations déjà fortement financées. Un montant important de cofinancements est prévu en 2025 (plus de 2 000 000 € sur le budget principal, plus de 1 000 000 € pour le site économique nord de Woerth, aucun cofinancement prévu pour le projet « BATI » et « Fleckenstein » en 2025, mais fléché pour 2026).

Par ailleurs, une partie de la recette de redevance de la régie du Fleckenstein concernant 2024 a été encaissée début 2025 (36 943 € : recette attendue pour 2025 augmentée à due concurrence).

La vente du bâtiment d'activités pôle bois à Eschbach pour 1 282 110 € a permis de limiter le résultat négatif de l'exercice.

Aucun emprunt n'a été conclu en 2024.

L'excédent constaté est fléché sur la fin des travaux du site périscolaire intercommunal de Woerth et sur le site de Preuschdorf (travaux réalisés sans appel à l'emprunt), ainsi que sur le financement du transport des enfants vers les sites périscolaires intercommunaux.

En 2025, aucun emprunt n'a été contractualisé. Après deux années négatives, le résultat de l'exercice est de 901 669,52 €. Ajouté aux reports de l'exercice précédent (+ 2 138 662,57 €), le résultat cumulé est de 3 040 332,09 € (hors restes à réaliser). Plusieurs subventions liées à des projets financés les années précédentes ont été encaissées en 2025. Cet excédent est fléché sur les dernières dépenses relatives au schéma périscolaire (dernières factures pour le site enfance à Woerth, fin du chantier du site enfance à Preuschdorf). Une partie de l'excédent sera absorbé par la hausse des coûts de transports liés aux nouveaux sites enfance, et à la prise en charge de projets ne générant pas ou peu (insuffisamment) de recettes à ce jour et faisant l'objet d'un budget annexe (îlot central, forages Héliions, ...). Ces excédents pourront aussi contribuer au financement du projet de hall technique mutualisé prévu lors de la conclusion de l'engagement partenarial avec le SDEA, lors du transfert de la compétence eau potable, mais non encore engagé politiquement.

**Résultats sur l'année considérée (en déduisant les reports excédentaires ou déficitaires de l'année précédente) :**

| Années | RESULTAT       | REPORT N-1     | RESULTAT HORS REPORT |
|--------|----------------|----------------|----------------------|
| 2016   | 1 111 933,45 € | 1 292 404,58 € | - 180 471,13 €       |
| 2017   | 1 432 127,38 € | 1 111 933,45 € | + 320 193,93 €       |
| 2018   | 2 128 763,36 € | 1 432 127,38 € | + 696 635,98 €       |
| 2019   | 2 115 746,33 € | 2 128 763,36 € | - 13 017,03 €        |
| 2020   | 970 354,63 €   | 2 115 746,33 € | - 1 145 391,70 €     |
| 2021   | 2 455 230,13 € | 970 354,63 €   | 1 484 875,50 €       |
| 2022   | 4 657 206,48 € | 2 455 230,13 € | 2 201 976,35 €       |
| 2023   | 2 463 661,40 € | 4 657 206,48 € | - 2 193 545,08 €     |
| 2024   | 2 138 662,57 € | 2 463 662,57 € | - 324 998,83 €       |
| 2025   | 3 040 332,09 € | 2 138 662,57 € | 901 669,52 €         |

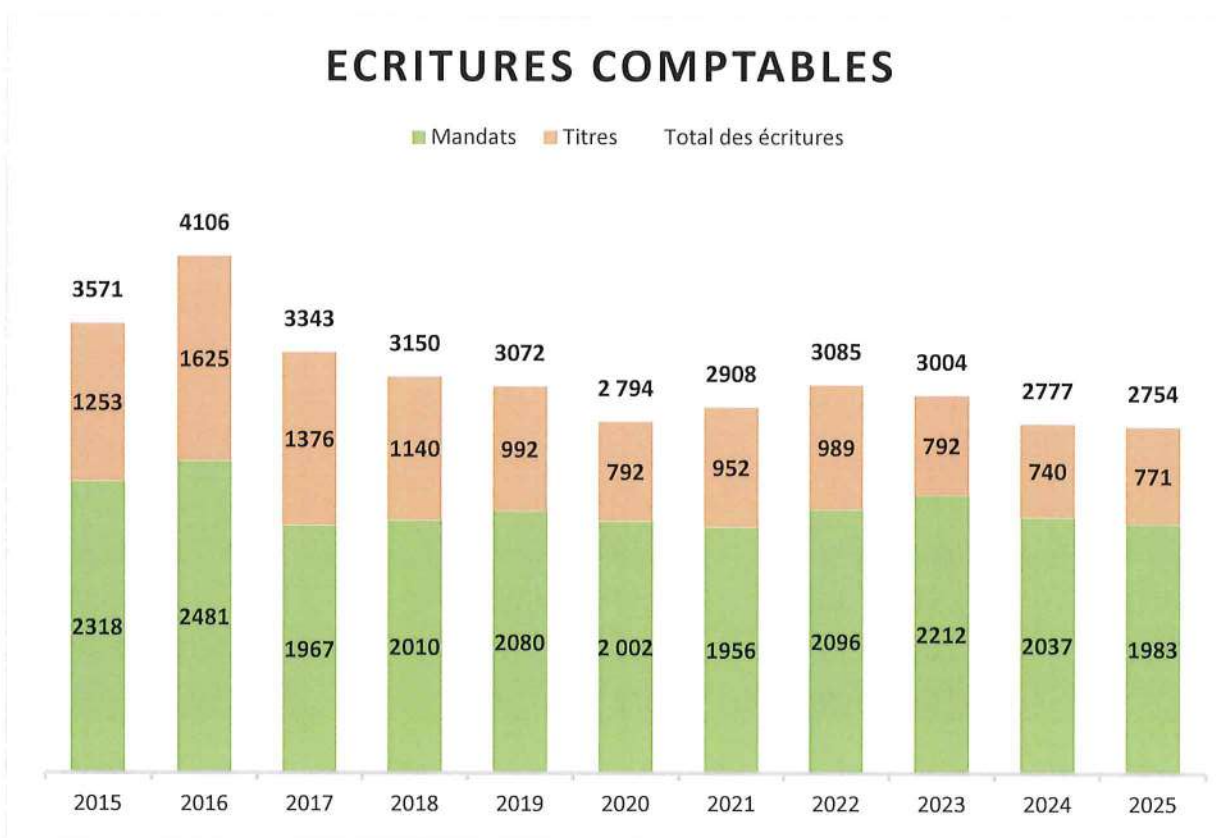
LD

RI

Les restes à réaliser :

| Années | Dépenses       | Recettes     | Solde          | Résultat tenant compte des RAR |
|--------|----------------|--------------|----------------|--------------------------------|
| 2016   | Pas de RAR     |              |                |                                |
| 2017   | Pas de RAR     |              |                |                                |
| 2018   | 192 072,43 €   | 100 000,00 € | 92 072,43 €    | 2 036 690,93 €                 |
| 2019   | 1 168 467,04 € | 0,00 €       | 1 168 467,04 € | 947 279,29 €                   |
| 2020   | 1 088 205,35 € | 59 916,00 €  | 1 028 289,35 € | - 57 934,72 €                  |
| 2021   | 790 249,23 €   | 59 916,00 €  | 730 333,23 €   | 1 724 896,90 €                 |
| 2022   | 3 951 556,70 € | 0,00 €       | 3 951 556,70 € | 705 649,78 €                   |
| 2023   | 1 083 579,36 € | 213 541,56 € | 870 037,80 €   | 1 593 623,60 €                 |
| 2024   | 1 524 833,10 € | 113 727,81 € | 1 411 105,29 € | 727 557,28 €                   |
| 2025   | 949 965,45 €   | 0,00 €       | 949 965,45 €   | 2 090 336,64 €                 |

### 1.3.5. Les écritures.



Si une hausse de 15% de 2015 à 2016 était à constater, la tendance s'est inversée entre 2016 et 2017 avec une baisse de près de 23 %, pour revenir à un niveau d'émissions classiques. La baisse du nombre d'écritures entre 2017 et 2020 se poursuit (-19 %). La forte variation des écritures en 2016 est essentiellement due au budget annexe de collecte et traitement des ordures ménagères.

Depuis, un travail d'optimisation des écritures est effectué, dans la poursuite d'un objectif d'efficacité des services (limitation des commandes de très faible montant, factures globalisées, modification d'échéances mensuelles à trimestrielles, semestrielles ou annuelles, ...). La baisse constatée en 2020 est due notamment à la pandémie de covid 19. Depuis, le nombre d'écritures est revenu à une moyenne de 3 000 annuelle.

| RECAPITULATIF DES ECRITURES COMPTABLES POUR 2025 |                                                |                      |                      |                     |                     |                 |
|--------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|---------------------|-----------------|
| NOMBRE TOTAL D'ECRITURES                         |                                                | Mandats ordinaires   | Mandats annulatifs   | Titres ordinaires   | Titres annulatifs   | Total écritures |
|                                                  |                                                | Dernier n° de mandat | Dernier n° de mandat | Dernier n° de titre | Dernier n° de titre | Par budget      |
| 00400                                            | BUDGET PRINCIPAL                               | 1 589                | 22                   | 546                 | 5                   | 2 162           |
| 00402                                            | BUDGET ANNEXE CADT FLECKENSTEIN                | 68                   | 0                    | 13                  | 1                   | 82              |
| 00403                                            | BUDGET ANNEXE BATIMENTS D'ACTIVITES            | 0                    | 0                    | 0                   | 0                   | 0               |
| 00401                                            | BUDGET ANNEXE ZONE D'ACTIVITES ESCHBACH        | 21                   | 0                    | 6                   | 0                   | 27              |
| 00405                                            | BUDGET ANNEXE ZAC SUD A WOERTH                 | 10                   | 0                    | 6                   | 0                   | 16              |
| 00404                                            | BUDGET ANNEXE ZAC THERMALE MORSBRONN           | 30                   | 0                    | 5                   | 0                   | 35              |
| 00406                                            | BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE A DURRENBACH           | 13                   | 0                    | 10                  | 0                   | 23              |
| 00409                                            | BUDGET ANNEXE PRODUCTION ENERGIE HELIONS       | 6                    | 0                    | 0                   | 0                   | 6               |
| 00417                                            | BUDGET ANNEXE ZAC LEMBACH                      | 0                    | 0                    | 0                   | 0                   | 0               |
| 00407                                            | BUDGET ANNEXE ZONE D'ACTIVITES WILLENBACH      | 2                    | 0                    | 0                   | 0                   | 2               |
| 00411                                            | BUDGET ANNEXE ORDURES MENAGERES                | 55                   | 0                    | 67                  | 12                  | 134             |
| 00412                                            | BUDGET ANNEXE ZA POLE BOIS A HEGENEY           | 4                    | 0                    | 7                   | 0                   | 11              |
| 00413                                            | BUDGET ANNEXE ILOT URBAIN CENTRE DE WOERTH     | 32                   | 0                    | 66                  | 0                   | 98              |
| 00415                                            | BUDGET ANNEXE PB BATIMENT INNOVANT PREUSCHDORF | 78                   | 1                    | 17                  | 0                   | 96              |
| 00414                                            | BUDGET ANNEXE PB BATIMENT D'ACTIVITE ESCHBACH  | 13                   | 0                    | 0                   | 0                   | 13              |
| 00416                                            | BUDGET ANNEXE SITE ECONOMIQUE A WOERTH         | 38                   | 1                    | 10                  | 0                   | 49              |
| TOTAL                                            |                                                | 1 959                | 24                   | 753                 | 18                  | 2 754           |

## 2. L'approche financière sous l'angle administratif.

### 2.1 Le portage des opérations par l'excédent du budget principal.

Le budget principal, excédentaire, contribue largement à la couverture des besoins financiers pour les budgets annexes. L'excédent du budget principal affecté à la couverture des besoins sur les budgets annexes s'est élevé à (+ = avance, - = remboursement d'avance) :

| Année     | Détail | Total            | Total cumulé          |
|-----------|--------|------------------|-----------------------|
| 2016/REEL | SF     | + 244 973,04     | 244 973,04            |
|           | SI     | + 2 588 099,31   | 2 588 099,31          |
|           | TOTAL  | + 2 833 072,35   | <b>2 833 072,35</b>   |
| 2017/REEL | SF     | + 39 959,09      | 284 932,13            |
|           | SI     | + 789 574,78     | 3 377 674,09          |
|           | TOTAL  | + 829 533,87     | <b>3 662 606,22</b>   |
| 2018/REEL | SF     | + 36 827,91      | 321 760,04            |
|           | SI     | -129 525,71      | 3 248 148,38          |
|           | TOTAL  | -92 697,80       | <b>3 569 908,42</b>   |
| 2019/REEL | SF     | -120 290,48      | 201 469,56            |
|           | SI     | + 1 253 613,26   | 4 501 761,64          |
|           | TOTAL  | + 1 133 322,78   | <b>4 703 231,20</b>   |
| 2020/REEL | SF     | + 2 567,13       | 204 036,69            |
|           | SI     | -427 983,83      | 4 073 777,81          |
|           | TOTAL  | -425 416,70      | <b>4 277 814,50</b>   |
| 2021/REEL | SF     | + 112 585,75     | 336 622,44            |
|           | SI     | -1 558 347,80    | 2 515 430,01          |
|           | TOTAL  | -1 445 762,05    | <b>2 852 052,45</b>   |
| 2022/REEL | SF     | -29 818,65 €     | 306 803,79 €          |
|           | SI     | + 1 170 736,28 € | 3 686 166,29 €        |
|           | TOTAL  | + 1 140 917,63 € | <b>3 992 970,08 €</b> |
| 2023/REEL | SF     | 88 170,00 €      | 394 973,79 €          |
|           | SI     | 747 109,37 €     | 4 433 275,66 €        |
|           | TOTAL  | 835 279,37 €     | <b>4 828 249,45 €</b> |
| 2024/REEL | SF     | - 51 828,96 €    | 343 144,83 €          |
|           | SI     | 77 224,34 €      | 4 510 500,00 €        |
|           | TOTAL  | 25 395,38 €      | <b>4 853 644,83 €</b> |
| 2025/REEL | SF     | 7 775,17 €       | 350 920,00 €          |
|           | SI     | - 273 517,66 €   | 4 236 982,34 €        |
|           | TOTAL  | - 415 439,45 €   | <b>4 587 902,34 €</b> |
| 2026/PREV | SF     | 99 362,47 €      | 450 282,47 €          |
|           | SI     | 562 857,32 €     | 4 799 839,66 €        |
|           | TOTAL  | 662 219,79 €     | <b>5 250 122,13 €</b> |

Chiffres 2026 corrigés entre le rapport envoyé aux élus et le compte rendu.

Cet excédent permet de limiter la contractualisation d'emprunts sur des opérations individualisées en budgets annexes.

LD

RT

Le déficit constaté sur les opérations faisant l'objet d'un budget annexe est issu pour l'essentiel par un décalage entre les dépenses relatives à l'opération (construction de bâtiments, aménagement de zones d'activités), et les recettes générées (loyers, vente de terrains, cofinancements de projets). Pour ces opérations, un objectif d'équilibre a été calculé (opération équilibrée, voire positive à terme).

Il est à noter cependant que certaines opérations individualisées sur un budget annexe ne pourront pas être excédentaires à terme au vu du montage financier ou de l'objet du projet, ce résultat étant issu non pas d'une mauvaise gestion mais de choix politiques affirmés.

Les avances du budget principal devraient cependant se réduire sur les années à venir, au regard de la prévision de mises à disposition ou vente de terrains sur les zones d'activités (Woerth, Eschbach, Morsbronn-les-Bains). Ces évolutions permettront d'envisager de nouveaux portages d'opérations au prochain mandat, évitant ainsi des emprunts bancaires et prise en charge d'intérêts.

Détails : cf. tableau annexe 2 au budget : « tableau des écritures internes » et tableau de suivi interne.

## 2.2. Les autres écritures internes entre budgets.

Plusieurs écritures internes entre le budget principal et les budgets annexes sont réalisés. Ces écritures permettent d'imputer sur les budgets annexes des frais généraux imputés initialement sur le budget principal. Il s'agit essentiellement des frais de poste et des frais d'assurances.

Cf. tableau annexe n°2 au budget.

| Années | Contributions du bud ppal aux BA                                   | Détails                                                                                                                                                                                     | Remboursements des BA au budg principal                             |
|--------|--------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
| 2016   | 292 000 €                                                          | CADT : 40 000 € (2 ans)<br>ZA Sud de Woerth : 105 000 €<br>BATI : 147 000 €                                                                                                                 | Personnel : 59 500 €<br>Assurances : 10 500 €<br>Total : 70 000 €   |
| 2017   | 159 100 € prévus,<br>75 474 € réalisés                             | CADT : 10 000 €<br>Reversement DETR : 149 100 €<br>prévus, 65 474 € réalisés                                                                                                                | Personnel : 257 000 €<br>Assurances : 15 050 €<br>272 050 €         |
| 2018   | 276 026 € prévus,<br>235 000 € réalisés<br>(DETR reportée en 2019) | CADT : 20 000 €<br>Reversement DETR : 41 026 €<br>Autofinancement résidence seniors : 215 000 €                                                                                             | Personnel : 150 000 €<br>Assurances : 15 050 €<br>Total : 165 050 € |
| 2019   | 103 626 €                                                          | CADT : contribution annuelle au titre des prises en charge par la régie du Fleckenstein : 20 000 € Reversement de la DETR du budget principal au budget annexe ZAC Sud de Woerth : 83 626 € | Personnel : 103 500 €<br>Assurances : 15 050 €<br>Total : 118 550 € |
| 2020   | 20 000 €                                                           | CADT : contribution annuelle au titre des prises en charge par la régie du Fleckenstein : 20 000 €                                                                                          | Personnel : 93 500 €<br>Assurances : 15 050 €<br>Total : 108 550 €  |
| 2021   | 20 000 €                                                           | CADT : contribution annuelle au titre des prises en charge par la régie du Fleckenstein : 20 000 €                                                                                          | Personnel : 93 500 €<br>Assurances : 17 550 €<br>Total : 111 050 €  |
| 2022   | 20 000 €                                                           | CADT : contribution annuelle au titre des prises en charge par la régie du Fleckenstein : 20 000 €                                                                                          | Personnel : 173 500 €<br>Assurances : 16 550 €<br>Total : 190 050 € |

LD

RT

|                      |          |                                                                                                    |                                                                                                |
|----------------------|----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2023                 | 20 000 € | CADT : contribution annuelle au titre des prises en charge par la régie du Fleckenstein : 20 000 € | Personnel : 164 000 €<br>Assurances : 14 550 €<br>Total : 178 550 €                            |
| 2024                 | 20 000 € | CADT : contribution annuelle au titre des prises en charge par la régie du Fleckenstein : 20 000 € | Personnel : 153 950 €<br>Assurances : 1 550 €<br>Loc locaux OM : 5 500 €<br>Total : 174 000 €  |
| 2025<br>REEL         | 20 000 € | CADT : contribution annuelle au titre des prises en charge par la régie du Fleckenstein : 20 000 € | Personnel : 155 450 €<br>Assurances : 13 550 €<br>Loc locaux OM : 5 500 €<br>Total : 174 500 € |
| 2026<br>PREVISIONNEL | 20 000 € | CADT : contribution annuelle au titre des prises en charge par la régie du Fleckenstein : 20 000 € | Personnel : 155 950 €<br>Assurances : 13 550 €<br>Loc locaux OM : 5 500 €<br>Total : 178 550 € |

### **2.3. Les flux financiers croisés au sein du bloc communal (communes – communauté de communes).**

Cinq types de flux sont mis en œuvre (de manière permanente ou ponctuelle) entre les communes et l'intercommunalité :

- Les attributions de compensation,
- Les projets partagés faisant l'objet d'un financement par la communauté de communes et les communes : Aucun cofinancement prévu en 2026,
- Les opérations sous mandat/commons suite à délégations de maîtrise d'ouvrage ou contractualisation (projets d'itinéraires cyclables, sites enfance),
- Les prises en charges de frais (locaux périscolaires, frais de propriété au CADT Fleckenstein),
- Les opérations mutualisées (groupements de commandes/négociations groupées).

Un pacte de gouvernance précisant les relations entre l'intercommunalité et les communes a été mis en œuvre tout au long de l'année 2022. Il se concrétise notamment par le renforcement de l'expertise intercommunale en appui et accompagnement des communes. La création de deux postes à temps plein (service administratif et service technique BQMAT en 2023 a permis de concrétiser cet appui aux communes et le développement du partenariat communes-communauté de communes). Cet appui aux communes est en place depuis début 2024.

Une démarche de projet de territoire a été engagée en 2024 dans la suite de ce pacte de gouvernance. Le projet de territoire a été adopté le 16.06.2025. La communauté de communes a bénéficié de l'appui de l'association « Citoyens et Territoires », après avoir été retenue dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt sur la gouvernance communes-communautés de communes. Ce projet de territoire a été communiqué aux communes et doit maintenant être décliné opérationnellement.

Des réflexions en vue de mettre en place et en complément un pacte financier et fiscal, permettant d'intégrer un volet fiscal (fiscalité induite dans les communes au vu de projets intercommunaux), ouvert au précédent mandat, restent en cours.





Enfin, à la suite des réflexions engagées par la commune de Merkwiller-Pechelbronn en vue d'un changement d'intercommunalité (de la communauté de communes Sauer-Pechelbronn à la communauté de communes de l'Outre Forêt), un travail de recensement des conséquences financières d'un tel changement a été mené en interne en 2024. La mise en œuvre effective de cette réflexion conduisant à des échanges financiers entre la commune concernée et la communauté de communes, voire entre la communauté de communes quittée et la communauté de communes d'adhésion, se fera selon les avancées de la commune de Merkwiller-Pechelbronn, cette dernière ayant fait réaliser un audit financier et juridique des conséquences d'une telle décision. Cet audit a conduit la commune de Merkwiller-Pechelbronn à faire une proposition financière à la communauté de communes. Cette proposition, tenant en quelques lignes, ne précise pas les conditions de détermination des chiffres indiqués et ne comprend aucune approche relative à la prise en compte des conséquences de ce projet communal sur les services publics locaux et leurs exploitants, les habitants, écoles, associations et entreprises locales. La commune de Merkwiller-Pechelbronn s'affirmant comme étant le berceau mondial du pétrole, sa décision emporte également de lourdes conséquences sur l'héritage historique et industriel du territoire de Pechelbronn, sur l'avenir de la collection du musée, le soutien à l'association des amis du musée du pétrole dont le siège est à Merkwiller-Pechelbronn, et sur les dépenses en lien avec cette thématique (notamment la conservation du musée auprès du parc naturel régional des Vosges du nord). Sur ces interrogations, la commune n'a apporté aucune information et a marqué son désintérêt. La communauté de communes a, à ce titre, informé la commune qu'en l'état, il ne lui est pas possible d'approuver la proposition. Les élus de la commune de Merkwiller-Pechelbronn poursuivent leur démarche, démarche complétée par une délibération décidant de la non ouverture du musée du pétrole début 2026 en raison de normes de sécurité non atteints dans le bâtiment communal et la non volonté de la commune d'investir dans son bâtiment. En parallèle, des contacts ont été établis fin 2023 avec une entreprise souhaitant conclure une convention de mécénat en vue de donner plus de visibilité au patrimoine pétrolier. Si la commune de Merkwiller-Pechelbronn pourrait jouer un rôle central dans cette démarche, la communauté de communes pourrait tout de même poursuivre ses réflexions sans cette dernière.

### **2.3.1. Les attributions de compensation et leur révision.**

Les attributions de compensation (AC) ont été mises en place suite à l'instauration de la fiscalité professionnelle unique au 01/01/2000. Au 01/01/2002, les communes de Woerth et Goersdorf, intégrant l'intercommunalité, se sont vus également appliquer ce régime fiscal.

Par la suite, avec la fermeture d'une entreprise importante du territoire, la communauté de communes a institué une fiscalité mixte. A la fusion de 2008 entre la communauté de communes de la vallée de la Sauer et la communauté de communes de Pechelbronn, le régime de TPU et les attributions de compensations a été mis en place sur le territoire réuni des deux intercommunalités. Leur montant a été révisé en 2016 en application de la loi NOTRe et du transfert de compétences relatif aux zones d'activités économiques. Deux communes concernées ont vu leur attribution réduite suite à décision de la CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) et du conseil communautaire. Par ailleurs, les périodicités de reversement ont été revues en 2016 (passage d'un versement mensuel à un versement semestriel).

En 2021, une procédure de révision libre a été engagée, afin de supprimer les attributions de compensation négatives (versements des communes à l'intercommunalité). 11 communes sont concernées par la démarche visant à assurer une stabilité financière pour l'intercommunalité, les suppressions de reversement de 6 communes étant compensées par une baisse des AC de 5 communes, sur la base de critères définis en commission. Une seule commune a refusé la proposition : Merkwiller-Pechelbronn. La communauté de communes assume depuis cette charge à la place de la commune de Merkwiller-Pechelbronn.

LD

RT

Par ailleurs, début 2022, une révision libre a été mise en œuvre afin de supprimer la réduction des AC des communes de Woerth et Lembach concernant la compétence zones d'activités. Aussi, dès validation de cette modification, les deux communes concernées retrouvent leurs recettes et reprennent à leur niveau les dépenses relatives à ces zones dont les équipements sont à rétrocéder de l'intercommunalité aux communes. Les nouveaux montants d'AC, arrondis à l'€, sont effectifs depuis la prise de délibération de la communauté de communes n°007.2022 du 21/03/2022.

La CLECT s'est réunie en 2019, afin d'étudier les transferts de charges liées au dernier transfert de compétences (eau et GEMAPI/Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations). Ce transfert de compétences n'a pas eu d'impact sur les attributions de compensation, la GEMAPI étant financée par une taxe spécifique, mise en place en parallèle du transfert de compétence.

La CLECT devrait encore se prononcer sur le transfert de charges lié au transfert de compétences mobilité (acté début 2021, mentionné dans le rapport quinquennal) et bilinguisme-transfrontalier (acté début 2024), et sur la mise en œuvre d'un pacte financier et fiscal si des impacts sont identifiés sur les attributions de compensation.

Début 2022, et en respect avec le code général des impôts, un rapport quinquennal sur les attributions de compensation a été rédigé et présenté en CLECT le 28/02/2022. Il a été présenté en conseil communautaire le 21/03/2022 et a donné lieu à une délibération (n°008.2022). Il n'y a pas eu de changements depuis.

Fin 2025, la décision de transférer la compétence PLU a été prise à la communauté de communes et la procédure de transfert engagée avec les communes membres. Ce transfert, s'il est effectif, devra être assorti d'une évaluation des charges transférées et d'un avis de la CLECT. Politiquement, les élus ont, via une charte de gouvernance, proposé que les charges liées à cette compétence ne donneraient pas lieu à une modification des attributions de compensation, à charge pour la communauté de communes de mobiliser les financements nécessaires à l'exercice de la compétence.

AC en vigueur à compter du 01/01/2023 (dépense de l'intercommunalité imputée en section de fonctionnement du budget principal) :

|                        |                  |
|------------------------|------------------|
| BIBLISHEIM             | 69 135 €         |
| DIEFFENBACH LES WOERTH | 0 €              |
| DURRENBACH             | 53 816 €         |
| ESCHBACH               | 11 578 €         |
| FORSTHEIM              | 3 055 €          |
| FROESCHWILLER          | 3 146 €          |
| GOERSDORF              | 8 050 €          |
| GUNSTETT               | 14 793 €         |
| HEGENEY                | 0 €              |
| KUTZENHAUSEN           | 115 175 €        |
| LAMPERTSLOCH           | 9 257 €          |
| LANGENSOULTZBACH       | 6 562 €          |
| LAUBACH                | 0 €              |
| LEMBACH                | 41 874 €         |
| LOBSANN                | 0 €              |
| MERKWILLER PEHELBRONN  | 95 516 €         |
| MORSBRONN LES BAINS    | 18 343 €         |
| NIEDERSTEINBACH        | 4 553 €          |
| OBERDORF SPACHBACH     | 0 €              |
| OBERSTEINBACH          | 2 895 €          |
| PREUSCHDORF            | 119 430 €        |
| WALBOURG               | 5 492 €          |
| WINGEN                 | 0 €              |
| WOERTH                 | 115 786 €        |
| <b>TOTAL</b>           | <b>698 456 €</b> |

LD

RT

Comptablement, les versements aux communes sont effectués en deux versements par an à hauteur de 50% (349 228 € en juillet puis en décembre).

Pas de versements des communes à l'intercommunalité (supprimé, avait été demandé une fois par an en fin d'année).

### **2.3.2. Les projets partagés.**

Les projets partagés, financés par le bloc communal (financement conjoint des communes et de la communauté de communes), comprennent les fonds de concours et les subventions exceptionnelles.

#### **Par le passé :**

- *Fonds de concours projet expérimental de télémédecine en milieu rural avec Obersteinbach – (2022 – soldé)*
- *Fonds de concours schéma des mobilités douces – itinéraires cyclables (2012-2019 – soldé),*
- *Fourniture de matériels « covid 19 » (2020 – soldé)*
- *Programme « zéro phytos » (2018 – soldé)*
- *Subventions exceptionnelles (2016-2025 - aménagement numérique du territoire - soldé).*

- **Fonds de concours « itinéraires cyclables » (soldé sauf pour les amortissements) :**

Mise en place : 2012 (premiers encaissements).

Durée : 8 ans.

Fin : 2019.

Amortissement : sur 20 ans à partir de 2013 jusqu'à 2032 pour le 1<sup>er</sup> versement, 2039 pour le dernier versement.

Ce fonds de concours a permis un financement par le bloc communal de la réalisation du schéma de circulations douces, dont la 3<sup>ème</sup> tranche est en cours de finalisation. Les montants ont été calculés avec une part de solidarité, une part habitants et une part site propre. L'ensemble des communes contribue à cette opération sauf une (Dieffenbach-lès-Wörth). Le manque à gagner pour la communauté de communes s'élève au total à 13 000 € (1 625 € X 8 ans).

A compter de 2020, fin du versement de 59 812,50 € annuels (61 437,50 € - 1 625 € représentant la part annuelle de Dieffenbach-lès-Wörth qui n'a pas été versée à ce jour).

Seuls les amortissements de ce fonds de concours sont encore effectués chaque année, sur le budget principal.

- **Fonds de concours « aménagement numérique du territoire » : transformé en subventions exceptionnelles sur demande de la trésorerie, pour le financement de l'aménagement numérique du territoire : soldé.**

Mise en place : 2016.

Durée : 10 ans - 24 communes participantes.

Fin : 2025.

Ces subventions exceptionnelles permettent un financement par le bloc communal de la réalisation de l'aménagement numérique du territoire. Un premier versement a été effectué en 2017, pour les années 2016 et 2017. Ces versements sont calculés au regard du nombre de prises théoriques à



installer. Pour chaque année, la recette attendue par la communauté de communes s'élève à 84 367,50 €.

En contrepartie de ces cofinancements communaux, la communauté de communes prend en charge la contribution du territoire à la Région Grand Est, pour un montant total de 1 406 125 €. Cette contribution devait initialement être versée sur 4 ans (2018-2021). Le dernier versement a pu être effectué fin 2020.

Recette annuelle pour la communauté de communes jusqu'en 2025 (inclus) : 84 367,50 € (compte 7788).

Dépense correspondante : 1 406 125 € de 2018 à 2020.

Part EPCI : 562 450 € (40%),

Part communes : 843 675 € (60%).

#### **- Acquisition de masques et thermomètres dans le cadre de la lutte contre la pandémie en 2020 (soldé).**

Un accord a été mis en place en 2020 pour la fourniture de masques-thermomètres destinés à la lutte contre la pandémie de covid 19 avec une prise en charge partielle de l'intercommunalité (et de la CeA).

L'émergence d'une pandémie mondiale et la situation d'urgence en découlant a conduit le bloc communal à s'entendre sur l'achat de masques grand public et pour les agents-élus du territoire, ainsi que l'achat de thermomètres. La communauté de communes a assuré les commandes, réceptions des livraisons et diffusions des matériels, ainsi que les demandes de cofinancements. La communauté de communes a également décidé de contribuer partiellement à ces achats.

Un décompte financier a été réalisé, une délibération prise en conseil communautaire le 31/05/2021 (n°034.2021) a défini les modalités de remboursement par les communes, des frais engagés par la communauté de communes, et leur montant, tenant compte des éléments ci-dessus précisés.

La communauté de communes a évalué les dépenses liées à la pandémie à ce jour à près de 400 000 € (cf. détail tableau de suivi spécifique).

En 2023 est prévu le remboursement du solde de l'opération d'organisation de « vaccinodromes » en partenariat avec la communauté de communes du pays de Niederbronn-les-Bains (cf. annexe 2 au budget – tableau des contributions). Le remboursement a été effectué et le dossier est clos avec le constat d'un partenariat efficace.

#### **2.3.3. Les opérations sous mandat : Les délégations de MOA (Maîtrise d'ouvrage) et remboursements.**

A l'occasion de la réalisation de divers projets, des opérations sous mandat ont été engagées, via des délégations de maîtrise d'ouvrage contractualisées par la communauté de communes avec d'autres collectivités. Ces opérations sous mandat permettent d'optimiser la réalisation de projets dont la compétence est partagée par un portage et une conduite de projet assurée par un des deux MOA (ex : sur largeurs de pistes cyclables, réalisations intra-muros, ...).

#### **- Délégations de MOA de la communauté de communes vers d'autres collectivités :**

##### **Itinéraires cyclables :**

Par le passé, avec les communes concernées par les itinéraires cyclables entre Walbourg et

Walbourg gare : soldé.

**Construction d'un accueil de loisir sans hébergement (ALSH) à Woerth : en cours.**

Projet de construction d'un complexe école-salle polyvalente-ALSH à Woerth : délégation de MOA de la communauté de communes à la commune de Woerth : remboursement à la commune de la part intercommunale relative à l'ALSH (périscolaire).

| Site enfance intercommunal à Woerth (dépense de la communauté de communes) |                       |
|----------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| Remboursement 2018                                                         | 0 €                   |
| Remboursement 2019                                                         | 96 411,56 €           |
| Remboursement 2020                                                         | 0 €                   |
| Remboursement 2021                                                         | 0 €                   |
| Remboursement 2022                                                         | 326 366,55 €          |
| Remboursement 2023                                                         | 584 056,46 €          |
| Remboursement 2024                                                         | 508 483,46 €          |
| Remboursement 2025                                                         | 324 996,51 €          |
| <b>Total</b>                                                               | <b>1 515 318,03 €</b> |
| Remboursement 2026 prévisionnel (solde)                                    | 245 771,46 €          |
| <b>Total général</b>                                                       | <b>2 086 086,00 €</b> |

**- Délégations de MOA de communes vers la communauté de communes (depuis 2015) :**

Concerne exclusivement les projets de réalisation découlant du schéma des circulations douces et d'un site enfance intercommunal (Hegeney). Il est précisé que la communauté de communes n'est compétente que pour les liaisons cyclables hors agglomération et pour une largeur type (2,50 m), les communes restant compétentes au sein de l'agglomération. Les délégations de maîtrise d'ouvrage mises en œuvre concernent donc les demandes de communes souhaitant profiter des études et travaux conduits par l'intercommunalité, pour élargir la piste (surlargeur), la prolonger à l'intérieur de l'agglomération, ou ajouter des équipements (éclairage public).  
A ce jour il n'y a pas de délégations en cours.

**Itinéraires cyclables :**

Durrenbach et Biblisheim, Soultz-Sous-Forêts et Kutzenhausen, Wingen-Litschhof et Nothweiler (Allemagne), Laubach et Eschbach, : soldés.

Site enfance à Hegeney : soldé.

| Site enfance intercommunal avec Hegeney (TTC) |                     | Comptes équilibrés  |
|-----------------------------------------------|---------------------|---------------------|
|                                               | Avance (4581013)    | Remboursé (4582013) |
| Remboursement 2021                            | 0 €                 | 0 €                 |
| Remboursement 2022                            | 430 756,32 €        | 438 926,96 €        |
| Remboursement 2023                            | 486 891,77 €        | 396 458,44 €        |
| Remboursement 2024                            | 0,00 €              | 27 534,44 €         |
| <b>Total</b>                                  | <b>917 648,09 €</b> | <b>862 919,84 €</b> |
| Remboursement 2025                            | 0,00 €              | 54 728,25 €         |
| <b>Total opération*</b>                       | <b>917 648,09 €</b> | <b>917 648,09 €</b> |





Itinéraires cyclables transfrontaliers : soldé.

| Itinéraires cyclables transfrontaliers avec la VGDF (TTC) |                     | Comptes équilibrés  |
|-----------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
|                                                           | Avance (4581026)    | Remboursé (4582026) |
| Remboursement 2019                                        | 12 148,84 €         | 0,00 €              |
| Remboursement 2020                                        | 193 082,24 €        | 210 059,17 €        |
| Remboursement 2021                                        | 105 177,05 €        | 105 177,05 €        |
| Remboursement 2022                                        | 179 782,67 €        | 178 096,92 €        |
| Remboursement 2023                                        | 34 323,28 €         | 31 180,94 €         |
| Remboursement 2024                                        | 18 834,32 €         | 18 834,32 €         |
| <b>TOTAL (soldé)</b>                                      | <b>543 348,40 €</b> | <b>543 348,40 €</b> |

**Autres :**

- Participation de la commune de Merkwiller-Pechelbronn à l'acquisition d'un bâtiment (anc. Hôtel Engel) : conc l'ancienne communauté de communes de Pechelbronn : soldé.

Autres prévisions en 2025 :

- Prévision de remboursement de la communauté de communes de l'Outre Forêt pour la maîtrise d'œuvre de l'axe incluant Lobsann-Soultz dont la maîtrise d'ouvrage de la CCSP lui a été déléguée (env. 60 000 €). Réalisé en partie (16 422,59 € TTC, reste pour 2026, 76 992 € TTC, prévus au budget).

#### 2.3.4. Les prises en charge de frais et remboursements de frais.

La communauté de communes dispose de locaux communaux pour l'exercice de certaines compétences.

Bâtiment de la halte-garderie intercommunale de Morsbronn-les-Bains (transformée en micro-crèche en 2022) : mise à disposition gratuite de la commune à la communauté de communes.

Locaux périscolaires communaux : remboursement de frais selon conventions avec les communes concernées :

- Langensoultzbach,
- Durrenbach (terminé en 2024),
- Hegeney (terminé en 2024),
- Woerth (mise à disposition par l'EHPAD de Woerth au sein de l'EHPAD (hôpital de Wissembourg - remboursement annuel de 1 350 € au CHU de Wissembourg au titre des frais de fonctionnement des locaux mis à disposition). Terminé fin 2025.

Ces remboursements de frais vont disparaître progressivement avec l'ouverture du dernier site enfance prévu en 2026 à Preusdorf. Reste pour 2026 un reliquat à verser pour la commune de Hegeney, et la mise à disposition pour la commune de Preusdorf (dernière année).

La communauté de communes a organisé en partenariat avec les communes volontaires un service de garde périscolaire du matin via une expérimentation (cf. tableau des contributions annexe 1 au budget). L'expérimentation devra faire l'objet d'une évaluation pour définir les suites à donner. Une tranche optionnelle a été rajoutée au cahier des charges de consultation pour une nouvelle délégation de service public, la DSP actuelle se terminant en août 2026.

LD

RT

### Par le passé :

La communauté de communes remboursait également la commune de Lembach, pour les interventions de l'agent technique effectuées sur le site du Fleckenstein. Cette collaboration a pris fin en 2021. Depuis, ces interventions sont assurées en régie. Les agents de l'équipe technique intercommunale se déplacent sur site de manière régulière (jusqu'à un déplacement tous les 2 jours en hiver pour assurer le bon fonctionnement de la chaudière).

La communauté de communes porte également des services partagés avec d'autres collectivités, via conventionnement. Chaque établissement prend en charge le paiement de sa part de fonctionnement du service, via un remboursement à la communauté de communes.

- Le service « EIE – FAIRE – France Renov » : initialement avec les communautés de communes de Wissembourg, Niederbronn-les-Bains, Basse Zorn, Outre Forêt, pays Rhénan et Basse Zorn, et l'ADEAN. Ce montage s'est terminé au 31/12/2020 avec transfert au PETR, effectif depuis. La communauté de communes bénéficiait ensuite d'un agent à temps complet mis à disposition par le PETR (Pôle d'Equilibre Territorial et Rural de l'Alsace du Nord), cet agent travaillant sur Haguenau 1 journée par semaine. Ce dispositif a évolué en 2024 puisque le financement du service France Renov a été intégré dans la contribution de base du PETR et ne fait dorénavant plus l'objet d'un dispositif spécifique pour la communauté de communes.
- Le service « CCAEP » avec la communauté de communes du pays de Wissembourg : un agent à temps partiel (80% - 28h/sem), effectuant 60% de son temps de travail à la CCSP, soit 16h, et 40% de son temps de travail à la CCPW, soit 12h. A la CCSP, son temps de travail représente 2 jours par semaine, un dédié aux dossiers intercommunaux, un dédié à l'appui aux communes. Ce service a évolué depuis 2024, la communauté de communes du pays de Wissembourg ayant recruté un agent, l'agent partagé occupe depuis début 2025 un poste à 80% à la communauté de communes, au service de cette dernière et des communes membres.
- Le service « SIG » (Système d'Information Géographique), avec la communauté de communes de Wissembourg. Ce service est arrêté fin 2022 avec le départ de l'agent. Les chargés de mission ont été formés pour pouvoir exploiter les données du SIG, et les intégrations de données ainsi que la maintenance seront assurés via une prestation de service. Les communes continueront d'avoir un appui intercommunal via les chargés de mission intercommunaux et l'adhésion à l'ATIP via l'intercommunalité, pour ce qui concerne le SIG.
- La communauté de communes du pays de Niederbronn-les-Bains a porté le projet d'étude de regroupement d'offices de tourisme, et à ce titre, la communauté de communes Sauer Pechelbronn a remboursé à la communauté de communes de Niederbronn-les-Bains les frais engagés à hauteur de 25%. Par la suite, l'Office de Tourisme L'Alsace Verte a été créé en 2019 à l'initiative des communautés de communes du Pays de Wissembourg, de l'Outre-Forêt, du Pays de Niederbronn-les-Bains et de Sauer-Pechelbronn. Il est fonctionnel depuis le 1er janvier 2020. Un rapport annuel spécifique à cet EPIC est établi et présenté annuellement en conseil communautaire (à compter de 2022).
- Une coopération avec la communauté de communes du pays de Niederbronn-les-Bains a également été conclue pour le financement d'un service de vaccination à grande échelle sur le canton. Une prise en charge à hauteur de 50% des dépenses a été fixée : dossier soldé.

Enfin, la communauté de communes bénéficie de l'appui du parc naturel régional des Vosges du

LD

RT

nord, pour ce qui concerne le patrimoine et l'inventaire de la collection intercommunale du pétrole, et plus généralement pour un certain nombre de politiques publiques en lien avec le patrimoine, l'habitat, la transition écologique.

A ce jour, dans le cadre de l'engagement partenarial avec le SDEA Alsace Moselle, la chargée de mission transition écologique est mise à disposition à hauteur de 10% de son temps de travail au SDEA depuis 2019 (suite transfert de compétence AEP et GEMAPI).

### **2.3.5. Les opérations mutualisées.**

Plusieurs opérations ont été conduites de manière mutualisée par la communauté de communes et des communes volontaires adhérentes aux opérations.

#### **Les CEE (Certificats d'Economie d'Energie) :**

Depuis 2017, la communauté de communes propose aux communes un service d'accompagnement et de valorisation de dossiers de certificats d'économie d'énergie (CEE). Ce service, confié à un prestataire, permet aux communes ayant des travaux générant des économies d'énergie (rénovation de l'éclairage public, remplacement de fenêtres ou de chaudières, isolation...) d'effectuer pour elles toutes les procédures pour déposer leurs dossiers auprès du Pôle National des CEE et de leur reverser la prime CEE correspondante, selon un tarif garanti.

Jusqu'en 2024, les primes transitaient par la communauté de communes qui les reversaient aux communes. Les communes contractualisent désormais directement avec le prestataire.

En 2024, 1 637,51 € de primes CEE ont été reversées à 3 communes : Biblisheim (1 074,86 € pour un remplacement de fenêtres et de chaudière), Niedersteinbach (51,15 € pour une rénovation d'éclairage public) et Wingen (511,50 € pour une rénovation d'éclairage public).

Depuis 2017, 21 communes ont bénéficié de plus de 460 000 € de primes CEE par le biais de ce dispositif.

En 2025, 12 448,84 € de primes CEE ont été reversées à 3 communes : Forstheim (4525,24 € pour la rénovation de l'ancienne école en logement), Biblisheim (5077,8 € pour une rénovation d'éclairage public) et Kutzenhausen (2 845,8 € pour une rénovation d'éclairage public). »

Fin 2025, début 2026, un nouveau dispositif de valorisation des CEE a été mis en place à l'échelle intercommunale.

#### **Les groupements de commandes :**

##### **Groupe de commandes pour les assurances :**

Un groupement de commandes a été lancé en 2016, aux fins de mettre en place des nouveaux contrats d'assurance à la communauté de communes, et d'optimiser les garanties et cotisations pour les communes ayant décidé de se raccrocher au groupement de commandes.

A l'issue de la consultation, pour la communauté de communes, le syndicat des eaux et les 12 communes participantes, un gain de cotisations (avec des garanties identiques voire plus favorables) de 66 000 € (arrondi) est constaté, soit sur la durée des contrats de 5 ans 330 000 €. Cette action justifie d'étudier la création d'un service achats unifié sur le territoire, tel qu'indiqué dans le schéma de mutualisation.

Ce groupement de commandes est relancé en 2021, pour mise en place d'un nouveau « pack »



d'assurances à compter du 01.01.2022 sur une durée de 5 ans. Le nombre de collectivités adhérentes est en hausse.

Un nouveau gain de cotisations est à noter de près de 150 000 € sur la durée du marché (5 ans – tous lots + assurance statutaire), à garanties équivalentes.

Le groupement de commande intègre la prise en charge d'un contrat de conseil et accompagnement en assurances pour la communauté de communes, accessible aux collectivités participantes au groupement de commandes.

A été réalisé en 2022 des études en vue de la mise en place d'un contrat d'assurance cybersécurité au niveau de la communauté de communes. Le contrat est effectif depuis le 01.01.2023. Il est prévu d'élargir ce contrat aux communes membres du groupement à l'occasion de la prochaine consultation (fin des contrats groupés au 13.12.2026).

Depuis 2023-2024, des tensions sur le marché assurantiel des collectivités locales sont importantes. De nombreuses collectivités voient leurs contrats résiliés par leurs assureurs, d'autres n'ont pas de propositions à l'issue de consultations de marchés publics. Cette tension entraîne des augmentations importantes des cotisations d'assurances, parfois hors tolérances, y compris pour la communauté de communes. Les collectivités refusant les hausses de cotisations imposées unilatéralement risquent de voir leurs contrats clos et se retrouver sans assurances. La communauté de communes Sauer-Pechelbronn est également concernée et, pour éviter de ne pas être assuré, a accepté les dernières propositions financières des assureurs.

Fin 2025, les démarches de constitution d'un nouveau groupement de commandes en assurances sont engagées, les contrats en cours se terminant le 31/12/2026.

#### **Groupement de commandes progiciel de gestion financière :**

Un groupement de commande a été réalisé par le passé pour la mise en place d'un progiciel de gestion unique mutualisé sur l'ensemble du territoire (communauté de communes et communes). Le 1<sup>er</sup> groupement a été organisé en 2013, et renouvelé en 2017. Pour l'hébergement et la maintenance du progiciel de gestion financière de la communauté de communes et des communes, un groupement de commandes est également en place et renouvelé à chaque échéance (échéance dernier contrat prolongé de 3 mois suite défaut de délibérations de certaines communes dans les délais). Le nouveau renouvellement de montage pour une mise en place au 01.04.2022 a été réalisé et est en cours (fin des contrats groupés au 31.03.2027).

Le groupement actuel regroupe la communauté de communes, les 24 communes membres, 2 SIVU, 2 associations foncières et la régie du Fleckenstein.

L'hébergement est intégralement pris en charge par la communauté de communes (8 553,60 € TTC/an soit 42 768 € TTC sur la durée du marché).

Un nouveau groupement est en cours de constitution depuis fin 2025 pour une consultation mutualisée avant l'échéance des contrats en cours.

#### **Groupement de commandes éclairage public (soldé) :**

En 2017 : éclairage public (pour 7 communes, hors communauté de communes, qui a assuré l'expertise en lien avec la commune de Preuschedorf, dans le cadre de TEPCV).

Une consultation a été faite en 2019 pour le compte de 10 communes (+ la communauté de communes avec le remplacement de luminaires au parc économique de la Sauer). 7 communes ont par la suite notifié le marché (+ la communauté de communes).

Il était prévu, dans le cadre du schéma de mutualisation, d'étudier le développement des groupements de commandes au sein du bloc communal, via un service marchés publics mutualisé. La décision de renforcer l'équipe administrative pour apporter un appui aux communes a été prise

LD

R D

en 2023, et s'est concrétisée début 2024 par la création de deux postes (agent administratif et agent technique en charge de la banque de matériels). Le service aux communes est aujourd'hui opérationnel, et repose sur une charte de gouvernance signée par l'ensemble des communes membres sauf une (Merkwiller-Pechelbronn).

Outre le portage de groupement de commandes, la communauté de communes participe à plusieurs groupements de commande :

- Groupements de commandes mise à jour du DUERP RPS porté par le CDG67 : mise en œuvre opérationnelle en 2022 (démarrage de l'opération par le CDG67) ; soldé. Nouvelle démarche de mise à jour du DUERP engagé via un groupement de commande avec le CDG67 en 2025. L'année 2025 a aussi été l'occasion de réaliser un audit des RPS (via un groupement de commandes conduit par le CDG67). Un programme d'actions est envisagé pour 2026 à la suite du rendu de ce diagnostic des RPS.
- Groupement de commandes fournitures et services redevance incitative « OM » porté par la CC Wissembourg (jusqu'au 31.01.2025).
- Groupement de commandes pour la plateforme de dématérialisation des marchés publics « alsacemarchepublic » porté par l'Eurométropole de Strasbourg et les collectivités fondatrices.

**Démarche mutualisée de réalisation d'un plan intercommunal de sauvegarde et mise à jour-réalisation des plans communaux de sauvegarde, dicrim et plan iode.**

Une consultation groupée pour cette réalisation a été organisée en 2023, avec la quasi-totalité des communes du territoire. La prestation conduira à la livraison des documents pour l'été 2025, et comprendra la simulation d'un exercice en vue d'activer et tester ce plan intercommunal de sauvegarde. Ce projet a été finalisé en 2025, avec un exercice de mise en situation en interne avec quelques élus du bureau exécutif. Les agents concernés ont été formés en interne.

Autres démarches groupées :

- Assurance statutaire : porté par le CDG 67 jusqu'au 31.12.2027 CNRACL et IRCANTEC
- Reliure des registres d'actes : porté par le CDG67 jusqu'au 31.12.2026



## 2.4. Les dotations de l'Etat (budget principal) et autres cofinancements.

### 2.4.1. La DETR (dotation d'équilibre des territoires ruraux) :

Plusieurs dossiers de dotation d'équipement des territoires ruraux sont en cours. Un tableau de suivi détaillé des cofinancements, subventions, est tenu en interne.

### 2.4.2. Le FPIC (fonds de péréquation intercommunal et communal) :

Le territoire a perdu le bénéfice du FPIC en 2017. Un mécanisme de garantie a été activé par l'Etat, pour lisser la perte de recettes sur 3 ans, de 2017 à 2019.

FPIC perçu à la communauté de communes en :

|             |           |
|-------------|-----------|
| 2021 et + : | 0 €       |
| 2020 :      | 60 245 €  |
| 2019 :      | 119 369 € |
| 2018 :      | 166 161 € |
| 2017 :      | 192 566 € |
| 2016 :      | 213 763 € |

Le territoire a pu encore bénéficier d'une enveloppe FPIC en 2020, suite à une disposition de la loi de finances pour 2020 fixant son montant à env. 50 % du FPIC perçu en 2019.

### 2.4.3. La DGF (dotation globale de fonctionnement) :

Depuis 2014, la perte de recette (la contribution) de la communauté de communes s'élève à près de 500 000 € (arrondi).

| Montants €                  | 2014      | 2015      | 2016      | 2017      | 2018      | 2019      | 2020      | 2021      |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Dotation de base + bonifiée | 905 324   | 813 686   | 719 376   | 651 896   | 605 643   | 600 935   | 600 117   | 602 407   |
| Dotation de compensation    | 517 670   | 506 372   | 496 573   | 482 775   | 473 078   | 461 840   | 453 396   | 447 578   |
| DGF totale                  | 1 422 994 | 1 320 058 | 1 215 949 | 1 134 671 | 1 078 721 | 1 062 775 | 1 053 513 | 1 049 985 |
| Différence                  |           | - 102 936 | - 104 109 | - 81 278  | - 55 950  | - 15 946  | - 9 262   | - 3 528   |
| Cumul                       |           |           | 207 045   | 288 323   | 344 273   | 360 219   | 369 481   | 373 009   |

| Montants €                  | 2022        | 2023       | 2024       | 2025       | 2026 prév. | 2027 prév. | 2028 prév. | 2029 prév. |
|-----------------------------|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Dotation de base + bonifiée | 572 287 €   | 543 850 €  | 514 694 €  | 502 888 €  | 490 000 €  |            |            |            |
| Dotation de compensation    | 434 717 €   | 432 193 €  | 425 041 €  | 409 607 €  | 390 000 €  |            |            |            |
| DGF totale                  | 1 007 004 € | 976 043 €  | 939 735 €  | 912 495 €  | 890 000 €  |            |            |            |
| Différence                  | - 42 981 €  | - 30 961 € | - 36 308 € | - 27 240 € | - 22 495 € |            |            |            |
| Cumul                       | 415 990 €   | 446 951 €  | 483 259 €  | 510 499 €  | 532 994 €  |            |            |            |

LD

RS

L'Etat cofinçait le fonctionnement de la MSAP (Maison des services Au Public) à hauteur d'env. 11 000 € par an. Le dispositif s'est étoffé avec la mise en place d'un Espace France Services, le cofinancement annuel étant augmenté à 30 000 € par an depuis 2020.

En 2023, le service s'est étendu avec la mise en place d'un dispositif de recueil (DR) permettant de gérer les demandes de titres d'identité (passeports et cartes d'identité), également cofinancé par l'Etat. Ce dispositif fait l'objet d'une réorganisation du fait de l'interdiction de gérer ces missions via des agents intercommunaux.

D'un équivalent temps plein (ETP) affecté à l'EFS (hors conseillère au numérique correspondant à 1 ETP – avec cofinancement de 15 000 €), le service est passé à 1,5 ETP (réparti sur 2 agents – hors agent N+1 du service), avec 4h/sem en complément tenu par un agent de la commune de Durrenbach via conventionnement. Le cofinancement apporté par l'Etat est fixé selon le nombre de dossiers traités. Le nombre d'utilisateurs et de dossiers traité progresse à la hausse. Des statistiques d'activité sont tenues mensuellement par le service.

## 2.5. Les recettes autres et revenus des immeubles : Maison rurale, gymnase, banque de matériels (budget principal)... :

Tarifs inchangés depuis plusieurs années.

| Concerne      | 2014        | 2015        | 2016        | 2017        | 2018        | 2019        |
|---------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| MROF (7062)   | 16 929 €    | 35 862 €    | 64 436,50 € | 60 664,50 € | 56 995,50 € | 61 321,60 € |
| Gymnase (752) | 12 316,30 € | 12 316,30 € | 13 165,70 € | 13 165,70 € | 13 165,70 € | 13 165,70 € |
| BQM (7088/3)  | 12 553,96 € | 9 715,80 €  | 9 486,50 €  | 10 180,68 € | 12 268,78 € | 6 360,40 €  |

| Concerne                              | 2020                                     | 2021        | 2022        | 2023        | 2024        | 2025        |
|---------------------------------------|------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| MROF (7062)*                          | 11 678,50 €                              | 30 084 €    | 50 676,50 € | 62 922,50 € | 59 747,00 € | 60 406,80 € |
| Vente billets spectacles/K'fet (7062) | A compter de 2024 (politique culturelle) |             |             |             | 1 704,76 €  | 6 599,34 €  |
| Gymnase (752)                         | 8 494 €                                  | 13 165,70 € | 13 165,70 € | 13 165,70 € | 13 165,70 € | 13 165,70 € |
| BQM (7083)                            | 7 258 €                                  | 4 562,04 €  | 10 403,34 € | 9 645,33 €  | 7 933,50 €  | 8 832,00 €  |

| Concerne                              | 2026<br>Prévisionnel | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---------------------------------------|----------------------|------|------|------|------|------|
| MROF (7062)*                          | 60 000 €             |      |      |      |      |      |
| Vente billets spectacles/K'fet (7062) | 7 000 €              |      |      |      |      |      |
| Gymnase (752)                         | 13 165,70 €          |      |      |      |      |      |
| BQM (7083)                            | 7 900 €              |      |      |      |      |      |

\*Dont billets combinés Fleckenstein

### Autres recettes de mise à disposition de locaux encaissés :

Hall sud du site économique nord de Woerth : 138 409,98 € HT/an.

Espace tertiaire – professionnels de santé au RDC du 80 Grand'Rue à Woerth. :

LD

RT

8 bureaux : 5 loués.

Loyer potentiel annuel : 29 671 € HT. Loyer prévisionnel 2026 : 19 322,04 € HT.  
84 grand'rue à Woerth : Tarif fixe 500 €/mois (cf. bail précaire – délibération n° 064.2018).  
BATI n°20 Preuschdorf : bail précaire : 600 € TTC/mois.

### Disponibilités en locaux :

Hall Clémenceau à Preuschdorf (K'ro) : réflexions en cours pour un usage en lien avec le patrimoine pétrolier et les services de la communauté de communes : création d'un tiers lieu (cf. délibération n° 006.2025).

Bâtiment innovant à Preuschdorf : bâtiment côté droit au n°18.

Maison des services et des énergies : matériel animation + réserves collection du musée du pétrole.

### La centrale photovoltaïque de la maison des services et des associations (compte 7718) :

L'électricité produite par la centrale photovoltaïque de la MDSA est intégralement revendue à ES énergies dans le cadre d'une convention spécifique.

Date d'effet du contrat de rachat : 29.12.2008.

Date d'échéance : 28.12.2028.

Tarif d'achat au démarrage : 57,187 c€/kWh

Tarif d'achat en 2025 : 70,181 c€/kWh

La recette correspondante est de l'ordre de 14 000 € en moyenne par an depuis 2008 (pour un coût net d'investissement d'env. 135 000 €, et sans frais d'entretien-maintenance). Ponctuellement, changement d'onduleurs. Compte 7718/75888.

Total encaissé depuis l'origine : 192 700,81 € (240 925,53 € avec la prévision 2026).

Changement des onduleurs en 2022 pour 8 760 € TTC.

Opération de nettoyage des panneaux photovoltaïques prévu en 2025-2026.

|                    |                    |                                                   |                    |
|--------------------|--------------------|---------------------------------------------------|--------------------|
| 2009 : 10 052,90 € | 2015 : 17 053,03 € | 2021 : 13 460,07 €                                | Rattrapage :       |
| 2010 : 20 091,62 € | 2016 : 4 811,41 €  | 2022 : 11 589,16 €                                | 2022 : 17 101,60 € |
| 2011 : 14 617,22 € | 2017 : 28 408,26 € | 2023 : 7 751,22 €                                 | 2023 : 21 071,26 € |
| 2012 : 16 570,64 € | 2018 : 15 070,10 € | 2024 : 14 201,05 €                                | 2024 : 17 863,58   |
| 2013 : 15 955,07 € | 2019 : 14 420,55 € | 2025 : 0 €                                        | 2025 : 19 058,35   |
| 2014 : 17 112,14 € | 2020 : 5 077,80 €  | 2026 : 48 224,72 €                                |                    |
|                    |                    | (rattrapage ES suite relance pour 2022/23/24/25). |                    |

### Terrains sur zones d'activités : tarifs en vigueur (juin 2023 délib n° 044.2023) :

Parc économique de la Sauer : 3 900 € HT/are

Zone d'activités sud de Woerth : 3 500 € HT/are (vitrine) 3 100 € HT/are (arrière)

Zone d'activités de Lembach : 3000 € TTC/are (délibération 090.2019)

Terrains sur le site économique nord de Woerth : tarif restant à fixer.

## 2.6. Les assurances.

Les frais d'assurances sont imputés sur le budget principal, hormis les assurances DO TRC rattachées aux projets faisant l'objet d'un budget annexe.

LI

RI

**Un suivi annuel des contrats d'assurance (cotisation, sinistralité) est réalisé chaque année depuis 2022 par notre prestataire (Risk part), consultable à la communauté de communes.**

Des écritures internes sont passées entre le budget principal et les budgets annexes pour répercuter une quote-part d'assurances sur ces derniers (cf. annexe 2 tableau des écritures internes).

A noter : les tensions sur le marché des assurances des collectivités territoriales entraînent de fortes hausses de cotisations, que l'établissement a pour l'heure accepté bien que non prévues contractuellement, pour ne pas risquer une résiliation dommageable, et pour suite les conseils du consultant en assurances de la communauté de communes.

## **2.7. Le tableau des contributions.**

Un tableau détaillé des contributions et cofinancements est réalisé annuellement. Ce tableau reprend les dépenses relatives notamment aux organismes ou la communauté de communes est adhérente, et ou la communauté de communes est compétente mais fait assurer le service par un autre organisme. Ce tableau est annexé au budget annuel.

Cf. annexe 1 tableau des contributions – communiqué avec le rapport de présentation. Point détaillé des prévisions et réalisations en séance.

## **2.8. Le patrimoine immobilier (achats-ventes de terrains et bâtiments).**

**Portage d'acquisitions par l'EPF d'Alsace (Etablissement Public Foncier) :**

Cf tableau annexe 2 au budget.

**Acquisitions ou ventes depuis 2020 :**

| <b>2020</b>          |                                                                                         |                                    |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| Budget principal     | frais acquisition parcelle Schwartz maîtrise foncière Carreau Clémenceau Preuschdorf    | 144,00 €                           |
|                      | Acquisition parcelle Schwartz maîtrise foncière Carreau Clémenceau Preuschdorf          | 130 000,00 €                       |
| ZAC sud Woerth       | Vente de terrain SCI Linkia ZA Woerth Sud                                               | 92 482,50 € HT - 110 979,00 € TTC  |
| ZAC Sormatt Lembach  | Frais de notaires suite vente commune Lembach et comcom Durrenbach                      | 1145,19 € HT - 1 367,23 € TTC      |
| <b>2021</b>          |                                                                                         |                                    |
| Budget principal     | Vente du terrain Stoetzel Preuschdorf solde                                             | 22,10 €                            |
|                      | Cession terrain SEM les Cybéliades à la commune de Merckwiller Pechelbronn              | 8 002,00 €                         |
| ZAC Eschbach         | Vente de terrain à la SARL ALM MECA/SCI de l'Avenir (via notaires SOGEFIMUR)            | 82 200,50 € HT / 97 499,94 € TTC   |
|                      | Vente de terrain à la SARL ALM MECA/SCI de l'Avenir (via notaires Alsabail)             | 82 200,50 € HT / 97 499,94 € TTC   |
| ZAC Sud Woerth       | Vente de terrain à la SCI AIEPA (ABRANTES Jean-Paul via notaires)                       | 38 665 € HT / 45 183,22 € TTC      |
|                      | Vente de terrain à la Sté civile patrimoniale JRT Bricka (via notaires)                 | 128 617,50 € HT / 150 300,07 € TTC |
| ilot Woerth          | Cession du local frigorifique à Woerth section 3 parcelle 91                            | 10 000 € HT / 10 000 € TTC         |
| <b>2022</b>          |                                                                                         |                                    |
| ZAC Sud Woerth       | Vente de terrain MSJLJ STOLZ (via Notaire)                                              | 77691€ HT - 90 914,54 € TTC        |
| Batiment d'Activités | Vente de l'hôtel d'entreprises SCI Acc Immo                                             | 630 000 €                          |
| <b>2023</b>          |                                                                                         |                                    |
| Budget principal     | Vente camion (9 500 €) + 2 bennes (2 400 €)                                             | 11 900 €                           |
| Budget principal     | Délibération n°066.2023 - Vente tondeuse Nilsfif City Ranger avec brosses de désherbage | 20 400 € TTC                       |

*LD*

*RI*

|                                      |                                                                                                                                                                     |                                             |
|--------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|
| Budget annexe ZA thermale            | Acquisition de terrain pour la ZAC Thermale de Morsbronn (via EPF d'Alsace)                                                                                         | 233 003,47 € HT – 235 596,50 € TTC          |
| ZAC Willenbach                       | Vente de terrain à la société ISRI France (via notaires Ringeisen et Hilt)                                                                                          | 20 756.83 €                                 |
| <b>2024</b>                          |                                                                                                                                                                     |                                             |
| Budget principal                     | Acquisition du domaine du Liebfrauenberg avec portage par l'EPFA                                                                                                    | Portage EPFA (850 000€)                     |
| Budget principal                     | Acquisition terrain périscolaire Preuschdorf (via Notaire)                                                                                                          | A l'euro symbolique 1 €                     |
| Budget principal                     | Acquisition camion avec remorque et grue de chargement                                                                                                              | 80 000€ TH/ 96 000 € TTC                    |
| Budget principal                     | Acquisition minibus Citroën                                                                                                                                         | 38 960 € TTC                                |
| Budget principal                     | Acquisition chapiteaux BQM                                                                                                                                          | 40 795,79 € HT /48 954,95 € TTC             |
| Budget annexe Bâtiment PB Eschbach   | Vente du bâtiment pole bois à Eschbach à la SCI les Roseaux (via Notaire)                                                                                           | 1 282 110 € HT                              |
| Budget annexe PES                    | Acquisition des terrains extension du parc économique de la Sauer à Eschbach                                                                                        | Portage EPFA ANNULE                         |
| <b>2025</b>                          |                                                                                                                                                                     |                                             |
| Budget principal                     | Acquisition des terrains d'emprise du forage Cybéliades à Morsbronn-les-Bains (Acte signé fin 2024, bien payé début 2025 via Notaire)                               | 13 165 € TTC                                |
| Budget principal                     | Acquisition de la maison contiguë à l'ancien hôtel restaurant de la gare à Morsbronn-les-Bains pour intégration dans le projet de ZA touristique (en cours d'étude) | Portage EPFA (178 200 € commission incluse) |
| Budget annexe PES                    | Vente d'un terrain de construction à la société Ledig                                                                                                               | 223 080 € HT                                |
| Budget annexe Woerth sud             | Vente d'un terrain de construction à la société Schmitt                                                                                                             | 145 775 € HT                                |
| Budget principal                     | Remorque plateau avec grue (bqmat)                                                                                                                                  | 37 598,40 €                                 |
| Budget principal                     | Véhicule dacia jogger                                                                                                                                               | 23 063,76 €                                 |
| Budget principal                     | Vélobus                                                                                                                                                             | 27 506,76 €                                 |
| Budget principal                     | Achat VAE                                                                                                                                                           | 2 948,68 €                                  |
| Budget principal                     | Sortie de bien Citroën berlingot (22 ans)                                                                                                                           | 100,00 €                                    |
| Budget principal                     | Vente 2 tondeuses autoportées                                                                                                                                       | 6 600 €                                     |
| <b>2026 PREVISIONS</b>               |                                                                                                                                                                     |                                             |
| Budget principal                     | Acquisition de terrain contiguë à l'ancien hôtel restaurant de la gare à Morsbronn-les-Bains pour intégration dans le projet de ZA touristique (en cours d'étude)   | Via EPFA – en cours (2 500 € budgétisé)     |
| Budget annexe za Morsbronn-les-Bains | Acquisition de terrains pour intégration dans le projet de ZA touristique (en cours d'étude) – propriétés Lewin + constitution de servitudes                        | 6 000 € budgétisé                           |
| Budget principal                     | Remplacement minibus                                                                                                                                                | 40 000 €                                    |
| Budget principal                     | Remplacement véhicule de service                                                                                                                                    | 40 000 €                                    |

A étudier : parcelle entre la MDSA et la chaufferie l'écorce appartenant à la commune de Morsbronn-les-Bains (possible terrain d'assise d'un hangar technique intercommunal mutualisé avec le SDEA Alsace Moselle).

## 2.9. Les emprunts et les prêts.

Les derniers emprunts ont été contractés en 2022. En effet, un nouvel emprunt a été contractualisé pour le financement de l'opération « ZA thermale à Morsbronn-les-Bains », à hauteur d'un million d'€, et l'emprunt pour le financement du bâtiment d'activités pôle bois à Eschbach a été refinancé (allongement de la durée de remboursement pour baisser les annuités).

Au total, 5 emprunts sont en cours pour un montant total emprunté restant à rembourser de 2 233 700 € au 01.01.2026 (montant arrondi, soit env. 125 € par habitant).

Le financement de l'aménagement de la Zac sud à Woerth intègre une avance de la Collectivité européenne d'Alsace sans intérêts de 547 514,49 € au total, – remboursement annuel jusqu'en 2028. Il reste à rembourser 96 075 €.

Cette avance porte l'encours de la dette à 2 329 700 € (130 €/hab).

Echéances 2026 : 295 132,80 €, dont 33 025 € d'avance remboursable.

Capital : 267 316,01 € dont 32 025 € d'avance remboursable (235 291,01 €).

Intérêts : 27 816,79 €.

LD

RS

Plusieurs opérations ont été engagées et sont actuellement en cours d'études ou de réalisation, avec en prévision à terme un financement par emprunt. Le budget principal dégage cependant un excédent et n'est impacté par aucun emprunt (budget équilibré sans appel à l'emprunt et sans emprunts en cours depuis plusieurs années). Le financement des projets imputés au budget principal est assuré sans emprunt pour 2026.

Aucun prêt (type Alsabail) n'a été accordé par la communauté de communes depuis 2014. Le montant total prêté par la communauté de communes Sauer-Pechelbronn depuis sa création en 2008 est de 600 000 €, décomposé comme suit :

- Alsabail sté Comepack Eschbach : dossier soldé en 2018.
- Alsabail sté Rothelec Eschbach : dossier soldé en janvier 2019.
- Alsabail sté ISRI Merkwiller-Pechelbronn : dossier soldé en décembre 2024.

En 2023, un nouveau dispositif d'accompagnement financier des entreprises a été délibéré, en lien avec la CeA et Alsabail. Cette décision aboutira à la signature d'une convention avec la CeA courant 2024 puis une mise en œuvre au cas par cas selon les projets économiques.

En 2024, la communauté de communes a adhéré au réseau Initiatives alsace, pour contribuer plus dynamiquement au soutien à l'artisanat et aux très petites entreprises locales. Cette adhésion a conduit l'intercommunalité à verser 8000 € d'apport avec droit de reprise à l'association.

La communauté de communes a également versé une avance remboursable sans intérêt au collectif citoyen SAS ATENA, d'un montant de 30 000 € en 2021. Cette somme a été remboursée en 2024.

Enfin, aucune ligne de trésorerie ou crédit relais n'est actuellement en cours.

Détails : cf. annexe tableau de suivi des emprunts et prêts, communiqué avec le rapport de présentation.

Les emprunts contractés sur le projet de résidence seniors à Woerth, pour 1 100 000 €, en 2016, ont été rétrocédés en 2018 à l'exploitant (emprunt sans impact sur les finances intercommunales).

Nouveaux emprunts envisagés : 1 en 2026 :

- Financement du projet de nouveau site du Fleckenstein (de l'ordre de 2,5 millions d'€).

Placement de fonds : en 2023, des fonds ont été placés sur un compte au trésor. 630 000 € ont été placés sur 6 mois (courant d'exercice 2023) et ont rapporté plus de 10 000 € d'intérêts. En parallèle, 1 000 000 € ont été placés sur une durée d'un an (2023-2024) et ont rapporté plus de 33 000 €. Les fonds sont disponibles depuis juillet 2024.

Recette globale du placement de fonds : 43 375,38 €.

## **2.10. Les autres écritures (tableau général annexe 2 au budget).**

Cf. tableau annexe 2 de synthèse et de suivi reprenant de manière synthétique les éléments suivants:

Etat 1 : écritures de prises en charge internes – affectations entre budgets – frais de poste  
Tableau reprenant les écritures d'affectation des frais de poste, comptabilisés sur le budget principal, sur certains budgets annexes.

Etat 2 : : écritures de prises en charge internes – affectations entre budgets – frais d’assurances  
Tableau reprenant les écritures d’affectation des frais d’assurances (hors DO-TRC), comptabilisés sur le budget principal, sur certains budgets annexes.

Etat 3 : écritures de prises en charge internes – affectations entre budgets – autres prises en charge.

Etat 4 : contributions ou versements du budget principal aux budgets annexes

Etat 5 : Ecritures d’ordre au sein des budgets Amortissement des immobilisations,

Amortissement des subventions, Amortissement des fonds de concours Charges réparties sur plusieurs exercices

Etat 6 : Ecritures de provisions et reprises sur provisions

Etat 7 : Suivi des cautions encaissées au 01.01.N

Etat 8 : Ecritures d’avances et de remboursement d’avances du budget principal aux budgets annexes

Etat 9 : Suivi des opérations sous mandat

Etat 10 : Ecritures de stocks et transferts de charges (tableau spécifique en fin d’exercice)

Etat 11 : flux financiers entre communes et communauté de communes / fonds de concours / subventions exceptionnelle.

Etat 12 : Attributions de compensations

Etat 13 : Portages EPFL en cours

Etat 14 : Ecritures de travaux en régie (chap. 72)

Etat 15 : Décisions de transfert chapitre 23-21 (fin d’opération N-1)

La communauté de communes bénéficie également de nombreux cofinancements, attachés aux projets et actions de développement mis en œuvre. Les principaux financeurs sont les suivants, le partenaire principal étant la Collectivité européenne d’Alsace :

- Europe,
- Etat,
- Région Grand-Est,
- Collectivité européenne d’Alsace,
- Massif des Vosges,
- CAF du Bas-Rhin,
- ADEME,
- Agence de l’eau Rhin-Meuse,
- CNRACL-FNP,
- CARSAT,
- SMICTOM,
- Fonds citoyen franco-allemand,
- ...

(Liste non exhaustive - tableau de bord détaillé tenu par le service finances).

Des organismes privés viennent compléter ces cofinancements, et en particulier dans le domaine de la sauvegarde et valorisation du patrimoine pétrolier, pour lequel la communauté de communes a engagé une démarche de recherche de mécènes.

**Mécénat : Stapem offshore et Schlumberger.**

Engagement de 30 000 € chacun, dont 10 000 € versés en 2020 par Stapem offshore.

Reste à encaisser : 50 000 €.

Un nouveau mécénat est toujours envisageable, avec la société Lithium de France (délibération nécessaire), mécénat pouvant s’élever à plusieurs milliers d’€ et assorti d’un projet de développement du patrimoine historique, scientifique et pétrolier.

Les éléments relatifs à la fiscalité et à l’appel à emprunt sont développés en fin de document,

dans la partie 4. « Les volets d'action et choix ».

### **3. L'approche financière sous l'angle « projets » : partie développée en séance par le président et les vice-présidents.**

Intervention du président :

Le projet de budget 2026 est issue des propositions remontées des commissions, centralisées par les vice-présidents sur le tableau budgétaire par pôle de compétences, que ces derniers ont déjà présenté en conseil des maires et qui le présenteront à la fin de mon intervention.

#### **Le budget 2026 :**

Avant cette présentation, quelques mots de l'analyse politique avec l'accent sur les avancées dans le soutien aux communes :

Depuis 2020 nous travaillons à la démarche de développement constructif et adapté au besoin de notre territoire... avec comme principal fil conducteur :

#### **Le soutien aux communes, se traduisant par :**

Le Pacte de gouvernance, approuvé.

La signature de la charte d'engagements mutuels avec les communes.

Je constate la satisfaction des secrétaires de mairie suite à la création du service aux communes.

A noter également la satisfaction des associations concernant le service et la gestion de la banque de matériel depuis que nous avons un responsable de ce service.

#### **Le projet de territoire, à présent approuvé :**

C'était un travail coconstruit, d'abord en conseil des maires, puis par chaque commission, et enfin validé en conseil communautaire. C'est un document de référence majeur pour les orientations et décisions du développement futur de notre territoire.

L'élaboration du projet de territoire a été menée en 6 défis, nous avons commencé à travailler sur les défis 1 et 6 :

- Défi 1 : Favoriser la cohésion et les coopérations : charte d'engagement mutuel
- Défi 6 : Forger une vision commune du territoire : prise de compétence PLU

Depuis le vote du dernier budget nous avons décidé la prise en charge de 2 dépenses importantes pour les communes. Mis à part les actions que nous faisons déjà : hébergement de logiciel, SIG, ATIP, le service SVP, l'organisation de la formation des agents communaux et intercommunaux...

LD

R I

En 2025 nous avons rajouté :

- La garde du matin à titre expérimental.
- Le financement du transport de la pause méridienne.

Ce sont des choix politiques assumés, en soutien direct aux communes.

### **Les projets structurants pour le territoire :**

Le Liebfrauenberg à Goersdorf : Le cahier des charges pour la recherche d'un investisseur a été élaboré en commission et le délai pour l'appel à projets cours jusqu'au 30 juin... l'EPF en est propriétaire du site pour le compte de la CCSP.

Ce dossier n'impacte pas directement ce budget, mis à part les frais de portage que nous payons à l'EPF.

Zone touristique intercommunal à Morsbronn-les-Bains : un appel à projet pour la recherche d'un investisseur publié, un candidat finalise actuellement son projet... Mme Dudt, vice-présidente, apportera des précisions tout à l'heure.

Le Fleckenstein : les marchés sont signés, les travaux ont commencé, c'est un projet à la hauteur de l'enjeu d'attractivité phare du tourisme en Alsace du Nord.

### **L'évolution budgétaire pour l'année 2026 :**

L'investissement net, c'est-à-dire toute subvention déduite, est plus fort que l'année dernière. C'est essentiellement dû au projet du Fleckenstein.

La fiscalité 2026 : je vous propose de maintenir les taux de 2025, sauf pour la taxe GEMAPI, pour appliquer une légère revalorisation et de fixer le montant attendu à 180 000 €.

Pour les dépenses de fonctionnement de notre structure, le tableau avec les participations / subventions est inclus dans chaque budget par pôle de compétence.

Les chiffres des fiches AEF ne sont pas encore connues pour 2025. Je ne peux donc pas vous les présenter.

Je rappelle que nous avons construit 5 péricolaires depuis 2020 sans emprunt sur le budget principal. Lorsque le dernier sera en service nous ferons un décompte du montant total de l'investissement des 5 bâtiments.

Je ne rentre pas dans le détail des chiffres des dépenses dans les différents budgets, les VP vous les présenteront.

Pour les résultats des budgets de l'exercice 2025, le DGS vous les a commentés tout à l'heure. Et



je passe la parole aux vice-présidents.

Chaque vice-président présente ensuite son pôle et les politiques publiques qui y sont rattachés, avec l'appui d'une présentation à l'écran.

Cf. présentation à l'écran et tableau budget 2026 par blocs de compétences.

### **3.1. Les prévisions d'actions et opérations pour 2026 (et réalisations 2025).**

Les projets et services portés par la communauté de communes Sauer-Pechelbronn s'intègrent dans la démarche « Destination TEPOS 2037 », fil-rouge validé en 2019.

A partir de cette démarche transversale, un projet de développement est à co-construire entre les acteurs du territoire, notamment les communes et la communauté de communes (bloc communal), pour tendre vers la vision pour notre territoire définie en 2014 :

*« Le territoire Sauer – Pechelbronn,  
Une terre d'énergies tournée  
vers les familles et la valorisation active de toutes ses ressources, qui affirme  
son attractivité comme pôle résidentiel et d'activité, partenaire de ses voisins.  
Conscient des enjeux mondiaux,  
le territoire s'engage dans la réduction de sa dépendance énergétique, à travers la  
démarche Destination TEPOS ».*

Une démarche de rédaction d'un nouveau projet de territoire est engagée depuis 2024, se plaçant dans la continuité du projet défini en 2014. Ce projet de territoire a été finalisé et adopté en conseil communautaire en 2025, puis partagé avec les communes membres.

Outre l'animation territoriale et les missions transversales, les actions portées par la communauté de communes sont structurées en six pôles avec une approche systémique :

- La cohésion sociale
- La transition écologique
- L'économie et l'aménagement
- Le tourisme, le thermalisme, la culture et le transfrontalier
- L'eau et l'habitat
- Les travaux neufs et les services aux communes et aux associations

Les principales orientations et actions – hors exploitation classique et flux récurrents – sont exposés ci-dessous, à travers des exemples emblématiques, sans pouvoir être exhaustif pour autant. Le pacte de gouvernance élaboré sur les premières années du mandat en cours vient compléter ces missions, par l'engagement d'une démarche partenariale avec les communes, la communauté de communes développant l'expertise locale et l'accompagnement-appui aux communes, les communes venant compléter les actions publiques avec une dimension de proximité.

LD

RI

## 3.2. Les actions par pôle :

Cf. rapport d'activités de l'exercice 2025.

### 3.2.1. Les approches transversales.

En 2019, la communauté de communes s'est engagée dans une **démarche « Destination TEPOS 2037 »** qui vise à atteindre l'équilibre entre les besoins énergétiques du territoire et la production d'énergie à partir de nos ressources à l'horizon 2037. Elle répond ainsi à l'urgence climatique, renforce la résilience du territoire, de ses habitants et de ses entreprises face aux répercussions de ces changements, et de la hausse d'énergie, mais souligne notamment le fort potentiel de développement de toutes les actions d'économie d'énergie (rénovations des bâtiments...) et de production d'énergie propre.

TEPOS 2037 représente aujourd'hui le **fil-rouge de l'action de la communauté de communes qui assure la cohérence** de tous nos projets et opérations.

La communauté de communes ne pourra pas atteindre cet objectif TEPOS 2037 toute seule ; il s'agit d'un mouvement de l'ensemble du territoire qu'il s'agit de provoquer : Entreprises, habitants, associations, écoles, .... Un rôle particulier de multiplicateur revient aux communes.

Le projet de territoire 2025-2037 élaboré en 2025 vient préciser les défis à relever, au nombre de six, et décliner ces derniers en enjeux et actions.

Ce document a plusieurs visés :

- Il se veut tout d'abord pédagogique permettant, à travers des cartes et des chiffres clés, de comprendre les dynamiques en cours sur le territoire et d'identifier les enjeux auxquels nous sommes et serons confrontés ;
- Il est également stratégique en identifiant 6 défis que nous avons collectivement à relever ;
- Il constitue notre feuille de route pour les années à venir et traduit une ambition partagée : améliorer le quotidien des habitants tout en construisant un avenir durable, solidaire et attractif pour notre territoire rural.

Pour le mettre en œuvre, il est important que chacun puisse se l'approprier et qu'il y ait une traduction opérationnelle, avec la mise en œuvre d'actions concrètes sur le terrain.

A ce titre, la communauté de communes a invité les communes membres à s'y intégrer et y inscrire ses actions communales pour que tous contribuent collectivement au dynamisme de notre territoire.

La **coopération avec les voisins et partenaires** joue un rôle central dans les politiques publiques déployées : que ce soit le travail transfrontalier avec la collectivité jumelée, la Verbandsgemeinde Dahner Felsenland, ou au sein du GECT PAMINA. Les collaborations thématiques avec les intercommunalités voisines, à travers le Parc naturel régional des Vosges du Nord et le PETR d'Alsace du Nord viennent s'y greffer.

Dans cette perspective, l'année 2021 a permis d'aboutir à une contractualisation avec nos partenaires institutionnels, le Pacte Territorial de Relance et de Transition Ecologique (PTRTE). Signé avec l'Etat, la Région, la CeA à l'échelle du PETR, le PTRTE comprend les projets et actions structurants des communes et des communautés de communes. Pour le territoire Sauer-Pechelbronn, 98 actions sont inscrites, dont 20 portées par la communauté de communes, les autres par les communes. L'année 2022 verra la réalisation de ces actions. En 2023, une nouvelle contractualisation avec la CeA est annoncée. Le PTRTE a fait l'objet fin 2023 – début 2024 d'une mise à jour et reste aujourd'hui un document de travail important.



Dans la coopération, le point névralgique réside dans la **coopération entre la communauté de communes et ses 24 communes** : Une concertation pour un « pack de gouvernance », avec l'appui d'un consultant, a posé les bases d'une collaboration au quotidien, pour le bien de notre territoire et de ses habitants. Ce pacte de gouvernance a fait l'objet d'une délibération début 2023.

Pour compléter son expertise, la communauté de communes a également décidé d'adhérer au CEREMA en 2022. Une démarche identique a été étudiée avec la SEBL, mais les conditions de prise de part au capital et les retours attendus n'ont pas été jugés opportuns.

Si l'année 2024 a vu la coopération au sein du bloc communal se développer, avec la mise en place d'un service support aux communes, tant sur le volet administratif que technique via la banque de matériels, l'année 2025 a vu cette coopération se concrétiser.

## **I. Le service aux communes**

1. La création de la banque de matériel
2. Réunion du personnel administratif communal et intercommunal depuis 2009
3. Marchés mutualisés :
  - a. Progiciel Berger Levrault depuis 2017 renouvelé en 2022 jusqu'au 31.03.2027 : Prise en charge intégral du coût de l'hébergement par la communauté de communes Sauer-Pechelbronn à hauteur de 8 553.60€ TTC par an soit 42 768€ TTC pour la durée du dernier contrat en cours.  
Regroupe 24 communes, 1 Régie, 2 SIVU, 2 Associations Foncières et la CCSP
  - b. Assurance jusqu'au 31.12.2026. 6 lots  
Regroupe 19 communes, 1 SIVU et la CCSP
  - c. Groupement de commandes en vue de la passation de marchés publics de rénovation de l'éclairage public : octobre 2021 : 9 communes

## **II. La mise en route du service aux communes**

Depuis 1<sup>er</sup> février 2024 lancement du service aux communes :

- Création d'un poste spécifique et intégration dans le service de Mme Lucille SCHALL
- Rédaction de la charte d'engagements mutuels entre la CCSP et les communes adoptée en conseil communautaire le 24/06/2024 puis par délibérations concordantes de 23 communes et signée en conseil des maires le 27 janvier 2025.
- Le rôle et fonctionnement de ce service est précisé dans une charte de service aux communes.

### **A. Le service juridique SVP**

Souscription abonnement SVP pour les communes depuis octobre 2023.  
Coût de fonctionnement intégralement pris en charge par la CCSP.  
Récapitulatif des sollicitations SVP par communes disponible sur demande.

### **B. La banque de matériel :**

Un agent dédié à la BQM :

Animation du nouveau site internet.  
Organisation d'une réunion à destination des associations du territoire.  
Aide au montage de chapiteaux.

Mise en ligne d'un nouveau site internet permettant aux communes et aux associations de mettre leurs matériels à disposition.

### **3.2.2. La cohésion sociale.**

Dépenses payées sur le budget principal.

La politique de cohésion sociale accompagne les familles du territoire à tous les moments de la vie : de la petite enfance aux seniors. Pour ce faire, elle s'appuie d'une part sur la construction d'infrastructures dédiées et d'autre part sur la mise en place d'animations et de politique d'accompagnement des habitants dans leur quotidien.

Pour la politique enfance, après la mise en exploitation des sites périscolaires intercommunaux de Lembach, Durrenbach et Hegeney, les travaux du site intercommunal de Woerth se sont terminés et les travaux de réalisation d'un site intercommunal sur Preuschedorf se finiront en 2026.

Les politiques publiques en matière de cohésion sociale intègrent :

Le schéma Enfance-périscolaire et le transport associé d'enfants.

L'Animation Enfance-Jeunesse et Services petite enfance.

La politique « sport ».

La politique « seniors ».

L'Espace France Service.

### **3.2.3. La transition écologique (Dépenses payées sur le budget principal).**

Les politiques publiques en matière de transition écologique intègrent :

La biodiversité : Trame verte,

Les mobilités,

L'énergie (rénovation énergétique, développement de la production d'énergie renouvelable, Conseil en énergie, production de chaleur avec la chaufferie « l'écorce et son réseau de chaleur, valorisation des forages, gestion des déchets ménagers.

### **3.2.4. L'économie et l'aménagement**

Les politiques publiques en matière d'économie et d'aménagement intègrent :

La création de zones d'activités (Dépenses payées sur budget annexe dédié), ventes de terrains et gestion des zones.

La création, mise à disposition et gestion de bâtiments d'activités (Dépenses payées sur budget annexe dédié).

La création et gestion d'équipements structurants (Dépenses payées sur budget annexe dédié) : Îlot central à Woerth (résidence seniors « le Dom'Aîne » (80 grand rue étages et 1 grand rue) et espace tertiaire, 84 Grand'rue).

L'accompagnement des entreprises (Dépenses payées sur le budget principal),

L'animation du territoire par diverses actions tels l'adhésion au réseau initiatives Alsace,

Les questions d'urbanisme,

### **3.2.5. Tourisme, thermalisme transfrontalier (Dépenses payées sur le budget principal)**

Les politiques publiques en matière de tourisme intègrent :

Les relations avec l'office de Tourisme Intercommunautaire « L'Alsace Verte » (OTIAV),

Le Fleckenstein - Dépenses payées sur le budget annexe « CADT »,

La gestion et valorisation de la collection du musée du pétrole et des énergies,

Le domaine du château du Liebfrauenberg,

Le thermalisme (Dépenses payées sur le budget annexe dédié) : Zone touristique et thermale à Morsbronn-les-Bains,

Les questions transfrontalières et le jumelage avec la Verbandsgemeinde Dahner Felsenland,

### **3.2.6. L'eau et l'habitat (Dépenses payées sur le budget principal)**

Les politiques publiques en matière de l'eau et l'habitat intègrent :

La politique territoriale de l'eau, via un engagement partenarial avec le SDEA,

La politique de l'habitat,

## **4. L'équilibre budgétaire : les volets d'action et choix :développé en séance par le président.**

### **4.1. Les perspectives statutaires et de mutualisation.**

#### **4.2.1. Les statuts.**

Dernières évolutions statutaires :

2021 : compétence mobilité – loi LOM et refus du transfert automatique de la compétence PLU à l'échelle intercommunale.

2023 (délibération n°003.2023) : transfrontalier-bilinguisme + mises à jour juridiques + rajout art. 3 sur les groupements de commande : arrêté préfectoral du 23.01.2024.

En cours : transfert de la compétence PLU.

Prochaines évolutions statutaires :

La possible mise en place d'un CIAS a été identifiée et est à étudier.

#### **4.2.2. La bonification de DGF et les blocs de compétences.**

La communauté de communes a perçu la DGF bonifiée suite à l'évolution statutaire datant de 2018 et relative à la compétence eau (arrêté préfectoral constatant l'éligibilité à la dotation globale de fonctionnement (DGF) bonifiée de la communauté de communes Sauer-Pechelbronn, en date du 31.12.2017). L'article L.5214-23-1 du CGCT a cependant été abrogé par l'article 250 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019. La bonification de la DGF n'existe plus suite à cette



abrogation.

#### **4.2.3. La rationalisation des dépenses.**

Les efforts de rationalisation des dépenses de fonctionnement se poursuivent de manière récurrente avec notamment les actions suivantes :

- Optimisation des ressources humaines, développement de la politique d'accueil d'emplois aidés, d'apprentis et de stagiaires, de jeunes en service national universel, postes d'emploi d'été.
- Suivi des abonnements divers, optimisation des contrats,
- Poursuite d'actions mutualisées dont groupements de commandes dans le cadre d'un service marchés publics unifié,
- Poursuite des efforts de dématérialisation de procédures,

#### **L'équilibre budgétaire (fiches AEFf depuis 2017).**

Tableau identique à l'année précédente : derniers chiffres non encore disponibles.



| Situation Financière CCSP Fiches AEF                                | 2017          |                      |        |        | 2018          |                      |        |        | 2019          |                      |        |        | 2020          |                      |        |        |
|---------------------------------------------------------------------|---------------|----------------------|--------|--------|---------------|----------------------|--------|--------|---------------|----------------------|--------|--------|---------------|----------------------|--------|--------|
|                                                                     | Montants en € | Montant en € par hab |        |        | Montants en € | Montant en € par hab |        |        | Montants en € | Montant en € par hab |        |        | Montants en € | Montant en € par hab |        |        |
|                                                                     |               | CCSP                 | Région | France |               | CCSP                 | Région | France |               | CCSP                 | Région | France |               | CCSP                 | Région | France |
| <b>FONCTIONNEMENT</b>                                               |               |                      |        |        |               |                      |        |        |               |                      |        |        |               |                      |        |        |
| Total des produits de fonctionnement = A                            | 4 556 459     | 252                  | 316    | 336    | 4 412 787     | 246                  | 331    | 354    | 5 184 696     | 289                  | 352    | 374    | 4 604 998     | 257                  | 352    | 382    |
| Produits de fonctionnement réels                                    | 4 487 597     | 249                  | 311    | 330    | 4 339 434     | 242                  | 325    | 346    | 5 078 160     | 283                  | 338    | 365    | 4 413 276     | 247                  | 341    | 374    |
| Dont : Impôts locaux                                                | 2 598 458     | 144                  | 274    | 262    | 2 735 877     | 152                  | 287    | 270    | 2 956 724     | 165                  | 293    | 279    | 3 049 084     | 170                  | 301    | 286    |
| Reversements de fiscalité des GFP                                   | -688 470      | -38                  | -135   | -119   | -688 470      | -38                  | -130   | -115   | -688 470      | -38                  | -125   | -111   | -688 470      | -38                  | -129   | -110   |
| Autres impôts et taxes                                              | 285 647       | 16                   | 3      | -2     | 334 082       | 19                   | 4      | 0      | 330 812       | 18                   | 1      | 1      | 235 407       | 13                   | 0      | 0      |
| Taxe d'enlèvement des ordures ménagères                             | 0             | 0                    | 23     | 55     | 0             | 0                    | 23     | 55     | 0             | 0                    | 22     | 56     | 0             | 0                    | 0      | 0      |
| Dotation globale de fonctionnement                                  | 1 134 671     | 63                   | 54     | 51     | 1 078 721     | 60                   | 51     | 48     | 1 062 775     | 59                   | 50     | 49     | 1 053 513     | 59                   | 50     | 49     |
| Autres dotations et participations                                  | 492 502       | 27                   | 42     | 42     | 288 462       | 16                   | 42     | 43     | 446 102       | 25                   | 45     | 46     | 411 986       | 23                   | 47     | 49     |
| dont : FCTVA                                                        |               |                      |        |        | 0             | 0                    | 0      | 1      | 544           | 0                    | 0      | 1      | 1 359         | 0                    | 0      | 1      |
| Produits des services et du domaine                                 | 349 230       | 19                   | 40     | 32     | 236 979       | 13                   | 40     | 34     | 191 249       | 11                   | 41     | 36     | 132 905       | 7                    | 36     | 32     |
| Dont : Redevance d'enlèvement des ordures ménagères                 | 0             | 0                    | 4      | 2      | 0             | 0                    | 3      | 3      | 0             | 0                    | 3      | 3      | 0             | 0                    | 0      | 0      |
| Total des charges de fonctionnement = B                             | 3 219 965     | 178                  | 282    | 301    | 3 480 315     | 194                  | 297    | 319    | 4 083 632     | 228                  | 313    | 333    | 3 541 958     | 198                  | 317    | 340    |
| Charges de fonctionnement réelles CAF                               | 2 772 243     | 154                  | 250    | 277    | 3 004 179     | 167                  | 272    | 292    | 3 616 199     | 202                  | 278    | 304    | 3 125 138     | 175                  | 285    | 309    |
| Dont : Charges de personnel (montant net)                           | 1 109 839     | 61                   | 104    | 108    | 1 178 540     | 66                   | 110    | 114    | 1 062 128     | 59                   | 117    | 121    | 1 163 961     | 65                   | 121    | 125    |
| Achat et charges externes (montants nets)                           | 791 852       | 44                   | 76     | 77     | 776 770       | 43                   | 79     | 81     | 925 529       | 52                   | 79     | 84     | 855 266       | 48                   | 78     | 81     |
| Charges financières                                                 | 0             | 0                    | 5      | 5      | 0             | 0                    | 5      | 5      | 0             | 0                    | 5      | 5      | 0             | 0                    | 5      | 5      |
| Subventions versées                                                 | 426 280       | 24                   | 27     | 28     | 418 154       | 23                   | 29     | 31     | 565 397       | 32                   | 27     | 32     | 558 656       | 31                   | 28     | 32     |
| Contingents                                                         | 180 414       | 10                   | 24     | 39     | 179 587       | 10                   | 29     | 42     | 455 272       | 25                   | 29     | 45     | 325 373       | 18                   | 30     | 47     |
| Résultat comptable = A - B = R                                      | 1 336 494     | 74                   | 35     | 35     | 932 472       | 52                   | 34     | 35     | 1 101 064     | 61                   | 39     | 41     | 1 063 041     | 59                   | 35     | 43     |
| Capacité d'autofinancement brute = CAF                              | 1 715 354     | 95                   | 53     | 54     | 1 335 255     | 74                   | 53     | 54     | 1 461 961     | 82                   | 59     | 61     | 1 288 138     | 72                   | 56     | 65     |
| <b>INVESTISSEMENT</b>                                               |               |                      |        |        |               |                      |        |        |               |                      |        |        |               |                      |        |        |
| Total des ressources d'investissement budgétaires = C               | 4 222 258     | 234                  | 124    | 114    | 3 330 100     | 186                  | 142    | 124    | 1 641 834     | 92                   | 173    | 132    | 4 762 336     | 266                  | 142    | 133    |
| Dont : Excédents de fonctionnement capitalisés                      | 200 000       | 11                   | 34     | 32     | 1 048 895     | 58                   | 36     | 34     | 100 065       | 6                    | 34     | 35     | 2 117 851     | 118                  | 37     | 39     |
| Dettes bancaires et assimilées (hors ICNE) (1)                      | 0             | 0                    | 30     | 21     | 0             | 0                    | 33     | 22     | 0             | 0                    | 47     | 23     | 0             | 0                    | 18     | 19     |
| Autres dettes à moyen long terme                                    | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 1      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 2      | 1      |
| Subventions reçues                                                  | 311 049       | 17                   | 19     | 19     | 188 851       | 11                   | 23     | 21     | 446 627       | 25                   | 31     | 24     | 595 806       | 33                   | 25     | 25     |
| FCTVA                                                               | 340 664       | 19                   | 9      | 9      | 96 812        | 5                    | 10     | 10     | 119 138       | 7                    | 13     | 11     | 222 101       | 12                   | 15     | 11     |
| Autres fonds globalisés d'investissement                            | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      |
| Amortissements                                                      | 447 723       | 25                   | 21     | 21     | 474 636       | 26                   | 21     | 22     | 445 553       | 25                   | 22     | 23     | 416 820       | 23                   | 25     | 16     |
| Provisions                                                          | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      |
| Total des emplois d'investissement budgétaires = D                  | 5 111 059     | 283                  | 121    | 117    | 2 319 411     | 129                  | 141    | 127    | 3 690 562     | 206                  | 185    | 140    | 3 988 565     | 223                  | 149    | 130    |
| Dont : Dépenses d'équipement                                        | 4 230 801     | 234                  | 92     | 86     | 1 021 152     | 57                   | 112    | 93     | 1 794 413     | 100                  | 147    | 107    | 2 799 350     | 156                  | 112    | 97     |
| Remboursement de dettes bancaires et assimilées (1)                 | 0             | 0                    | 18     | 18     | 0             | 0                    | 17     | 19     | 0             | 0                    | 23     | 19     | 0             | 0                    | 20     | 19     |
| Remboursements des autres dettes à moyen long terme                 | 0             | 0                    | 2      | 1      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 1      | 1      | 0             | 0                    | 1      | 0      |
| Reprise sur amortissements et provisions                            | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      |
| Charges à répartir                                                  | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 1      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 1      |
| Immobilisations affectées, concédées                                | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      |
| Besoin de financement résiduel = D - C                              | 888 800       | 49                   | -3     | 4      | -1 010 689    | -56                  | 0      | 3      | 2 048 728     | 114                  | 12     | 8      | -773 771      | -43                  | 7      | -3     |
| + Solde des opérations pour compte de tiers                         | 0             | 0                    | 1      | 1      | 61 858        | 3                    | -2     | 0      | -30 941       | -2                   | 0      | 0      | 13479         | 1                    | 0      | 0      |
| Besoin de financement de la section d'investissement                | 888 800       | 49                   | -2     | 4      | -948 831      | -53                  | -2     | 3      | 2 017 787     | 113                  | 12     | 8      | -760 292      | -43                  | 8      | -3     |
| Résultat d'ensemble                                                 | 447 694       | 25                   | 37     | 31     | 1 881 303     | 105                  | 36     | 32     | -916 723      | -51                  | 26     | 33     | 1 823 333     | 102                  | 27     | 45     |
| <b>DETTE</b>                                                        |               |                      |        |        |               |                      |        |        |               |                      |        |        |               |                      |        |        |
| Encours total de la dette au 31 décembre                            | 86 865        | 5                    | 188    | 179    | 86 865        | 5                    | 208    | 191    | 86 865        | 5                    | 233    | 195    | 86 865        | 5                    | 240    | 198    |
| dont encours des dettes bancaires et assimilées                     | 0             | 0                    | 185    | 176    | 0             | 0                    | 205    | 187    | 0             | 0                    | 231    | 192    | 0             | 0                    | 236    | 194    |
| Encours des dettes bancaires et assimilées du solde du compte 441.2 | 0             | 0                    | 185    | 176    | 0             | 0                    | 205    | 187    | 0             | 0                    | 231    | 191    | 0             | 0                    | 236    | 194    |
| Annuités des dettes bancaires et assimilées (1)                     | 0             | 0                    | 23     | 23     | 0             | 0                    | 22     | 24     | 0             | 0                    | 28     | 24     | 0             | 0                    | 25     | 23     |
| Avances du Trésor (solde au 31/12)                                  | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      |
| FONDS DE ROULEMENT en fin d'exercice                                | 1 869 614     | 104                  | 171    | 142    | 2 763 880     | 154                  | 197    | 140    | 1 532 359     | 85                   | 148    | 134    | 1 237 840     | 69                   | 143    | 142    |
| <b>COMPOSANTES DE L'AUTOFINANCEMENT</b>                             |               |                      |        |        |               |                      |        |        |               |                      |        |        |               |                      |        |        |
| Excédent Brut de Fonctionnement = EBF                               | 1 567 527     | 87                   | 65     | 64     | 1 390 712     | 77                   | 62     | 63     | 1 198 382     | 67                   | 68     | 69     | 1 193 015     | 67                   | 64     | 73     |
| Résultat comptable                                                  |               |                      |        |        |               |                      |        |        |               |                      |        |        |               |                      |        |        |
| Produits de fonctionnement réels CAF                                | 4 487 597     | 249                  | 311    | 330    | 4 339 434     | 242                  | 325    | 346    | 5 078 160     | 283                  | 338    | 365    | 4 413 276     | 247                  | 341    | 374    |
| Charges de fonctionnement réelles CAF                               | 2 772 243     | 154                  | 258    | 277    | 3 004 179     | 167                  | 272    | 292    | 3 616 199     | 202                  | 278    | 304    | 3 125 138     | 175                  | 285    | 309    |
| Capacité d'autofinancement brute = CAF                              | 1 715 354     | 95                   | 53     | 54     | 1 335 255     | 74                   | 53     | 54     | 1 461 961     | 82                   | 59     | 61     | 1 288 138     | 72                   | 56     | 65     |
| Produits de cessions d'immobilisations                              | 0             | 0                    | 2      | 2      | 1 500         | 0                    | 2      | 3      | 300           | 0                    | 8      | 3      | 0             | 0                    | 2      | 2      |
| CAF nette de rembourse de dettes bancaires et assimilées (1)        | 1 715 354     | 95                   | 35     | 36     | 1 335 255     | 74                   | 36     | 35     | 1 461 961     | 82                   | 36     | 42     | 1 288 138     | 72                   | 37     | 47     |
| CAF nette de rembourse réels de dettes bancaires et assimilées (2)  | 1 715 354     | 95                   | 36     | 36     | 1 335 255     | 74                   | 36     | 35     | 1 461 961     | 82                   | 36     | 42     | 1 288 138     | 72                   | 37     | 47     |

| Situation Financière CCSP Fiches AEF                                | 2021          |                      |        |        | 2022          |                      |        |        | 2023          |                      |        |        |
|---------------------------------------------------------------------|---------------|----------------------|--------|--------|---------------|----------------------|--------|--------|---------------|----------------------|--------|--------|
|                                                                     | Montants en € | Montant en € par hab |        |        | Montants en € | Montant en € par hab |        |        | Montants en € | Montant en € par hab |        |        |
|                                                                     |               | CCSP                 | Région | France |               | CCSP                 | Région | France |               | CCSP                 | Région | France |
| <b> FONCTIONNEMENT</b>                                              |               |                      |        |        |               |                      |        |        |               |                      |        |        |
| <b>Total des produits de fonctionnement = A</b>                     | 4 644 836     | 259                  | 372    | 399    | 5 225 778     | 292                  | 410    | 432    | 5 295 934     | 296                  | 438    | 464    |
| Produits de fonctionnement réels                                    | 4 662 914     | 249                  | 361    | 390    | 4 993 098     | 279                  | 389    | 421    | 4 886 000     | 273                  | 425    | 455    |
| Dont : Impôts locaux                                                | 764 264       | 43                   | 181    | 175    | 769 136       | 43                   | 185    | 182    | 455 944       | 25                   | 158    | 157    |
| Reversements de fiscalité des GFP                                   | -688 470      | -38                  | -128   | -111   | -698 456      | -39                  | -127   | -109   | -698 456      | -39                  | -128   | -109   |
| Autres impôts et taxes                                              | 2 400 208     | 134                  | 96     | 98     | 2 678 048     | 149                  | 113    | 109    | 3 148 612     | 176                  | 161    | 157    |
| Taxe d'enlèvement des ordures ménagères                             | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 28     | 64     |
| Dotation globale de fonctionnement                                  | 1 049 985     | 59                   | 50     | 49     | 1 007 004     | 56                   | 50     | 49     | 976 043       | 54                   | 5049   |        |
| Autres dotations et participations                                  | 602 179       | 34                   | 85     | 71     | 620 701       | 35                   | 86     | 75     | 527 281       | 29                   | 89     | 80     |
| dont : FCTVA                                                        | 661           | 0                    | 1      | 1      | 6 850         | 0                    | 1      | 1      | 2 224         | 0                    | 1      | 1      |
| Produits des services et du domaine                                 | 165 184       | 9                    | 41     | 36     | 256 939       | 14                   | 47     | 41     | 257 147       | 14                   | 49     | 45     |
| Dont : Redevance d'enlèvement des ordures ménagères                 | 0             | 0                    | 3      | 3      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 3      | 3      |
| <b>Total des charges de fonctionnement = B</b>                      | 4 350 263     | 243                  | 336    | 359    | 4 219 988     | 236                  | 366    | 386    | 5 022 652     | 280                  | 392    | 411    |
| <b>Charges de fonctionnement réelles CAF</b>                        | 3 869 595     | 216                  | 302    | 327    | 3 669 580     | 205                  | 320    | 350    | 3 718 760     | 208                  | 348    | 374    |
| Dont : Charges de personnel (montant net)                           | 1 203 688     | 67                   | 127    | 133    | 1 287 398     | 72                   | 138    | 145    | 1 281 782     | 72                   | 145    | 156    |
| Achat et charges externes (montants nets)                           | 950 942       | 53                   | 83     | 86     | 1 127 387     | 63                   | 94     | 94     | 1 168 803     | 65                   | 107    | 101    |
| Charges financières                                                 | 0             | 0                    | 5      | 4      | 0             | 0                    | 4      | 4      | 0             | 0                    | 5      | 5      |
| Subventions versées                                                 | 565 775       | 32                   | 29     | 33     | 599 449       | 33                   | 30     | 35     | 602 468       | 34                   | 31     | 39     |
| Contingents                                                         | 430 724       | 24                   | 32     | 49     | 384 182       | 21                   | 33     | 52     | 353 862       | 20                   | 37     | 53     |
| <b>Résultat comptable = A - B = R</b>                               | 294 573       | 16                   | 36     | 40     | 1 005 789     | 56                   | 44     | 46     | 273 282       | 15                   | 47     | 53     |
| <b>Capacité d'autofinancement brute = CAF</b>                       | 593 319       | 33                   | 58     | 64     | 1 323 518     | 74                   | 69     | 71     | 1 167 240     | 65                   | 76     | 81     |
| <b> INVESTISSEMENT</b>                                              |               |                      |        |        |               |                      |        |        |               |                      |        |        |
| <b>Total des ressources d'investissement budgétaires=C</b>          | 4 601 357     | 257                  | 147    | 140    | 3 339 561     | 186                  | 156    | 144    | 2 773 493     | 155                  | 144    | 136    |
| Dont : Excédents de fonctionnement capitalisés                      | 1 357 559     | 76                   | 27     | 33     | 0             | 0                    | 31     | 34     | 254 441       | 14                   | 23     | 33     |
| Dettes bancaires et assimilées(hors ICNE) (1)                       | 0             | 0                    | 30     | 25     | 0             | 0                    | 27     | 25     | 0             | 0                    | 0      | 0      |
| Autres dettes à moyen long terme                                    | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      |
| Subventions reçues                                                  | 387 737       | 22                   | 31     | 26     | 2 088 582     | 117                  | 32     | 27     | 986 746       | 55                   | 34     | 29     |
| FCTVA                                                               | 276 979       | 15                   | 12     | 13     | 76 967        | 4                    | 10     | 12     | 40 261        | 2                    | 13     | 12     |
| Autres fonds globalisés d'investissement                            | 0             | 0                    | 1      | 0      | 0             | 0                    | 1      | 1      | 0             | 0                    | 1      | 1      |
| Amortissements                                                      | 472 666       | 26                   | 29     | 27     | 540 908       | 30                   | 31     | 29     | 1 187 448     | 66                   | 35     | 32     |
| Provisions                                                          | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      |
| <b>Total des emplois d'investissement budgétaires = D</b>           | 2 021 193     | 113                  | 152    | 138    | 4 849 144     | 271                  | 138    | 137    | 4 479 279     | 250                  | 164    | 147    |
| Dont : Dépenses d'équipement                                        | 1 303 030     | 73                   | 109    | 103    | 2 765 361     | 154                  | 101    | 103    | 3 099 320     | 173                  | 121    | 110    |
| Remboursement de dettes bancaires et assimilées (1)                 | 0             | 0                    | 26     | 20     | 0             | 0                    | 21     | 19     | 0             | 0                    | 24     | 21     |
| Remboursements des autres dettes à moyen long terme                 | 0             | 0                    | 1      | 0      | 0             | 0                    | 1      | 1      | 0             | 0                    | 1      | 1      |
| Reprise sur amortissements et provisions                            | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      |
| Charges à répartir                                                  | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      |
| Immobilisations affectées, concédées                                | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      |
| <b>Besoin de financement résiduel = D - C</b>                       | -2 580 163    | -144                 | 5      | -2     | 1 509 582     | 84                   | -17    | -7     | 1 705 786     | 95                   | 19     | 10     |
| + Solde des opérations pour compte de tiers                         | -26053        | -1                   | 0      | 0      | -6485         | 0                    | 0      | 0      | -82471        | -5                   | 1      | 0      |
| <b>Besoin de financement de la section d'investissement</b>         | -2 606 216    | -145                 | 5      | -2     | 1 503 097     | 84                   | -17    | -6     | 1 623 315     | 91                   | 20     | 10     |
| <b>Résultat d'ensemble</b>                                          | 2 900 789     | 162                  | 32     | 42     | -497 308      | -28                  | 61     | 52     | -1 350 033    | -75                  | 26     | 43     |
| <b> DETTE</b>                                                       |               |                      |        |        |               |                      |        |        |               |                      |        |        |
| Encours total de la dette au 31 décembre                            | 86 865        | 5                    | 245    | 204    | 86 865        | 5                    | 250    | 208    | 86 865        | 5                    | 242    | 204    |
| dont encours des dettes bancaires et assimilées                     | 0             | 0                    | 241    | 200    | 0             | 0                    | 246    | 205    | 0             | 0                    | 239    | 200    |
| Encours des dettes bancaires et assimilées du solde du compte 441.2 | 0             | 0                    | 241    | 200    | 0             | 0                    | 246    | 204    | 0             | 0                    | 239    | 200    |
| Annuités des dettes bancaires et assimilées (1)                     | 0             | 0                    | 30     | 24     | 0             | 0                    | 25     | 23     | 0             | 0                    | 29     | 25     |
| Avances du Trésor (solde au 31/12)                                  | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      | 0             | 0                    | 0      | 0      |
| <b>FONDS DE ROULEMENT en fin d'exercice</b>                         | 2 781 070     | 155                  | 147    | 152    | 2 283 762     | 127                  | 177    | 171    | 736 954       | 41                   | 182    | 181    |
| <b> COMPOSANTES DE L'AUTOFINANCEMENT</b>                            |               |                      |        |        |               |                      |        |        |               |                      |        |        |
| Excédent Brut de Fonctionnement = EBF                               | 660 703       | 37                   | 69     | 72     | 1 086 512     | 61                   | 76     | 77     | 1 104 887     | 62                   | 80     | 87     |
| Résultat comptable                                                  | 294 573       | 16                   | 36     | 40     | 1 005 789     | 56                   | 44     | 46     | 273 282       | 15                   | 47     | 53     |
| Produits de fonctionnement réels CAF                                | 4 462 914     | 249                  | 361    | 390    | 4 993 098     | 279                  | 389    | 421    | 4 886 000     | 273                  | 425    | 455    |
| Charges de fonctionnement réelles CAF                               | 3 869 595     | 216                  | 302    | 327    | 3 669 580     | 205                  | 320    | 350    | 3 718 760     | 208                  | 348    | 374    |
| Capacité d'autofinancement brute = CAF                              | 593 319       | 33                   | 58     | 64     | 1 323 518     | 74                   | 69     | 71     | 1 167 240     | 65                   | 76     | 81     |
| Produits de cessions d'immobilisations                              | 8 002         | 0                    | 2      | 3      | 9 500         | 1                    | 13     | 4      | 32 300        | 2                    | 6      | 3      |
| CAF nette de rembour de dettes bancaires et assimilées(1)           | 593 919       | 33                   | 32     | 44     | 1 323 518     | 74                   | 48     | 51     | 1 167 240     | 65                   | 52     | 60     |
| CAF nette de rembour réels de dettes bancaires et assimilées(2)     | 593 919       | 33                   | 33     | 44     | 1 323 518     | 74                   | 48     | 51     | 1 167 240     | 65                   | 52     | 60     |

#### **4.1.1. Analyse des résultats et CAF.**

La capacité d'autofinancement brute moyenne de l'établissement, sur les 7 dernières années, est de l'ordre de 1 269 000 €. Cette CAF tend à baisser de manière importante, au regard des nombreux investissements en cours, mais reste confortable. La tendance à la baisse va se poursuivre sur les 2-3 années à venir. Des dépenses d'investissement importantes en matière de construction de sites enfance sont engagés et les projets entrent en phase d'exploitation. Par ailleurs, cette politique enfance entraîne des coûts de transport public importants. Aussi, la préservation des marges de manœuvres nécessitera un suivi fin.

Sont prévus à court terme une augmentation importante des dépenses de fonctionnement dans les domaines suivants :

- Délégation de service publique petite enfance (nouvelle DSP depuis le 01.01.2026),
- Délégation de service public périscolaires (fin de la DSP actuelle 30 sept. 2026),
- Transport scolaire (notamment possiblement le financement du transport en pause méridienne),
- Assurances,
- Entretien-maintenance des bâtiments (nouveaux bâtiments périscolaires).

Ces hausses prévisionnelles des dépenses de fonctionnement doivent être anticipées et nécessiteront de prévoir des recettes de fonctionnement correspondantes.

Outre l'appel à emprunt bancaire, les projets économiques (cf. ci-dessus vente du bâtiment d'activités pôle bois et demandes de terrains pour l'implantation d'entreprises) laissant entrevoir des perspectives financières positives.

#### **4.1.2. La fiscalité :**

- Stabilité CFE (suite remise à plat des bases en 2014),
- Coefficient de TASCOT à 120 (seuil maximum – depuis le 01.01.2024).
- La fiscalité reste le levier privilégié, l'emprunt étant priorisé pour les opérations donnant lieu recettes propres en contrepartie. L'appel à l'emprunt reste limité pour ne pas générer des intérêts bancaires venant augmenter les dépenses de fonctionnement.
- Pour 2026, une stabilité des taux est proposée. Seul est proposé une hausse du produit de la taxe GEMAPI (+5 000 € soit 180 000 €).

Les taux des impôts directs locaux sont inchangés entre 2012 et 2015, hausse à compter de 2016 (sauf CFE) :

| Taxe                               | 2011                                                   | 2012-2015 | 2016  | 2017  | 2018    | 2019    | 2020    |
|------------------------------------|--------------------------------------------------------|-----------|-------|-------|---------|---------|---------|
| CFE (révision des bases en 2014) % | 20,72                                                  | 21,14     | 21,14 | 21,14 | 21,14   | 21,14   | 21,14   |
| TH %*                              | 10,87                                                  | 11,09     | 11,15 | 11,43 | 11,71   | 11,83   | 11,83   |
| TFB %                              | 1,08                                                   | 1,10      | 1,20  | 1,68  | 2,21    | 2,78    | 2,78    |
| TFNB %                             | 7,57                                                   | 7,72      | 7,75  | 7,94  | 8,13    | 8,21    | 8,21    |
| TASCOM (coef – effet en N+1)       | 100                                                    | 100       | 100   | 105   | 110     | 115     | 115     |
| GEMAPI en €                        | x                                                      | x         | x     | x     | 130 000 | 130 000 | 130 000 |
| Taxe de séjour                     | <b>Stable depuis 2013 (hors évolutions des textes)</b> |           |       |       |         |         |         |

\*Taux figé en 2020, 2021 et 2022, à compter de 2023 = TH additionnelle résidences secondaires et logements vacants.

| Taxe                                                | 2021    | 2022    | 2023                 | 2024                  | 2025                 | 2026 prév            |
|-----------------------------------------------------|---------|---------|----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|
| CFE (révision des bases en 2014) %                  | 21,14   | 21,14   | 21,14                | 21,14                 | 21,14                | 21,14                |
| TH %*                                               | 11,83   | 11,83   | 11,83                | 11,83                 | 13,60                | 13,60                |
| TFB %                                               | 2,78    | 2,78    | 2,78                 | 2,78                  | 3,20                 | 3,20                 |
| TFNB %                                              | 8,21    | 8,21    | 8,21                 | 8,21                  | 9,44                 | 9,44                 |
| TASCOM (coef – effet en N+1)                        | 115     | 115     | 115                  | 120                   | 120                  | 120                  |
| % moyen de hausse des bases                         | 0,2%    | 3,4%    | 7,1%                 | 3,9 %                 | 1,15 %               | 0%                   |
| GEMAPI en €<br>cf. schémas directeurs<br>eau - SDEA | 130 000 | 130 000 | 143 500<br>(+13 500) | 160 000<br>(+ 16 500) | 175 000<br>(+15 000) | 180 000<br>(+ 5 000) |
| Taxe de séjour                                      | Stable  |         |                      |                       |                      |                      |

*En jaune : années des augmentations.*

De 2016 à 2019, une hausse des impôts a été actée, au regard du programme de travaux lié au schéma de développement enfance, hausse différenciée en fléchant la hausse la plus importante sur le foncier bâti.

A compter de 2023, il est prévu d'augmenter de manière régulière le produit appelé de taxe GEMAPI, au regard des enjeux liés au cycle de l'eau. Une proposition d'augmentation sera faite pour 2025.

#### **4.1.3. Emprunts et prêts (cf tableau de suivi spécifique) :**

Nouveaux emprunts projetés et prévus au budget 2026 : Emprunt à long terme pour le financement du nouveau site du Fleckenstein : 2 579 000 € budgétés (crédit relais + emprunt à long terme).

Capacité de désendettement de l'établissement (encours de la dette / capacité d'autofinancement brute) :

LD

RT

- 2022 : 5,1 ans  
(Dette 2023 : 3 048 976,54 € / CAF 2021 : 595 919 € (dernier chiffre connu)).
- 2023 : 2,08 ans  
(Dette 2024 : 2 758 930,11 € / CAF 2022 : 1 323 518 € (dernier chiffre connu)).
- 2024 : 2,11 ans  
(Dette 2025 : 2 467 181,53 € / CAF 2023 : 1 167 240 € (dernier chiffre connu)).
- 2025 :  
3,2 ans en intégrant l'emprunt budgété et à CAF équivalente. (3 742 181,53/1 167 240 €).  
4 ans avec une prévision à la baisse de la CAF pour l'année en cours.

## **4.2. La démarche de pacte financier et fiscal.**

Une démarche de mise en place d'un pacte financier et fiscal a été ouverte en 2015-2016, en lien avec la redéfinition des statuts de la communauté de communes et la définition de l'intérêt communautaire. Cette démarche, appuyée par une équipe de consultants, s'est fixée comme enjeu d'optimiser les relations au sein du bloc communal et la DGF, et a abouti à déterminer 3 axes :

- Axe 1 : Modifier la répartition du FPIC pour financer le déploiement du réseau FTTH.
- Axe 2 : Mettre en place des conventions de reversement de la fiscalité sur le foncier bâti industriel et commercial.
- Axe 3 : Voter une répartition libre des attributions de compensation afin de supprimer les AC négatives.

Concernant l'axe 1, a été décidé d'assurer un financement solidaire de l'aménagement numérique via des fonds de concours. L'axe 2 n'a pas donné lieu à réalisation, l'axe 3 a été mis en œuvre en 2022.

La démarche de pacte financier et fiscal a été intégrée comme suite au pacte de gouvernance conduit entre 2020 et 2022, et doit venir compléter les relations entre l'intercommunalité et les communes.

A cette démarche s'est ajouté un nouveau dossier financier en 2021, la commune de Merkwiller-Pechelbronn ayant émis le souhait d'engager une réflexion en vue de sa sortie de la communauté de communes Sauer-Pechelbronn pour adhérer à la communauté de communes contigu de l'Outre forêt. Cette démarche a de fortes conséquences juridiques et financières, et également en termes d'aménagement local et de services publics.

A ce jour, la commune de Merkwiller-Pechelbronn a fait une proposition de sortie à la communauté de communes, se limitant à des demandes de bâtiment et terrains et d'une somme financière, sans aucune justification, et sans prise en compte des conséquences juridiques, organisationnelles, conduisant l'intercommunalité à ne pas valider la proposition. La communauté de communes de l'Outre Forêt a émis le souhait de ne pas finaliser ce dossier pendant ce mandat (fin du mandat en avril 2026).




#### **4.3. Sont à retenir des débats en séance :**

Le président apporte des informations complémentaires concernant le projet mutualisé de mutualisation de locaux sur le site de la MDSA, avec le SDEA.

En effet, lors de la prise de compétence AEP, un engagement partenarial a été convenu avec le SDEA, intégrant notamment la mutualisation des locaux existants et la construction de hall technique partagé. Une première enveloppe financière est ainsi prévue au budget 2026.

L'objectif visé est d'assurer le maintien et le développement du SDEA à Durrenbach, le SDEA ayant vu son territoire s'agrandir avec des territoires voisins (Reichshoffen, Soultz-Sous-Forêts) et ayant des besoins supplémentaires pour conserver et développer ses services au nord de Haguenau. Un RDV est d'ores et déjà été planifié avec les services du SDEA Alsace Moselle le 9 mars à ce sujet, avec la future directrice du syndicat.

Concernant les projets photovoltaïques, des précisions sont apportées par le vice-président Guillaume PETER concernant le projet de centrale photovoltaïque au sol à Lampertsloch. Le souhait est de diversifier la production d'énergie solaire, notamment en complétant cet équipement par d'autres projets, et en développant l'autoconsommation collective. Des précisions sont apportées sur le schéma financier projeté concernant la société de projet à créer en vue de la réalisation et exploitation de la centrale au sol. Un investissement direct par l'EPCI aurait sans doute été plus rentable à terme, mais avec la nécessité de porter l'investissement, chiffre à plus de deux millions. Cela n'a pas été souhaité, pour conserver une marge de manœuvre financière.

### **5. Les acteurs : élus et agents intercommunaux :**

#### **5.1. Présentation de l'état des indemnités des élus.**

*LD*

*RD*

| <b>M. Roger ISEL - président</b> |                       |                                |
|----------------------------------|-----------------------|--------------------------------|
| <b>Fonction/Organisme</b>        | <b>Montants bruts</b> | <b>Montants nets après PAS</b> |
| Maire/ HEGENEY                   | 9 815,88 €            | 7 385,01 €                     |
| Président / CCSP                 | 21 639,36 €           | 16 174,56 €                    |
| Conseiller territorial/SDEA      | 4 611,96 €            | 3 783,71 €                     |

| <b>M. Guillaume PETER - 1er vice-président</b> |                       |                                |
|------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------|
| <b>Fonction/Organisme</b>                      | <b>Montants bruts</b> | <b>Montants nets après PAS</b> |
| Maire/ FORSTHEIM                               | 16 524,36 €           | 12 940,35 €                    |
| Vice- Président / CCSP                         | 9 159,84 €            | 7 167,84 €                     |

| <b>M. Alain FUCHS - 2ème vice-président</b> |                       |                                |
|---------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------|
| <b>Fonction/Organisme</b>                   | <b>Montants bruts</b> | <b>Montants nets après PAS</b> |
| Maire/ WOERTH                               | 25 452,24 €           | 19 364,40 €                    |
| Vice- Président / CCSP                      | 9 159,84 €            | 7 036,95 €                     |

| <b>Mme Lysiane DUDT - 3ème vice-présidente</b> |                       |                                |
|------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------|
| <b>Fonction/Organisme</b>                      | <b>Montants bruts</b> | <b>Montants nets après PAS</b> |
| Maire/ MORSEBRONN-LES-BAINS                    | 19 878,48 €           | 15 654,48 €                    |
| Vice- Présidente / CCSP                        | 9 159,84 €            | 7 213,44 €                     |

| <b>M. Christian TRAUTMANN - 4ème vice-président</b> |                       |                                |
|-----------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------|
| <b>Fonction/Organisme</b>                           | <b>Montants bruts</b> | <b>Montants nets après PAS</b> |
| Maire/ LEMBACH                                      | 22 689,96 €           | 17 355,24 €                    |
| Vice- Président / CCSP                              | 9 159,84 €            | 7 172,61 €                     |
| Conseiller territorial/SDEA                         | 4 611,96 €            | 3 958,62 €                     |

| <b>M. Jean-Claude BALL - 5ème vice-président</b> |                       |                                |
|--------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------|
| <b>Fonction/Organisme</b>                        | <b>Montants bruts</b> | <b>Montants nets après PAS</b> |
| Adjoint / MERKWILLER-PECHELBRONN                 | 5 277,96 €            | 4 565,28 €                     |
| Vice- Président / CCSP                           | 9 159,84 €            | 7 923,24 €                     |
| Conseiller territorial/SDEA                      | 4 611,96 €            | 4 009,80 €                     |

| <b>M Marc BASTIAN - 6ème vice-président</b> |                       |                                |
|---------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------|
| <b>Fonction/Organisme</b>                   | <b>Montants bruts</b> | <b>Montants nets après PAS</b> |
| Maire/ FROESCHWILLER                        | 19 878,48 €           | 11 138,22 €                    |
| Vice- Président / CCSP                      | 9 159,84 €            | 7 048,71 €                     |

| <b>Mme Mireille CABIROL DE SAINT-GEORGES - conseillère déléguée</b> |                       |                                |
|---------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------|
| <b>Fonction/Organisme</b>                                           | <b>Montants bruts</b> | <b>Montants nets après PAS</b> |
| Maire/ BIBLISHEIM                                                   | 12 578,16 €           | 10 880,04 €                    |
| Conseillère déléguée / CCSP                                         | 2 831,28 €            | 2 449,08 €                     |

| <b>M. André SCHMITT - conseiller délégué et référent</b> |                       |                                |
|----------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------|
| <b>Fonction/Organisme</b>                                | <b>Montants bruts</b> | <b>Montants nets après PAS</b> |
| Maire/ WINGEN                                            | 12 578,16 €           | 9 776,28 €                     |
| Conseiller délégué / CCSP                                | 2 831,28 €            | 2 449,08 €                     |

## 5.2. Point ressources humaines :

### 5.2.1. Informations statistiques agents :

Effectifs agents à la communauté de communes au 01/01/2026 : 31 agents (29,8 ETP) : 24 femmes et 7 hommes (+ 2 agents en disponibilité), répartis dans plusieurs services :

- Pôle chargés de missions.
- Pôle animation et conseillers/coordonateurs (service animation et EFS, numérique, seniors, service aux communes, bqmat).
- Pôle Maison Rurale de l'Outre Forêt.
- Pôle fonctionnel-administratif-OM + direction.
- Pôle technique et ménage.

21 agents sont titulaires, 9 contractuels, un agent est apprenti (contrat de droit privé).

Absentéisme :

Accident du travail : 365 jours d'arrêt.

Congé maternité et lié : 241.

Maladie : 137 (dont un arrêt de 115 jours avec reprise en mi-temps thérapeutique).

#### **Personnels indirects mis à disposition du territoire / prise en charge intercommunale :**

Equipe animation / Périscolaire

Equipe crèches + relais parents enfants

Conseiller France RENOV – PETR (intégré aux missions de base en 2025)

Structures bénéficiant de cofinancements intercommunaux au titre des frais de fonctionnement et de personnel : OTI AV, ECMU, SYCOPARC.

Secrétaire de mairie de Durrenbach pour le service titre d'identité.

#### **1 postes portés par la communauté de communes et partagés avec d'autres structures publiques :**

Chargée de mission environnement-développement durable : 10% (SDEA).

#### **Postes/services financés en partie :**

Chargé de mission cohésion sociale : CAF

Conseiller Maison France Service : Etat

Conseillère numérique : Etat

Chargée de mission énergie : ADEME

Coordinatrice relais parents-enfants : CAF

Service périscolaire : CAF

#### **5.2.2. Débat sur les avantages en place à la communauté de communes.**

Les agents intercommunaux bénéficient d'avantages complémentaires à leur rémunération,



notamment :

- Participation à la mutuelle santé et prévoyance,
- Remboursement de frais de déplacement et autres frais assimilés dans les conditions de droit commun,
- Vêtements de travail pour les agents techniques, dotation pour les agents d'accueil et les chargés de mission,
- Offres CNAS/carte CEZAM,
- Chèques restaurant,
- Chèque cadeau (versé en fin d'année),
- Forfait mobilités durables,
- Accès encouragé aux formations internes, CNFPT et CDG67, et préparation aux concours et examens de la fonction publique territoriale,
- La prime de fin d'année a été supprimée et intégrée dans le RIFSEEP fin 2025.

S'ajoute à cela également l'organisation d'une fête des collaborateurs chaque été, la médaille du travail pour les agents concernés, une enveloppe pour le cadeau de Noël des enfants des agents (enfants de moins de 15 ans).

Par ailleurs, et selon les postes occupés, les moyens internes leur permettent d'effectuer leurs missions au mieux, via un accès aux véhicules de service et véhicule techniques, une dotation de matériel informatique et de communication, des vêtements de travail et équipements de protection individuelle spécifiques aux missions, un accès à un fonds documentaire et revues spécialisées, l'accès à diverses offres de formation (CNFPT, CDG) et à un service de renseignement téléphonique, une IA professionnelle ainsi qu'un espace kitchenette.

#### **Résidence administrative et lieu de travail des agents :**

##### **MDSA (bâtiment siège de la communauté de communes à Durrenbach) :**

L'essentiel des agents de la CCSP  
Animatrice fédération des professionnels artisans commerçants Sauer-Pechelbronn  
Equipe animateurs  
Secrétariat ECMU (ponctuellement)  
Secrétariat FLECK (ponctuellement)  
Directrice des périscolaires  
Relais Parents / Enfants

**La MDSA est également le siège de plusieurs organismes**, avec mises à dispositions ponctuelles de locaux aux associations (réunions de travail, AG, ...)

**Ancienne gare** : atelier et stockage agents techniques + animateurs

**Scierie Gunstett** : service technique et agent BQM

**MROF** – agents affectés

**FLECK** – agents embauchés par la régie, interventions régulières des agents CCSP (service technique et chargés de missions)

**BATI** – très ponctuel

L'équipe technique intervient sur l'ensemble des bâtiments et infrastructures intercommunaux

**Bâtiments et infrastructures : 20 sites**

**Terrains intercommunaux : env 87 ha**

LD

RJ

## Mouvements de personnel / recrutements prévus :

### Renouvellement :

- 1 Responsable équipe technique (départ retraite)
- 1 Agent technique (départ retraite)
- 1 Etude de reclassement d'un agent technique suite accident du travail – étude poste d'agent technique à supprimer (appel à prestataires privés + étude apprentissage CAP en gestion de bâtiments publics)
- 1 Agent d'accueil MROF (fin de remplacement)
- 1 apprenti communication – fin d'apprentissage – nouveau recrutement

### Postes non permanents dont le renouvellement est à étudier :

- 1 animateur numérique.

| RECAPITULATIF NOMBRE DE FICHES DE PAIE                                                              |           | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 1                                                                                                   | JANVIER   | 32   | 33   | 33   | 34   | 33   | 31   | 35   | 41   | 37   | 38   | 42   |
| 2                                                                                                   | FEVRIER   | 31   | 33   | 33   | 36   | 34   | 31   | 35   | 38   | 39   | 39   | 42   |
| 3                                                                                                   | MARS      | 32   | 36   | 33   | 35   | 34   | 32   | 35   | 45   | 35   | 40   | 43   |
| 4                                                                                                   | AVRIL     | 33   | 34   | 34   | 33   | 33   | 32   | 36   | 41   | 36   | 42   | 43   |
| 5                                                                                                   | MAI       | 32   | 34   | 32   | 33   | 30   | 32   | 37   | 39   | 34   | 42   | 42   |
| 6                                                                                                   | JUIN      | 33   | 35   | 33   | 34   | 30   | 32   | 36   | 37   | 36   | 43   | 42   |
| 7                                                                                                   | JUILLET   | 34   | 35   | 32   | 34   | 30   | 31   | 37   | 36   | 43   | 46   | 43   |
| 8                                                                                                   | AOUT      | 35   | 35   | 33   | 33   | 31   | 33   | 41   | 39   | 45   | 44   | 42   |
| 9                                                                                                   | SEPTEMBRE | 35   | 34   | 34   | 34   | 31   | 33   | 38   | 36   | 37   | 43   | 41   |
| 10                                                                                                  | OCTOBRE   | 34   | 37   | 33   | 33   | 31   | 33   | 38   | 36   | 38   | 42   | 41   |
| 11                                                                                                  | NOVEMBRE  | 34   | 35   | 34   | 34   | 33   | 33   | 35   | 37   | 39   | 42   | 41   |
| 12                                                                                                  | DECEMBRE  | 34   | 36   | 34   | 34   | 32   | 33   | 36   | 38   | 37   | 43   | 41   |
| TOTAL                                                                                               |           | 399  | 417  | 398  | 407  | 382  | 386  | 439  | 463  | 456  | 504  | 503  |
| Stagiaires : gratifications                                                                         |           |      |      |      |      | 6    | 6    | 4    | 2    | 0    | 1    | 3    |
| Service civique : prestation nécessaire à la subsistance, l'équipement, le logement et le transport |           |      |      |      |      | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 1    |

LD

RT

### **PARTIE 3 : DELIBERATIONS (PROJETS)**

#### **001.2026 : Délibération actant de la présentation du rapport d'activités de l'exercice 2025.**

*Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,*

*Vu le code général des collectivités territoriales,*

*Vu les statuts de la communauté de communes, en vigueur à ce jour (et mis à jour par arrêté préfectoral du 23 janvier 2024),*

*Vu la délibération du conseil communautaire n°043.2025 du 29.09.2025 définissant l'intérêt communautaire,*

*Considérant l'édition papier du rapport d'activités de l'exercice 2025 de l'établissement, ainsi que la vidéo réalisée pour l'occasion et diffusée en séance,*

*Considérant les présentations faites en séances et les débats qui en ont suivi,*

*Vu l'avis du conseil des maires et du bureau exécutif,*

*Entendu l'exposé des vice-présidents,*

*Entendu l'exposé du président M. Roger ISEL,*

**Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, l'unanimité, décide :**

- **De prendre acte de la présentation du rapport d'activités 2025 de la communauté de communes et ses annexes,**
- **De noter que les élus et agents de la communauté de communes se tiennent à disposition des communes pour toute précision ou intervention-présentation des activités et services de la communauté de communes en séance de conseil municipal,**
- **De noter que les rapports d'activités des autres partenaires (SDEA, SMICTOM, OTI AV, ...) sont régulièrement publiés sur le site internet de la communauté de communes, l'ensemble des rapports de 2025 n'étant pas encore disponibles, ces derniers faisant l'objet d'une information ou présentation ultérieure en conseil, dès disponibilité,**
- **De demander au président de communiquer ce rapport et ses annexes à l'ensemble des communes membres,**
- **De demander aux maires et aux conseillers communautaires de présenter ce rapport au sein de leur conseil municipal respectif et de demander aux conseillers municipaux de faire part au président de toute observation relative au rapport et à ses annexes dans des délais rapprochés, par délibération,**



- **De charger le président à procéder à toutes les démarches et formalités découlant de cette décision, et à signer tout document concourant à l'exécution de la présente délibération.**

## **002.2026 : Présentation du débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2026.**

*Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,*

*Vu le code général des collectivités territoriales,*

*Vu les statuts de la communauté de communes, en vigueur à ce jour (et mis à jour par arrêté préfectoral du 23 janvier 2024),*

*Vu la délibération du conseil communautaire n°043.2025 du 29.09.2025 définissant l'intérêt communautaire,*

*Considérant l'exécution des budgets de l'exercice 2025 (réalisations), ainsi que les décisions budgétaires modificatives et les virements de crédits,*

*Considérant le projet de compte financier unique de l'exercice 2025,*

*Considérant les propositions d'affectations de résultat, de reprise des résultats,*

*Considérant les propositions de budget de l'établissement pour l'exercice 2026, composé d'un budget principal et de plusieurs budgets annexes,*

*Considérant les propositions de tableaux annexes au budget n° 1 (tableau des contributions) et 2 (tableau des écritures internes) au budget principal,*

*Considérant les propositions d'évolution des taux et coefficients des impôts directs locaux pour l'exercice 2026,*

*Considérant les propositions de provisions et opérations sous mandat pour l'exercice 2026,*

*Considérant les prévisions d'opérations envisagées pour l'exercice 2026,*

*Vu le rapport budgétaire mis à disposition des élus communautaires préalablement à la réunion (rapport de présentation du présent conseil),*

*Considérant les présentations faites en séance et les débats qui en ont suivi,*

*Vu l'avis du conseil des maires et du bureau exécutif,*

*Entendu l'exposé des vice-présidents,*

*Entendu l'exposé du président M. Roger ISEL et de l'ensemble des vice-présidents,*

**Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :**

- **De prendre acte de la présentation des comptes de l'exercice 2025, des orientations et du projet de budget de l'exercice 2026, ainsi que des perspectives financières des années suivantes, issue du rapport relatif au débat d'orientation budgétaire,**
- **De demander au président de proposer à l'occasion du prochain conseil communautaire un budget tenant compte du débat d'orientation budgétaire,**

**De prendre acte des propositions du président et des membres du bureau exposés lors**

*LD*

*RI*

**du débat d'orientation budgétaire, en retenant notamment :**

- La poursuite des actions en cours et nouveaux projets présentés,
  - La fixation du produit appelé de la taxe GEMAPI à 180 000 €,
  - La fixation des taux de la fiscalité directe locale identiques à 2025,
- De prendre acte qu'aucune demande particulière a été exprimée lors du débat d'orientation budgétaire par des conseillers communautaires,
  - De charger le président à procéder à toutes les démarches et formalités découlant de cette décision, et à signer tout document concourant à l'exécution de la présente délibération.

**003.2026 : Service périscolaire : délégation de service public par affermage – gestion de l'accueil périscolaire et enfance : choix du délégataire de service public et tarifs.**

*Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,*

*Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5211-1 et suivants, L. 5214-1 et suivants, L. 2121-1 et suivants, ainsi que les articles L. 1411-1 et suivants et L. 1413-1,*

*Vu le code de la commande publique,*

*Vu les statuts de la communauté de communes, en vigueur à ce jour (et mis à jour par arrêté préfectoral du 23 janvier 2024),*

*Vu la délibération du conseil communautaire n°085.2018 du 17.12.2018 définissant l'intérêt communautaire,*

*Vu la délibération n°014.2025 du conseil communautaire en date du 07.04.2025 : « Renouvellement de la concession de service public de type affermage pour la gestion du service périscolaire et enfance intercommunal »,*

*Vu le contrat d'affermage en cours avec la FDMJC et son échéance au 31 août 2026,*

*Vu la procédure mise en œuvre conformément au code général des collectivités territoriales et au code de la commande publique, et notamment le rapport et le procès-verbal de la commission de délégation de service public en date du 9 février 2026 présentant la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci d'un point de vue technique et économique, transmis aux conseillers communautaires le 9 février 2026, soit plus de 15 jours avant le conseil communautaire,*

*Vu le rapport du Président présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, constatant qu'il n'y a eu deux offres, ainsi que les motifs du choix du candidat, et l'économie générale du contrat, transmis aux conseillers communautaires le 9 février 2026 soit plus de 15 jours avant le conseil communautaire,*

*Vu le projet de convention de délégation de service public et ses annexes joint à la présente délibération, transmis aux conseillers communautaires le 9 février 2026 soit plus de 15 jours avant le conseil communautaire,*

*Considérant que la communauté de communes Sauer-Pechelbronn est compétente en matière de gestion de l'accueil périscolaire et enfance,*

*Considérant que la communauté de communes Sauer-Pechelbronn a décidé de confier la gestion et l'exploitation du service public d'accueil périscolaire et enfance pour une durée de 4 ans et 4 mois à compter du 01.09.2026, dans le cadre d'un affermage (soit jusqu'au 31.12.2030),*

*Considérant qu'à la suite de la publication de l'avis de concession le 12 octobre 2025 au BOAMP et au JOUE, deux candidats ont déposés une offre, analysées par la commission de délégation de service public, analyse qui a fait l'objet*

*d'un rapport de cette dernière en date du 9 février 2026,*

*Conformément au règlement de la consultation, les offres ont été analysées en fonction des critères suivants : qualité de service offert, qualité de l'offre économique et intégration de l'approche environnementale dans le projet pédagogique, des questions complémentaires ont été posées au candidat (cf. pièces du dossier), permettant de disposer d'offres finales après réunion de la commission de délégation de service public,*

*Au vu de ces éléments de procédure, et au vu du rapport du président justifiant les motifs du choix de candidat et l'économie générale du contrat, il revient au conseil communautaire de se prononcer sur le choix du concessionnaire et d'approuver la concession et ses annexes, par la présente délibération,*

*Vu l'avis favorable de la commission de pôle « cohésion sociale - Animation jeunesse, intergénérationnelle - Animations culturelles », réunie le 28 janvier 2026,*

*Considérant que plusieurs réunions avec les élus du territoire ont permis au président de proposer cette délibération en conseil communautaire, notamment le dernier conseil des maires et dernier bureau exécutif,*

*Entendu l'exposé du 6ème vice-président M. Marc BASTIAN, en charge des politiques publiques locales relevant du pôle Cohésion Sociale - Animation jeunesse, intergénérationnelle - Animations culturelles,*

*Entendu l'exposé du président, M. Roger ISEL,*

**Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :**

- **De prendre acte de la communication de l'ensemble des informations relatives à la démarche, réunis dans une note envoyée le 9 février 2026 à l'ensemble des conseillers communautaires et pour information aux conseillers municipaux du territoire,**
- **D'approuver le choix de retenir FDMJC Alsace comme concessionnaire en charge du service public d'accueil périscolaire et enfance à compter du 01.09.2026 pour une durée de 4 ans et 4 mois, soit jusqu'au 31.12.2030, pour un coût de service de l'ordre de 3 074 000 € (cumul sur la période des montants TTC en € constants),**
- **De noter que le contrat de délégation de service public intègre la mise à disposition partielle d'un animateur employé par l'établissement public au délégataire, à hauteur de 200h/an, pour des missions d'animation et d'encadrement de centres de loisirs à caractère sportif, les modalités de mise à disposition étant prévues dans le contrat, et d'autoriser le président à prendre toute décision et signer tout document spécifique concernant cette mise à disposition,**
- **D'approuver le contrat de concession de service public d'accueil périscolaire et enfance et l'ensemble de ses annexes,**
- **De fixer les tarifs du service comme suit, ces derniers s'inscrivant dans une politique publique d'égal accès au service et d'attractivité du territoire (grille tarifaire révisée chaque année) :**

## Barème Participation Familiale

Période de validité : année scolaire 2025-2026

| Périscolaire                           | QF 0 à 4500 | QF 4500,01 à 7500 | QF 7500,01 à 10500 | QF 10500,01 à 13000 | QF 13000,01 à 15000 | QF +15000 |
|----------------------------------------|-------------|-------------------|--------------------|---------------------|---------------------|-----------|
| Midi et soir avec repas à 5,50€ inclus | 10,11 €     | 11,31 €           | 11,80 €            | 13,47 €             | 14,70 €             | 15,86 €   |
| Midi avec repas à 5,50€ inclus         | 8,39 €      | 8,95 €            | 9,71 €             | 10,47 €             | 11,24 €             | 12,02 €   |
| Soir                                   | 2,81 €      | 3,46 €            | 4,08 €             | 4,66 €              | 5,38 €              | 6,01 €    |

| Mercredis                                                       | QF 0 à 4500 | QF 4500,01 à 7500 | QF 7500,01 à 10500 | QF 10500,01 à 13000 | QF 13000,01 à 15000 | QF +15000 |
|-----------------------------------------------------------------|-------------|-------------------|--------------------|---------------------|---------------------|-----------|
| Demi-journée sans repas                                         | 4,05 €      | 4,84 €            | 5,79 €             | 6,95 €              | 8,15 €              | 9,00 €    |
| Journée complète sans repas                                     | 10,12 €     | 11,81 €           | 13,49 €            | 15,74 €             | 17,43 €             | 19,12 €   |
| Rajouter à ces montants le prix du repas si nécessaire : 5,50 € |             |                   |                    |                     |                     |           |

| Vacances scolaires                                                                                                           | QF 0 à 4500 | QF 4500,01 à 7500 | QF 7500,01 à 10500 | QF 10500,01 à 13000 | QF 13000,01 à 15000 | QF +15000 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------------|--------------------|---------------------|---------------------|-----------|
| Forfait semaine 5 jours avec repas                                                                                           | 42,55 €     | 56,40 €           | 69,10 €            | 81,80 €             | 85,25 €             | 91,05 €   |
| Rajouter à ces montants le prix du ramassage bus si nécessaire : 5€/semaine les 5 trajets et 10€/semaine pour l'aller-retour |             |                   |                    |                     |                     |           |

### Remarques

Le quotient familial QF est calculé sur la base du revenu imposable divisé par le nombre de parts, nous consulter en venant avec :

- Une photocopie de votre dernier avis d'imposition

À défaut de ces pièces justificatives, nous nous verrons dans l'obligation d'appliquer le tarif le plus élevé de la grille tarifaire présentée ci-dessus.

Les tarifs ci-dessus seront majorés de 20% (hors repas) pour les enfants n'habitant pas la Communauté de Communes Sauer Pechelbronn.

- D'autoriser le président à signer le contrat de concession de service public,
- De noter que la présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg, soit d'un recours gracieux préalable auprès de la communauté, auquel cas le délai de recours devant le Tribunal Administratif précité est prorogé d'un nouveau délai de deux mois à compter de l'intervention de la décision de la communauté sur le recours gracieux, cette décision pouvant être expresse ou implicite (la décision implicite de refus étant acquise au terme du silence gardé pendant deux mois par la communauté),
- De charger le président à procéder à toutes les démarches et formalités découlant de cette décision, et à signer tout document concourant à l'exécution de la présente délibération.

LD

RI

-----

Le président clôt la séance à 21h30.

Prochain conseil fixé au 9 mars 2026 à Woerth (nouvelle salle communale-périscolaire-école).

Durrenbach, le 24.02.2026

La secrétaire de séance  
Mme Lysiane DUDT



Le président  
M. Roger ISEL



**Présents :** BALL Jean-Claude, BASTIAN Marc (*procuration de STURM Céline jusqu'à 18 :57*), CABIROL de SAINT GEORGES Mireille, CHARBAU Bernard, CRONMULLER Martine, CUNTZ Freddy (*procuration de WALTER Clarisse*), DUDT Lysiane, FERBACH Dominique, FILSER Marie-Claude, FUCHS Alain, ISEL Roger (*procuration de SIEDEL Dominique*), KLIPFEL Jean-Louis, LEDIG Evelyne, MALL Philippe, MEYER Monique, NIEDERER Gérard, PETER Guillaume, PFEIFFER-RINIE Dominique, ROMAIN Serge (*représente SCHERTZ Christophe*), SCHMITT André, SCHNEIDER Francis (*depuis 18 :50*), STIEFEL Martine, STURM Céline (*depuis 18 :57 :00, donne procuration à BASTIAN Marc jusqu'à 18 :57*), TRAUTMANN Christian, TRITSCHBERGER Hervé (*procuration de KLIEN Mathias*), WACKER Patrick, WALTER Dany, WERNERT Stéphane,

**Ont donné procuration :** KLEIN Mathias (*à TRITSCHBERGER Hervé*), SIEDEL Dominique (*à ISEL Roger*), STURM Céline (*à BASTIAN Marc jusqu'à 18 :57*), WALTER Clarisse (*à CUNTZ Freddy*),

**Absents/Excusés :** KLEIN Mathias, RUTSCH François, SCHALL Nathalie, SCHERTZ Christophe (*représenté par ROMAIN Serge*), SCHNEIDER Dominique, SCHNEIDER Francis (*jusqu'à 18 :50*), SIEDEL Dominique, SITTER Pierrot, STURM Céline (*jusqu'à 18 :57*), WALTER Clarisse, WEINLING HAMEL Elisabeth.

## Approbation du Procès-Verbal de la réunion du conseil communautaire du 15 décembre 2025

Début du vote à 18:44:02, fin du vote à 18:44:45

### La délibération a été adoptée

- Inscrits : **36**
- Présents : **26**
- Procurations : **4**
- Total votants : **30**
  
- Ont obtenu :
- Pour : **30 voix**
- Contre : **0 voix**
- Abstention : **0 voix**
- Ne prend pas part au vote : **0 voix**
- Non votants : **0 voix**

**Pour :** BALL Jean-Claude, BASTIAN Marc, CABIROL de SAINT GEORGES Mireille, CHARBAU Bernard, CRONMULLER Martine, CUNTZ Freddy, DUDT Lysiane, FERBACH Dominique, FILSER Marie Claude, FUCHS Alain, ISEL Roger, *KLEIN Mathias (TRITSCHBERGER Hervé)*, KLIPFEL Jean-Louis, LEDIG Evelyne, MALL Philippe, MEYER Monique, NIEDERER Gérard, PETER Guillaume, PFEIFFER-RINIE Dominique, ROMAIN Jacques, SCHMITT André, *SIEDEL Dominique (Roger ISEL)*, STIEFEL Martine, *STURM Céline (BASTIAN Marc)*, TRAUTMANN Christian, TRITSCHBERGER Hervé, WACKER Patrick, *WALTER Clarisse (Freddy CUNTZ)*, WALTER Dany, WERNERT Stéphane

**Contre :**

**Abstention :**

**Ne prend pas part au vote :**

## **001.2026 : Présentation du rapport d'activités de l'exercice 2025**

Début du vote à 20:46:32, fin du vote à 20:46:43

**La délibération a été adoptée**

- Inscrits : **36**
- Présents : **28**
- Procurations : **3**
- Total votants : **31**
- Ont obtenu :
- Pour : **31 voix**
- Contre : **0 voix**
- Abstention : **0 voix**
- Ne prend pas part au vote : **0 voix**
- Non votants : **0 voix**

**Pour :** BALL Jean-Claude, BASTIAN Marc, CABIROL de SAINT GEORGES Mireille, CHARBAU Bernard, CRONMULLER Martine, CUNTZ Freddy, DUDT Lysiane, FERBACH Dominique, FILSER Marie Claude, FUCHS Alain, ISEL Roger, *KLEIN Mathias (Hervé TRITSCHBERGER)*, KLIPFEL Jean-Louis, LEDIG Evelyne, MALL Philippe, MEYER Monique, NIEDERER Gérard, PETER Guillaume, PFEIFFER-RINIE Dominique, ROMAIN Serge, SCHMITT André, SCHNEIDER Francis, *SIEDEL Dominique (Roger ISEL)*, STIEFEL Martine, STURM Céline, TRAUTMANN Christian, TRITSCHBERGER Hervé, WACKER Patrick, *WALTER Clarisse (Freddy CUNTZ)*, WALTER Dany, WERNERT Stéphane

**Contre :**

**Abstention :**

**Ne prend pas part au vote :**

**Non votants :**

## **002.2026 : Débat d'orientation budgétaire**

Début du vote à 20:48:41, fin du vote à 20:48:52

**La délibération a été adoptée**

- Inscrits : **36**
- Présents : **28**
- Procurations : **3**
- Total votants : **31**
- Ont obtenu :
- Pour : **31 voix**
- Contre : **0 voix**

- Abstention : **0 voix**
- Ne prend pas part au vote : **0 voix**
- Non votants : **0 voix**

**Pour** : BALL Jean-Claude, BASTIAN Marc, CABIROL de SAINT GEORGES Mireille, CHARBAU Bernard, CRONMULLER Martine, CUNTZ Freddy, DUDT Lysiane, FERBACH Dominique, FILSER Marie Claude, FUCHS Alain, ISEL Roger, *KLEIN Mathias (Hervé TRITSCHBERGER)*, KLIPFEL Jean-Louis, LEDIG Evelyne, MALL Philippe, MEYER Monique, NIEDERER Gérard, PETER Guillaume, PFEIFFER-RINIE Dominique, ROMAIN Serge, SCHMITT André, SCHNEIDER Francis, *SIEDEL Dominique (Roger ISEL)*, STIEFEL Martine, STURM Céline, TRAUTMANN Christian, TRITSCHBERGER Hervé, WACKER Patrick, *WALTER Clarisse (Freddy CUNTZ)*, WALTER Dany, WERNERT Stéphane

**Contre** :

**Abstention** :

**Ne prend pas part au vote** :

**Non votants** :

## 003.2026 : Service périscolaire : délégation de service public par affermage - gestion de l'accueil périscolaire et enfance : choix du délégataire de service public et tarifs

Début du vote à 20:53:29, fin du vote à 20:53:58

**La délibération a été adoptée**

- Inscrits : **36**
- Présents : **28**
- Procurations : **3**
- Total votants : **31**
- Ont obtenu :
- Pour : **31 voix**
- Contre : **0 voix**
- Abstention : **0 voix**
- Ne prend pas part au vote : **0 voix**
- Non votants : **0 voix**

**Pour** : BALL Jean-Claude, BASTIAN Marc, CABIROL de SAINT GEORGES Mireille, CHARBAU Bernard, CRONMULLER Martine, CUNTZ Freddy, DUDT Lysiane, FERBACH Dominique, FILSER Marie Claude, FUCHS Alain, ISEL Roger, *KLEIN Mathias (Hervé TRITSCHBERGER)*, KLIPFEL Jean-Louis, LEDIG Evelyne, MALL Philippe, MEYER Monique, NIEDERER Gérard, PETER Guillaume, PFEIFFER-RINIE Dominique, ROMAIN Serge, SCHMITT André, SCHNEIDER Francis, *SIEDEL Dominique (Roger ISEL)*, STIEFEL Martine, STURM Céline, TRAUTMANN Christian, TRITSCHBERGER Hervé, WACKER Patrick, *WALTER Clarisse (Freddy CUNTZ)*, WALTER Dany, WERNERT Stéphane

**Contre** :

**Abstention :**

**Ne prend pas part au vote :**

**Non votants :**

**Fin des votes à 20:53:58 le 23.02.2026**